ia


THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LOS ANGELES


THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LOS ANGELES

L'ESPAGNE

I

COUP D'ŒIL HISTORIQUE

L'Espagne vient de traverser l'une des crises les plus graves de son histoire, durant laquelle le patriotisme de ses fils a été mis à une épreuve redoutable. La révolution de septembre 1868 sera une date mémorable dans l'histoire de cette nation si attachée à ses libertés, qui, après soixante ans de révolutions et trois siècles d'absolutisme, conserve encore intacte la tradition de ses premières Cortès, son caractère fier et indépendant, le sentiment inné de ses droits et des garanties du citoyen qu'elle considère comme étant la base, l'essence même, pour ainsi dire, de la vie de l'État.

Nous devons limiter nécessairement notre aperçu historique aux faits principaux advenus à cette date,

ou qui en ont été la conséquence. Il serait oiseux et inutile, pour le plus grand nombre de nos lecteurs, de faire passer sous leurs yeux le long cortége des comparses qui ont joué un rôle quelconque dans les événements qui ont évidemment exercé une influence sur eux, mais qui ont disparu de la scène politique sans y laisser leur trace.

La révolution de 1868, qui détrôna la reine Isabelle, fut la protestation la plus vive du peuple espagnol contre le gouvernement personnel, l'intolérance religieuse et l'oubli des droits acquis et revendiqués par les peuples voisins moins préparés cependant que l'Espagne pour un régime franchement constitutionnel.

Quels que soient les motifs qui poussèrent la reine à s'engager dans le chemin de la réaction et à oublier en un instant tous les services dont la monarchie était redevable au parti libéral, nous devons les respecter, nous qui connaissons la générosité, la bonté de cette femme aussi malheureuse que calomniée; il nous est impossible de mettre en doute la loyauté de ses intentions et l'élévation de ses sentiments; il est évident que la rectitude habituelle de son jugement lui fit défaut à un moment donné; qu'elle ne vit pas la lassitude du peuple, qu'elle ne se rendit pas compte qu'on ne pouvait conjurer la révolution qui s'avançait à pas de géants qu'en donnant la main à tous les partis libéraux et qu'en

sacrifiant courageusement quelques doctrines vieillies, quelques affections condamnées, pour sauver ce qui pouvait encore être sauvé, en réunissant tous les efforts communs.

A ce moment, le camp monarchique était divisé entre les modérés, les unionistes, les progressistes et les démocrates. Ces derniers hésitaient entre la monarchie et la république, les uns attachés au parti progressiste, les autres donnant à leur idéal la forme de la république. Le trône avait limité ses prérogatives au choix des cabinets soit modérés, soit unionistes. Les progressistes et les démocrates, qui avaient été éloignés dès 1856 des conseils de la couronne, voyaient chaque jour leur mécontentement s'accroître; le dépit et la passion se mêlant à l'esprit de parti, un nouveau champ était ouvert à la propagande anti-bourbonienne : Olozaga et ses amis profitèrent habilement du travail souterrain qui se faisait parmi ces âmes aigries et ils en étaient arrivés à altérer complétement en 1865 le sentiment dynastique chez les progressistes. Tout cela avait amené les tentatives révolutionnaires de juin 1866 et de janvier 1867 qui aboutirent enfin en septembre 1868, grâce à l'aide puissant apporté à ceux-ci par les unionistes sortis du ministère en 1866 au moment où ils avaient vaincu l'insurrection la plus forte qui se soit vue dans les rues de Madrid, profondément dégoûtés de la politique ultramontaine que

soutenait la couronne, et engagés dans la voie de la révolution, après la mort de l'illustre duc de Tétuan, un des plus notables hommes d'État de l'Espagne, qui avait défendu le trône avec une politique libérale et avait acquis une nouvelle gloire, en Afrique, au drapeau espagnol. La persécution contre les plus célèbres députés du parti unioniste exilés aux Canaries; l'expulsion du président de la Chambre populaire, M. Rios Rosas, un des caractères les plus fortement trempés de l'Espagne moderne, mort en 1873, et celle du président du Sénat, le général Serrano, duc de la Torre, chef des unionistes après la mort d'O'Donnell, décida à la fin le parti libéral à chercher par la force la raison de son droit.

Unis et tous en bonne intelligence, les exilés de 1867, aidés du général Prim, qui fut l'âme de la révolution, préparèrent le plus enthousiaste mouvement que l'Europe ait jamais vu. La bataille d'Alcolea engloutit le trône d'Isabelle II, faiblement défendu contre la coalition libérale qui disposait de nombreuses forces navales et militaires; malheureusement cette cause généreuse reposait sur des éléments matériels au lieu de s'appuyer sur les convictions et de chercher le triomphe par des moyens pacifiques et des procédés légaux, qui avaient rendu impossible le dernier ministère de la reine Isabelle.

La famille royale éloignée du territoire espagnol

et la révolution, à laquelle avaient pris part toutes les fractions libérales, triomphant, on établit à Madrid un gouvernement provisoire présidé par le duc de la Torre, et le général Prim y prit le ministère de la guerre.

Homme de sentiment plutôt que de raison, Prim montra, pendant le court espace de temps qu'il occupa le pouvoir, de grandes aptitudes d'homme d'État et un oubli personnel peu commun chez les autres chefs de révolution.

L'Europe s'empressa de reconnaître le nouveau gouvernement, et cette reconnaissance, jointe à l'enthousiasme du pays, fut la parfaite sanction du mouvement qui avait éclaté en septembre.

Dès les premiers instants de la victoire, les partis triomphants se divisèrent le champ de l'opinion. L'active propagande des socialistes fit croître en peu de temps les forces du parti républicain assez bornées jusqu'alors ; et les passions démagogiques, excitées par l'issue de la révolution, donnèrent naissance à un parti peu aimé et encore moins connu auparavant : le parti fédéral, vite oublieux des traditions unitaires de l'Espagne, et qui devait devenir en peu de temps le germe des plus grands maux et des plus graves troubles par lesquels la nation ait passé durant le cours de son histoire moderne. D'autre part, unionistes, progressistes et démocrates se coalisèrent pour s'opposer à l'influence

grandissante des républicains, et asseoir les bases d'une monarchie libérale qui arrêtât le développement de ce parti et les tentatives de la réaction, toute prête à profiter des dissentiments survenus dans les rangs des libéraux.

On arriva enfin à promulguer la constitution de 1869; constitution favorable aux transactions, grande et généreuse, pleine de nobles concessions, qui fonda la monarchie sur des bases essentiellement démocratiques, en établissant toutes les libertés et tous les droits nécessaires. Toutes les grandes questions qui intéressent les États modernes : mariage civil, abolition de l'esclavage, liberté du commerce, remaniement des impôts, instruction populaire, constitution de l'Église, furent présentées à la tribune et débattues avec une indépendance dont on avait eu peu d'exemples. Cette constitution, une des plus libérales de l'Europe, était un coup mortel porté aux espérances des carlistes et des républicains. Aussi presque aussitôt les uns et les autres en appelèrent-ils aux armes ; plus de trente provinces étaient en feu. Mais l'armée, fidèle au parti unitaire progressiste que représentait l'alliance de Serrano et de Prim, parvint à triompher des insurgés en agissant par masses au lieu de se disséminer. La discorde éclata parmi les vainqueurs à propos des candidatures au trône vacant.

Nous ne rappellerons pas ici les péripéties de ce

débat; les passions du moment firent échouer la candidature du prince Alphonse, quoiqu'elle aurait dû être la préférée, et réunit les voix de ceux qui professent un respect inviolable pour le droit de la tradition et celle des défenseurs *à outrance* de la souveraineté nationale. Il nous suffit de rappeler que le général Prim évita au pays de nombreuses catastrophes avec sa politique de conciliation de tous les partis monarchistes et qu'il tâcha de consolider les libertés politiques en patronant la candidature de la maison de Savoie au trône, et faisant réussir celle d'Amédée Ier. De plus, il obtint par sa prudence et son énergie que l'union des partis conciliés servît d'obstacle aux aspirations insensées des absolutistes et des utopies des républicains fédéraux.

Malheureusement quelque temps après l'élection du nouveau roi, pendant qu'il cheminait vers sa nouvelle patrie, la démagogie, turbulente et vaincue, voulut venger sa déroute et décida l'assassinat du ministre de la guerre. Dans la nuit du 28 décembre 1870, Prim fut frappé par la main d'ennemis invisibles qui étaient en même temps ceux de leur patrie, et mourut deux jours après de ses blessures.

L'histoire rendra justice au général Prim qui, vaillamment aidé par l'amiral Topete, par Sagasta et d'autres, espérait arrêter le débordement des pas-

sions révolutionnaires et le développement du socialisme; il dressa une barrière infranchissable aux démagogues en apportant à toutes les solutions politiques un libéralisme éclairé et prudent, et il eût sans nul doute enrayé la révolution qui emporta dans son courant dévastateur institutions, trône, liberté, ordre, gouvernement, traditions, souvenirs et sentiments.

Chaque année, le 30 décembre, les hommes politiques de tous les partis, les amis, les coreligionnaires, des inconnus même se réunissent dans l'église d'Atocha, temple des gloires nationales, autour du magnifique sarcophage qui renferme les cendres du soldat mort pour la cause de l'ordre; nul ne peut refuser une larme à cette noble mémoire, et tous se rappellent avec émotion ce martyr qui surmonta tant de crises, écarta tant de dangers, et rêva tant de triomphes pour la liberté.

Dans la période comprise depuis la révolution de septembre jusqu'à la mort de Prim, divers hommes importants se firent connaître; plusieurs révélèrent les excellentes qualités que, peu de temps après, ils devaient utiliser au pouvoir, terrible pierre de touche de l'expérience, près de laquelle tant de réputations se sont brisées ou amoindries.

L'époque orageuse qui suivit la mort de Prim et qui fait partie du règne si pénible d'Amédée ne pouvait être que fatale aux hommes de la révolu-

tion, et il est impossible de trouver une autre époque et un autre pays dans lesquels tant d'hommes de mérite se soient, pour ainsi dire, gaspillés en pure perte; car bien restreint fut le nombre de ceux dont la popularité ne se démentit pas et qui ait survécu à de si nombreuses catastrophes.

L'arrivée du roi à Madrid coïncida avec la mort de l'illustre champion de la liberté. L'amiral Topete donna à cette occasion une grande preuve de patriotisme : quoique ayant voté pour le duc de Montpensier, il se mit aux ordres du roi accepté par les Cortès, et il occupa la présidence du conseil des ministres qui était vacante. Le maréchal Serrano résigna, avec le même désintéressement, les pouvoirs de chef d'État, et nous devons lui rendre cette justice qu'il administra avec la froide impartialité d'un monarque essentiellement constitutionnel.

L'homme qui avait mis un frein aux impatiences et aux ambitions des partis, et de ceux qui s'en croyaient les chefs, étant mort, il était difficile de continuer l'œuvre de conciliation que poursuivaient et défendaient avec fermeté Serrano, Topete et Sagasta. Les démocrates monarchistes Rivero, Martos, Moret et autres hommes distingués par leurs talents et par les services qu'ils avaient rendus, se crurent désormais, en 1871, assez forts pour rompre la concorde, qui était la base nécessaire du trône,

et jugèrent, sous l'impulsion de l'esprit de parti, que le moment était venu de se séparer et de former deux grands partis, alors que les nouvelles institutions n'avaient pas encore d'assises solides et étaient ébranlées par les assauts de la réaction et de la démagogie. Ils éveillèrent l'ambition de Ruiz Zorrilla, esprit plus passionné et enthousiaste que prudent et convaincu; ils mirent à contribution sa grande popularité parmi les masses et l'influence qu'il avait conservée sur une partie des anciens progressistes. On le nomma chef de ce parti *radical* qui réussit à rompre la conciliation patriotique des partis monarchistes de la Révolution.

Sagasta s'opposa de toutes forces à ce plan insensé, et la majorité de l'ancien parti progressiste s'unit plus étroitement encore à Serrano, à Topete et aux unionistes, posant les bases du grand parti constitutionnel qui eut une part si importante au rétablissement de l'ordre.

Cette scission fut l'arrêt de mort des anciens partis, surtout du progressiste, parti traditionnel de la liberté en Espagne, qui avait constamment défendu les principes de la révolution, qui incarnait en lui la démocratie sous la forme monarchique avec de prudentes restrictions. Sur les ruines de ce parti s'agitèrent les ombres seules de deux autres alors mal définis : celles du parti radical et du parti constitutionnel.

La popularité de Zorilla décida le roi Amédée à lui confier, en 1871, la formation d'un ministère qui ne dura que quelques mois, et qui tomba sous un vote de la Chambre, vers la fin de cette même année ; Sagasta fut nommé président des Cortès contre Rivero, candidat du ministère et des radicaux.

Ce vote eut les plus tristes résultats pour la monarchie et l'ordre en Espagne. De cet instant naquirent les haines et les rancunes qui firent de Sagasta et de Zorilla des ennemis irréconciliables, qui creusèrent ainsi un abîme entre les deux partis presque réunis auparavant. Les radicaux se mirent à la recherche d'un appui solide et s'allièrent avec les républicains, les carlistes et tous les ennemis de la nouvelle dynastie. Des deux côtés, au reste, il y eut des torts, nous ne devons pas le dissimuler.

Les constitutionnels avaient trop hâté le moment de la lutte contre le ministère qui ne possédait plus qu'une faible popularité et dont ils devaient attendre la chute prévue avec calme et modération ; les radicaux, furieux d'avoir été déçus, se répandaient en menaces, et, dans les réunions publiques, dans les manifestations politiques de tous genres, ils réclamaient la déchéance de la famille royale. Dans cette situation critique, le roi chargea Sagasta de former un autre cabinet, et on publia la convocation de nouvelles Cortès, qui se réunirent en

avril 1872. Durant les mois qui précédèrent les élections, les événements qui eurent lieu furent de telle importance que les conséquences s'en font encore sentir, et qu'il est difficile de prévoir quand les haines des partis s'apaiseront pour faire place à la concorde si nécessaire pour que les institutions s'enracinent.

La guerre civile dévastait l'île de Cuba; sur plusieurs points de la péninsule fumaient des ruines, et l'on voyait à chaque pas les horribles exploits de l'insurrection carliste ou républicaine, noyée dans le sang par les gouvernements antérieurs. On savait partout que les carlistes attendaient le moment des élections pour recommencer de nouveau la lutte, comme ils le firent en effet ; et malgré tant et de si graves périls, les partis aveuglés se coalisèrent contre le cabinet, et l'opposition dynastique fit un pacte de destruction avec les républicains qui avaient déjà tenté de renverser violemment la monarchie, avec les carlistes qui avaient pris et allaient reprendre les armes contre la liberté et contre le roi constitutionnel, et avec les modérés qui essayaient de rétablir sur le trône la dynastie vaincue à Alcolea. Il est évident que cette coalition en vue des élections se faisait au détriment du trône et des institutions, pour le plus grand scandale du pays, à l'étonnement de l'Europe. Il est clair aussi que le gouvernement dut recourir à tous les moyens et ne

s'arrêter à aucun obstacle pour obtenir le triomphe des constitutionnels. Les élections eurent lieu le 2 avril 1872, et le gouvernement eut une grande majorité. Ce fut une nouvelle faute commune, la violence du pouvoir et de l'opposition !

Avant la fin des élections, l'insurrection carliste se montra toute-puissante en Navarre et dans les provinces basques. Le gouvernement envoya le duc de la Torre qui, dans une courte campagne, lui donna une dure leçon à Oroquieta et conclut un accommodement avantageux dans la convention d'Amorevieta. Il revint victorieux à Madrid occuper la présidence du conseil des ministres (22 mai), que Sagasta venait de perdre, malgré la majorité accordée à son ministère par les Cortès, dans une question qui devait encore créer des embarras à son parti.

Le nouveau cabinet dura trois semaines; devant les menaces des radicaux, les nouvelles inquiétantes des provinces, le déréglement de la presse au service de toutes les passions, la coalition des républicains, des carlistes et des radicaux, le maréchal Serrano crut devoir demander au roi la suspension des garanties constitutionnelles, ainsi que l'y autorisait la loi fondamentale; la majorité était résolue à l'appuyer, ainsi qu'elle le déclara dans une réunion convoquée à cet effet au sénat ; le roi, guidé par ses sentiments libéraux, jugeant le péril moins grave

que ne le voyait son gouvernement, trompé par sa bonne foi sur la question des partis, refusa son consentement à la suspension des garanties. Le ministère présenta alors sa démission; les radicaux, en minorité à la chambre, furent appelés au pouvoir, et les Cortès furent dissoutes le 30 juin, avant même que le Congrès eût voté la réponse à l'adresse. Le parti constitutionnel expliqua sa conduite au pays dans un manifeste célèbre, un des plus énergiques documents qu'ait jamais rédigés Ayala. Dès ce jour on put prévoir que la dynastie de Savoie ne tarderait pas à tomber.

Le nouveau ministère, présidé par Ruiz Zorilla, convoqua de nouveau les comices pour le 24 août de la même année; par haine contre les constitutionnels, Zorilla fit alliance avec les républicains, qui lui promirent leur appui. Le parti vaincu n'eut que sept députés aux Cortès; était-il possible de gouverner de cette manière, et des parlements formés avec tant de passion pouvaient-ils jouer un rôle pacifique? Les chefs conservateurs, les hommes les plus éminents de l'Espagne, Sagasta, Rios Rosas, Serrano, Canovas, Alonso Martinez, n'avaient pu obtenir un siége à la Chambre; seuls, Romero Ortiz et Ulloa, appuyés par un petit groupe, purent se faire l'écho des aspirations conservatrices du pays libéral et riposter aux attaques que la gauche et la droite dirigeaient contre leurs idées, souvent avec

mauvaise foi. Et encore ces quelques représentants durent-ils quitter la Chambre, contraints par une question d'honneur touchant leur parti : l'accusation absurde portée contre le ministère Sagasta d'avoir détourné deux millions de réaux pour des dépenses secrètes qui n'avaient pas été ordonnancées légalement. La Chambre, qui avait pris en considération la proposition de mise en accusation, refusait cependant d'entendre les députés constitutionnels qui demandaient une enquête afin de connaître la vérité. On offrait par là des armes à la malveillance et à la haine qu'on montrait contre Sagasta et ses collègues, coupables seulement, au dire de leurs plus grands ennemis, d'avoir négligé certaines formalités administratives.

Le parti constitutionnel répondit à l'agression par un acte solennel : les ex-sénateurs et les ex-députés de la Chambre dissoute approuvèrent et adoptèrent à l'unanimité une proposition sous forme de lettre aux ministres accusés, par laquelle le parti en masse voulait être solidaire de leur conduite et rendait hommage à leur désintéressement et au patriotisme avec lequel ils avaient géré le pouvoir. Ce fut un spectacle vraiment imposant quand la commission, dont Serrano, Topete, Rios Rosas, etc., étaient membres, présenta à M. Sagasta le message de son parti. Les discours que prononcèrent en cette circonstance Serrano et Sagasta

furent les véritables prophéties des malheurs qui allaient fondre sur le pays. La politique du parti radical ralluma la guerre carliste terminée à Amorevieta, exalta les passions des démagogues, excita les républicains, qui prévoyaient leur prochain triomphe, occasionna l'indiscipline des armées par la dissolution du corps d'artillerie, et laissa le trône sans soutien à la veille d'une crise imminente, et maintint loin de la couronne les constitutionnels accusés de malversation, soupçonnés même d'avoir pris part à la tentative de régicide du 18 juillet.

Ainsi se préparait la ruine du trône et des institutions ; les républicains touchaient au pouvoir, et Amédée se trouva dans l'alternative ou de refuser le sanctionnement du décret de dissolution du corps d'artillerie, ou d'abdiquer. Il se résolut à ce dernier parti, et l'annonça aux Cortès dans un message plein de nobles sentiments. Trois jours plus tard, le 14 février 1873, il s'éloignait de Madrid, en compagnie de sa femme et de ses enfants.

Malgré la défense expresse de la constitution, le Sénat et le Congrès se réunirent en une seule Chambre, qui prit le nom d'Assemblée nationale; on décréta la république comme forme de gouvernement, en dépit de la faible protestation de quelques députés, et l'on eut le triste spectacle de voir, le soir même, comme ministres de la nouvelle république, les conseillers responsables du roi Amédée.

Mais les masses ont une logique inexorable, et la logique des masses républicaines empêchait les monarchistes de la veille d'organiser les pouvoirs de la république et les poussait au déploiement de leur fameux programme.

Les socialistes, de leur côté, ne s'attachaient qu'à ceux qui partageaient leurs illusions, et demandaient la fédération et le socialisme. L'impulsion venait d'en bas, et l'avalanche qui balaya les partis conservateurs et qui avait entraîné si rapidement dans sa course la monarchie, devait surmonter toutes les résistances. Les rouges exigeaient dans leurs réunions que la république appartînt aux seuls républicains. Le parti radical, qui avait abandonné le trône sans défense, était déjà regardé comme réactionnaire. Le 23 avril, ce parti qui comptait sur la commission permanente de l'Assemblée et sur les conservateurs, tenta un coup d'État pour donner la dictature au duc de la Torre et sauver la république des atteintes des républicains. Le complot échoua par la maladresse des uns et la trahison des autres; le peuple s'ameuta, envahit le palais de l'Assemblée, et dispersa les membres de la commission, entre autres Becerra, Echegaray, Figuerola et Sardoal, qui sauvèrent leur vie miraculeusement.

Les hommes les plus importants des partis monarchiques s'enfuirent en France; c'est à la frontière qu'on commença à combiner les plans de recons-

truction tandis que la guerre carliste se rallumait dans la péninsule ibérique. De cette époque, de mémoire néfaste, où, en peu de mois, on passa d'un gouvernement organisé à l'anarchie la plus violente, conséquence de la dissolution de l'armée, des insurrections de Carthagène, de Séville, de Malaga, ainsi que des massacres d'Alcoy, il reste peu de noms sans tache ; seuls, Salmeron et Castelar surent conserver une popularité relative parmi les classes aisées, le premier par le respect constant dont il entoura le pouvoir judiciaire, en maintenant son ancienne organisation; le second, par son noble et courageux retour sur ses convictions premières, unique moyen d'arriver à reconstituer sur de nouvelles bases l'édifice social, et de rassembler des forces en état de combattre l'absolutisme armé et la démagogie irritée de voir que ses chefs d'hier étaient devenus ses ennemis le lendemain de leur arrivée au pouvoir.

Tous ces républicains de la veille, en effet, dès qu'ils se virent aux prises avec les difficultés pratiques et les besoins sans cesse renaissants de l'administration, furent forcés de rejeter dans l'oubli leurs idées favorites et leur programme d'organisation politique et sociale sur des bases fédératives : ou plutôt le temps avait passé trop rapidement sur les institutions monarchiques, et les républicains furent portés au pouvoir avant de s'être rendu

compte que l'heure du triomphe avait sonné. Mis en demeure de mettre à exécution leurs promesses ou de gouverner suivant les anciens errements, les uns préférèrent, comme le malheureux Figueras ou le savant Pi y Margall, être conséquents avec leurs doctrines et tenter de rendre pratiques leurs chimères, ce qui amena des excès commis par des sectaires fanatiques; les autres, comme Salmeron et surtout Castelar, bravèrent l'opinion de leurs coreligionnaires de la veille et firent, sans hésiter, les concessions nécessaires aux conservateurs, ce qui leur valut les reproches et les insultes des démagogues, mais ce qui fera leur gloire impérissable dans l'histoire. Elle tiendra sans doute compte de l'abnégation et du dévouement absolu de cet homme d'État qui sacrifia ses rêves, ses convictions arrêtées, le triomphe de la république à la nécessité de rétablir les principes d'autorité, de maintenir l'ordre, de combattre l'anarchie à tous prix et par tous les moyens, de rassembler toutes ses forces pour réorganiser l'armée indisciplinée, combattre les carlistes et lutter même contre ses amis de la veille, qui venaient de s'emparer de la place forte de Carthagène et d'y arborer le drapeau rouge, tandis que, d'un autre côté, de nouveaux sectaires prenaient les plus beaux navires de la marine espagnole, appelaient à leur aide les révolutionnaires de tous les pays, et laissaient, tous enfin,

dans l'histoire nationale une page qui serait un titre de gloire si cette longue résistance des démagogues, abrités sous les forts de Carthagène, eût été déployée contre les ennemis de la patrie au lieu de servir contre des frères, défenseurs de l'ordre et de l'honneur du pays.

La dictature de Castelar, pendant les vacances parlementaires, devait finir le 2 janvier 1874, jour de la réouverture des Cortès; toutes les opinions pacifiques s'étaient rangées autour de lui. Les partis monarchiques mêmes, dont les chefs s'étaient réunis à Biarritz, avaient offert leur concours au gouvernement qui venait d'organiser le corps d'artillerie, dissous par le dernier ministère d'Amédée, et qui recommençait l'œuvre de reconstruction. Malheureusement, les députés fédéraux n'étaient pas à l'unisson de l'opinion publique; les ambitions et l'aveuglement fermaient les yeux des législateurs; aussi, tout le mois de décembre 1873 se passa-t-il en intrigues ayant pour but d'obliger Castelar de quitter le pouvoir, afin de faire cesser la politique d'attraction des anciens partis monarchiques. Sur ces entrefaites les conservateurs de tous les partis se concertaient, agissaient sur les députés qui allaient décider du sort de l'Espagne, et se préparaient, eux-mêmes, à agir de force si les bons conseils ne ramenaient pas une grande majorité à l'appui de la politique de Castelar. Il suffit

de lire la presse conservatrice de novembre et décembre 1873, pour être convaincu qu'on respirait dans l'air la réaction contre les tendances radicales et fédératives de la Chambre.

Le 2 janvier on ouvrit la session : la séance dura toute la journée et se prolongea durant la nuit. Madrid, tout Madrid, prenait part à l'anxiété des hommes politiques qui attendaient le résultat de la discussion. Le soir, tout le monde était déjà sûr de la déroute parlementaire de Castelar et de la prochaine nomination d'un ministère de centre, lié à l'extrême gauche. Castelar fut sublime, ce soir-là, d'éloquence et d'énergie ; il rompit courageusement avec ses anciennes idées, brava l'impopularité des républicains ardents, mit en pièces, avec une verve pleine de feu, le projet de constitution fédérative, exprima le désir de rallier les conservateurs à sa politique, oublia tous les écarts de sa jeunesse : le véritable homme d'État apparut qui dominait le poëte, l'ancien sectaire ; il fut prophète ; il prédit l'avenir ; tout fut inutile, la majorité l'avait abandonné, se rapprochait de la gauche et les suffrages donnés par l'aveuglement firent échouer la seule solution légale, compatible avec l'opinion du pays. Lorsque le général Pavia apprit, le 3 janvier au matin, la déroute de Castelar, il se fit l'intermédiaire du désir de tous les hommes d'ordre et s'armant de son titre de capi-

taine-général de la Nouvelle-Castille, il fit sortir la garnison de Madrid silencieusement, entourer le palais de l'Assemblée et en chassa les députés au nom de la cause de l'ordre qui était aussi la cause nationale. Ce coup d'État ferma la période de la constitution fédérale et ouvrit une nouvelle ère à la république espagnole.

La situation qu'amena la dissolution de la Chambre était le commencement de la réaction : il était facile d'en prévoir le dénoûment ; il n'y avait pas moyen d'établir immédiatement d'autre gouvernement que celui de la dictature, et les républicains, même Castelar, refusant de prendre part au gouvernement nouveau, le général Pavia limita son rôle à constituer un ministère national, réunissant, sous la présidence du maréchal Serrano, les hommes éminents de tous les partis monarchiques, leur imposant, pour unique condition, de respecter la forme établie et réduisant le coup d'État à la réorganisation d'un gouvernement républicain, appuyé par tous les conservateurs.

Malheureusement les alphonsistes ne voulurent pas s'associer à cette œuvre nationale ; les républicains (hors Garcia Ruiz), protestèrent contre la formation de ce gouvernement, et la conciliation fut réduite aux deux partis les plus irréconciliables à ce moment : c'est-à-dire le parti constitutionnel de Sagasta, et le parti radical de M. Martos, dont on

n'avait pas oublié la mauvaise influence sur l'indiscipline survenue dans les rangs de l'armée. Malgré cet antagonisme, on réussit à grouper des forces puissantes; Carthagène fut reprise, l'administration commença à s'organiser, le ministère de conciliation traîna jusqu'au mois de mai, après la libération de Bilbao, assiégé par les carlistes qui avaient vu grossir leurs rangs dans ces temps d'anarchie et de détresse nationale. Le duc de La Torre, lequel, aidé du maréchal Concha, avait mené à bout cette difficile entreprise, eut la conviction qu'il était impossible de continuer l'œuvre de reconstruction, sans l'homogénéité dans le ministère. Le général Zavala, ministre de la guerre, fut chargé de la présidence ; Sagasta, qui était aux affaires étrangères, passa au ministère de l'intérieur, laissant sa place à Ulloa; le portefeuille des finances fut rendu à M. Camacho ; d'autres hommes, du même parti constitutionnel, occupèrent les autres départements. C'est de ce ministère et du suivant, constitués en septembre, sous la présidence de Sagasta, que date toute l'importance du mouvement de réorganisation des forces du pays : forces militaires, ordre public, finances, entretien de l'armée, vigoureuses attaques des ennemis en armes, et mesures énergiques contre tous ceux qui favorisaient la cause carliste. Sans le soulèvement du général Martinez Campos et la proclamation soudaine du

roi Alphonse, le dernier ministère du duc de La Torre, présidé par M. Sagasta, aurait réussi à terminer son œuvre comme il l'avait commencé, et la réunion des Cortès aurait couronné la fin de la guerre carliste.

Le roi Alphonse XII serait venu avec les lauriers de la victoire sans avoir la responsabilité d'une dictature poussée peut-être trop loin.

Lorsque les généraux Martinez Campos et Jovellar firent la proclamation du roi Alphonse, les opérations sur une grande échelle allaient commencer; au nord le maréchal Serrano commandait le mouvement, on était devant une armée carliste nombreuse, et le chef de l'État et son ministère furent d'accord de ne pas négliger un mouvement qui était opportun, accueilli avec sympathie par l'armée qu'il fallait à tout prix maintenir unie. Ce ne fut donc pas manque d'éléments, mais la conscience absolue du patriotisme qui empêcha le ministère Sagasta d'étouffer dans le sang, le mouvement d'insurrection et mettre ainsi l'armée de la liberté divisée en face de l'armée carliste et de la démagogie, attendant l'occasion de se montrer. Le roi fut proclamé le 29 décembre 1874, un ministère se forma le 30, sous la présidence de M. Canovas, et aussitôt après, le 10 janvier, Alphonse XII entrait en Espagne.

L'étude de la situation du pays depuis lors, de

l'état de ses partis et des espérances qu'on peut concevoir pour l'avenir seront exposés dans un autre chapitre.

II

LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE

Pour bien comprendre l'état actuel de l'Espagne, il faut se rappeler quelle fut l'attitude des partis et leur œuvre en 1874, ainsi que le rôle de ceux qui composaient les différents cabinets depuis le coup d'État du 3 janvier, c'est-à-dire, celui qu'ils jouèrent dans l'œuvre de reconstruction, particulièrement le parti constitutionnel, le seul qui soit resté debout, organisé et actif après la restauration, en face du parti alphonsiste de la veille et des fractions républicaines de toutes les nuances.

Les ennemis de l'Espagne se montraient en décembre 1873 plus excités que jamais, les carlistes dominaient au nord et en Catalogne, ils s'étendaient autour de Valence, ils envahissaien la Manche, s'agitaient dans toute la Castille, ils levaient les drapeaux en Aragon, au berceau même des libertés traditionnelles de l'Espagne, et osaient rêver la victoire, enfin, tout conspirait à laisser croire

qu'ils parviendraient à diviser le territoire et changeraient les frontières; remarquant quelle était la faiblesse du gouvernement et la dispersion des forces libérales, les absolutistes se concentraient. et dans les derniers mois de la domination fédérale en étaient arrivés à une organisation puissante et vigoureuse, à une discipline admirable, forces si grandes qu'elles produisirent un effroi général dans toute l'Espagne libérale, quand le ministère du 3 janvier voulut les briser sans avoir eu encore le temps de couronner l'œuvre difficile de la reconstitution nationale.

D'autre part, la démagogie se soutenait avec des efforts qui eussent été héroïques, appliqués à la défense de l'honneur et de la liberté de la patrie, se fortifiait et luttait avec le désespoir et le courage que donne ordinairement le soin de l'indépendance nationale; elle possédait dans Carthagène une forte place; l'escadre espagnole avait perdu un grand nombre de ses vaisseaux, alors au pouvoir des intransigeants; en maintes parties de l'Espagne les armes étaient aux mains des masses soulevées et les forces cantonalistes étaient pour la plupart au service des carlistes à des conditions stipulées et subordonnées à leur triomphe. Les dernières ressources de ce qui restait du trésor se dispersaient sans fruit, alors que la bonne volonté de Castelar et ses efforts pour le rétablissement de l'ordre, dignes de l'admi-

ration et du respect de tous, se consumaient contre la difficulté des moyens qui lui furent donnés à l'heure du repentir.

Une autre guerre civile faisait couler à torrents le sang de l'Espagne, et la République américaine cherchait à infliger à l'Espagne une nouvelle humiliation, les yeux fixés avec convoitise sur une partie de ce territoire qu'il fallait défendre avec autant de courage et d'abnégation que l'avaient fait jadis Gerona et Saragosse. Enfin, les Philippines elles-mêmes étaient menacées et préparaient de nouvelles complications. Les périls augmentaient, tout disparaissait rapidement : le crédit, l'armée, l'administration.

Au milieu de tant de malheurs, l'honneur espagnol semblait en danger et les débris de tant de ruines étaient la seule patrie abritée par le drapeau de la république.

N'oublions pas non plus l'état des forces morales du pays. Pas une des forces entre les éléments moraux de cohésion de l'Espagne n'était demeurée debout. La croyance religieuse avait déserté les cœurs ou s'était changée en stupide fanatisme. Ce saint enthousiasme qui soutenait les Espagnols dans tant de glorieux exploits avait succombé sous les coups du fanatisme ou de l'athéisme des tribuns de ce malheureux peuple trompé; oubliant les sentiments qui sont le nerf de leur histoire, ayant brisé

les liens de la religion nationale, les masses soulevées cherchaient à assouvir leurs passions dans la réalisation de doctrines utopiques, et contribuaient, croyants encore mais fanatisés, à accélérer le triomphe du carlisme. L'amour sincère de la liberté et de l'indépendance était profondément ébranlé; ceux qui avaient prêché l'anarchie et avaient travaillé à détruire la famille, à nier les saintes affections, la propriété et la patrie, avaient dispersé toute l'énergie vitale qui avait fait de l'Espagne, durant le cours du XVI[e] siècle, la première parmi les nations et lui avait mérité une place exceptionnelle dans l'histoire des peuples, et des titres éternels à l'admiration de la postérité.

Les crimes, sans précédents dans son histoire, qui jetèrent l'opprobre sur cette triste période de ses malheurs, avaient effrayé les classes supérieures, et toutes les familles aisées émigraient en France ou en Italie. L'autorité n'avait plus de prestige: au sein même de l'Assemblée se tenaient les chefs de l'insurrection. La terreur s'était emparée de tous les cœurs et beaucoup, désespérant de l'avenir, ne voyaient plus de salut que dans l'excès du mal, dans l'intervention étrangère ou dans le triomphe de l'absolutisme.

Tous les liens moraux brisés ou violentés, la société espagnole marchait à grands pas à la division, au démembrement, à la dislocation, autant de mal-

heurs qui accablent les peuples oublieux de l'esprit qui anime leurs traditions et forme le nœud de leur histoire.

Ces forces morales qui s'étaient envolées, on pouvait encore les reconquérir en réagissant contre la ruine avec la force d'un bras dictatorial; on pouvait tout reprendre par un effort suprême qui eût tout transformé lentement mais avec énergie et constance pour rendre la vie à cette nation mourante ; on pouvait enfin rétablir une autorité, mais une autorité concentrée et énergique.

En pareille situation, les hésitations dans la conduite des hommes politiques n'étaient pas possibles : l'histoire jugera ceux qui, au milieu de cette crise désespérée, se renfermèrent dans leur indifférence, et ne trouvèrent pas dans leur âme une résolution ou un moyen décisif. M. Canovas et les autres alphonsistes libéraux, appelés par le général Pavia avec les représentants des partis révolutionnaires pour constituer le gouvernement du 3 janvier 1874, se refusèrent à la gestion des affaires par la seule raison qu'on conservait la forme républicaine.

Il fallait s'inspirer de l'opinion nationale, rassembler tous les éléments d'ordre et assurer la tranquillité en se conciliant les volontés par la persuasion et l'expérience d'une gestion bienfaisante; il n'était pas du devoir des politiciens de se croiser les bras et de contempler l'agonie de la république parce que

la liberté et l'intégralité du territoire étaient alors fatalement liées à son existence.

Quand la généreuse initiative et le patriotique effort du général Pavia donnèrent satisfaction à la voix publique, sauvant la société des périls qu'elle courait, il mit dans la main des partis libéraux le bonheur de la patrie : alors commença la tâche pénible du parti constitutionnel, aujourd'hui couronnée par le succès.

On trouva bien peu d'éléments pour la reconstitution matérielle et morale de la patrie. Une armée indisciplinée qui se composait d'à peine 40,000 hommes, mal armés, mal vêtus, manquant de vivres et de munitions, maudissant la voix des chefs, était le seul obstacle que l'on pût opposer à la démagogie turbulente, et au carlisme dont l'organisation et la discipline s'étaient complétées lentement.

Peut-être trouvait-on un appui dans le pouvoir judiciaire qui, grâce à l'énergie de M. Salmeron, conservait encore quelque prestige, malgré son délabrement presque égal à celui des autres corps de la nation, délabrement qui paralysait sa vigueur au point d'arrêter les châtiments qu'il eût fallu infliger aux auteurs des crimes horribles d'Alcoy, de Montilla, de Malaga et d'autres cités ; ne parvenant pas par une action rapide à rétablir la confiance, à fortifier l'espérance de tous les bons citoyens.

Qui peut douter qu'avec de pareils moyens, le

gouvernement n'ait eu à subir des contre-temps et des revers ? Tout ceci prouve encore combien était grande la force acquise par les ennemis de l'ordre et de la liberté, et montre bien de quels maux on eût été assailli sans l'action vigoureusement énergique du gouvernement du duc de la Torre. Il serait peu sensé de croire que dès les premiers instants on arriva à effacer les traces de tant de désastres et que la fortune ait toujours été l'auxiliaire du patriotisme. Comment était-il possible de réédifier en quelques mois un édifice que l'on mit plus d'un an à renverser ?

Cependant ce gouvernement donna au premier ministre du roi Alphonse XII de tels éléments d'ordre et de puissance, de telles forces pour combattre, de tels moyens de tous genres, matériels et moraux, qu'il eût été presque impossible à d'autres gouvernements d'obtenir un semblable résultat en aussi peu de temps.

Le cantonalisme avait été vaincu à Carthagène, son dernier rempart ; l'insurrection fédérale avait été abattue, en Catalogne, en Castille, en Aragon, en Andalousie, partout où elle s'était montrée ; on reprenait les navires perdus par la marine nationale. Le crédit de nos finances se soutenait, et de nouveaux ou d'anciens impôts se recouvraient avec une énergie et un succès dignes d'éloges. Le nom de l'Espagne se relevait à l'étranger ; le gouvernement

avait été reconnu sans condition par tous les États, et de plus, le saint-siége se disposait à le reconnaître en termes plus favorables que ceux employés plus tard pour traiter avec le ministère Canovas. Les complications internationales disparaissaient. Les carlistes acculés pressentaient l'approche de leur déroute définitive, parce que les revers éprouvés, loin d'ébranler le gouvernement, contribuaient à accumuler de nouvelles forces et à pousser à des déterminations énergiques.

L'esprit public, jadis abattu, se relevait partout. Les tribunaux pouvaient, libres de toute entrave, rendre leurs arrêts lorsque le pouvoir dictatorial eut exilé les criminels auteurs de tant d'horribles assassinats et de tant d'incendies encore fumants, qui se flattaient de rester impunis, comme aussi les citoyens compromis dans des intrigues dangereuses, ou qui entravaient les progrès du cabinet par leurs menaces et leurs intrigues.

Les mesures, exagérées peut-être, du gouvernement du duc de la Torre firent envoyer aux Philippines plus de deux mille personnes, pour des motifs d'ordre public. Il faut cependant tenir compte de l'état du pays et de la nécessité où se trouvait le gouvernement de tout refaire. Cette rigueur, inexcusable dans des temps normaux, était devenue, dit-on, une raison d'État.

La confiance renaissait de toutes parts, et déjà se

dissipait l'attitude indifférente ou plutôt craintive des bons citoyens, le gouvernement se voyait enfin secondé dans la défense du territoire et dans sa lutte contre l'absolutisme. Ainsi les carlistes abandonnaient leurs positions dans des villages à eux, on trouvait une résistance héroïque dans la valeur des citoyens, et dans les efforts combinés de l'armée et des milices.

Grâce au réveil général, et surtout à la discipline que l'activité du gouvernement, continuant en cela les efforts du ministère Castelar, avaient introduit dans l'armée, on peut enregistrer dans l'histoire de l'Espagne, les noms de Teruel, d'Alcaniz, d'Amporta, de Les et de Puycerda, de Biblas, Orduna, de Valmaseda, de Pampelune et d'Irun ; Vinaroz, Beteta et Cantavieja. Grâce à l'effort d'une armée réunie avec une activité et une célérité admirables, Ciudad-Real et Tolède, les Asturies et la Galice demeurèrent libres de factions, les opérations du centre marchaient avec rapidité, et si l'on subit quelques revers, la revanche ne se fit pas attendre.

Rappelons les succès obtenus dans la dernière levée de 1874, succès incontesté, par lequel le chiffre des soldats fut porté à 240,000, parfaitement disciplinés, armés, habillés, approvistonnés de vivres et de munitions, avec des ressources de tous genres, au moment où la marine florissait et comp-

tait entre ses nouveaux bâtiments les navires cuirassés de *l'Ebre* et du *Cantabre*.

Ajoutons que le gouvernement, après avoir mis sur pied une armée si nombreuse, laissa dans les parcs 40,000 fusils inemployés, acquit 40 canons Plasencia, établit et fit fonctionner des ateliers pour les construire, acheta 5,000 chevaux en peu de temps, envoya dans le Nord en quelques jours 1,400,000 rations quand on ne lui en demandait que 1,000,000; réunit pour l'expédition de Pampelune 54 bataillons, quand il n'en fallait que 40, laissa en disponibilité 162 pièces d'artillerie dans les parcs, 100 millions de cartouches dans les magasins, diverses fabriques fonctionnant, et 7 millions de réaux dans les caisses publiques.

Ce fut dans cette situation que le ministère Canovas trouva le pays.

La Restauration triomphante après le *pronunciamento* de Martinez Campos et de Jovellar, trouvait donc l'Espagne dans une situation bien différente à celle où elle était après le coup d'État du 3 janvier 1874. L'administration était réorganisée, les carlistes étaient poursuivis partout; les impôts recouvrés, l'armée reconstituée, disciplinée, disposée à se battre ou se battant partout, nombreuse et enthousiaste, et ceci grâce au patriotisme de ceux qui n'avaient pas voulu combattre le mouvement mili-

taire qui rétablit sur le trône d'Espagne la famille de Bourbon.

Sans les changements soudains introduits dans les commandements de l'armée, dans l'administration publique, centrale, provinciale et municipale, le ministère Canovas aurait mené à bout l'œuvre du cabinet Sagasta, la guerre eût été terminée dès le printemps de 1875 ; les Cortès se seraient réunies et la nouvelle royauté aurait été accueillie par tous les partis, qui n'auraient pas ménagé leur part de gloire à Canovas ni à ses collègues. Malheureusement, en janvier 1875, on se mit à bouleverser tout : commandements militaires, administration, conseils provinciaux et municipaux, selon les tristes habitudes de l'Espagne, et cela à la hâte, sans avoir le temps de prendre les précautions nécessaires : on acceptait quiconque se disait alphonsiste de la veille et on laissait de côté les conservateurs éclairés, éprouvés dans les phases difficiles au moment de la grande détresse nationale, et dont le seul crime était d'avoir aidé, en 1874, les hommes de la Révolution dans leur tâche patriotique et désintéressée.

Il y avait aussi une autre cause de bouleversement. L'ancien parti modéré, vaincu en 1868, qui était demeuré dévoué à la dynastie tombée, demanda avec raison une part dans le gouvernement de la Restauration ; il fallut la lui donner, et cette con-

cession entraîna fatalement le nouveau ministère dans les voies de la réaction, que Canovas voulait éviter; mais comment y serait-il parvenu, lorsque les modérés remplissaient les ministères, les préfectures, les places de toutes sortes, et qu'ils possédaient une force incontestable dans les municipalités et les conseils de province. Tout cela formait le grand obstacle à une restauration sage, prudente et libérale.

C'est pour ces divers motifs que le ministère fut amené à faire, par de simples décrets, de graves réformes dans la constitution politique et dans l'organisation des pouvoirs publics, restreignant la liberté de la presse, supprimant les journaux républicains, fermant les cercles politiques des partis opposés, mettant toutes les entraves possibles à la liberté religieuse, supprimant, ou à peu près, le mariage civil et introduisant ainsi une profonde altération dans les mœurs de la famille, portant une grave atteinte au pouvoir judiciaire, seule force restée debout dans les temps d'orage, grâce à Salmeron, commençant, en un mot, la réaction.

Ainsi, une politique de concessions fut la politique de Canovas, esprit doctrinaire par tempérament et par nature, qui faisait de la Restauration un drapeau doctrinaire, mais qui n'aboutit pas à le faire accepter sans condition des libéraux de toute espèce, et qui ne réussit pas à former une grande

fraction politique pouvant jouer un rôle intermédiaire entre la révolution et la réaction.

A la politique de Canovas, quoique ne fusionnant pas ensemble, se rangèrent, dès le principe, presque tous les modérés, hormis ceux qui défendaient encore l'unité catholique (après la guerre ils se fondirent avec les carlistes pour former l'extrême droite), une grande partie des anciens unionistes et des constitutionnels détachés de leur parti après la Restauration. De cette majorité peut et doit naître un parti conservateur avec une certaine teinte libérale, mais, à vrai dire, les efforts tentés pour le constituer solidement ont échoué jusqu'à présent, faute de doctrines homogènes et d'un programme commun en dehors du principe dynastique.

III

LA LITTÉRATURE ET LA SCIENCE

L'histoire de la littérature en Espagne est suffisamment connue; nous n'avons pas besoin d'y revenir. Ticknor, Amador de los Rios et bien d'autres en ont rassemblé avec talent les données éparses et recueilli de précieux renseignements. Nous nous proposons seulement de montrer l'état présent de cette littérature, comment elle se rattache aux traditions glorieuses du passé et quels hommes elle a produits.

La poésie et la prose sont riches de belles œuvres, soit en poésie lyrique et dramatique, soit en histoire, en politique, en sciences, beaux-arts, critique, romans. On ne s'attendait pas à rencontrer cette abondante moisson chez une nation si éprouvée par les secousses révolutionnaires et qu'on aurait crue épuisée, amoindrie par le fanatisme religieux ou par les pratiques de l'absolutisme. C'est un spectacle merveilleux que celui de ce pays, faisant éclore

tant de fleurs et montrant une telle vitalité au milieu du fracas d'une guerre civile incessante, qui avait paralysé les mouvements de l'industrie et tari les sources de la production nationale.

Il est triste de voir méconnaître cette littérature espagnole contemporaine, si riche par la forme et par le fonds, si féconde et si originale, et presque ignorée dans un coin de l'Europe. C'est à peine si on lui accorde la faculté de produire, et presque toujours on lui dénie celle d'égaler les œuvres qui ont fait sa gloire. Que l'étranger impartial s'y arrête un instant, et, comme nous, il rapportera de son examen des impressions toutes différentes.

Le roman, délaissé il y a quelque temps, fleurit de nouveau. Il y a eu dans ce genre, comme en d'autres pays, excès de production : une foule d'auteurs l'ont adopté comme une sorte de gagne-pain, et ce qu'ils ont livré au public est trop hâtif pour pouvoir être bon. Nous n'en parlerions pas, si, à côté de cette fécondité intarissable de la médiocrité, l'on n'avait à signaler des écrivains qui ont su mériter l'estime et le respect de leurs lecteurs. Naturellement, les meilleurs ne sont pas les plus féconds, et à peine, dans l'encombrement des romans historiques ou purement d'imagination, peut-on citer quelques œuvres de choix dignes du nom de romans.

Le plus populaire des romanciers espagnols est

Fernandez Gonzalez : les ouvrages intitulés *Men Rodriguez de Sanabria*, *el Cocinero de Su Majestad, los Hermanos de la Costa,* et d'autres encore, réunissant l'originalité, l'imprévu des événements à la variété des types et à l'éclat du style, lui font une place à part. Il est dommage de voir une imagination si féconde se détourner du bon chemin, se perdre dans des intrigues impossibles, et sacrifier une réputation acquise à l'unique plaisir de produire beaucoup en peu de temps.

Pour la fertilité d'invention, Gonzalez n'a pas de rivaux ; mais, sous le rapport de la forme, de la peinture des mœurs ou des sentiments, de l'analyse des passions ou du développement des caractères, il cède le pas à d'autres écrivains. Tout d'abord, je citerai Juan Valera, l'un des esprits les plus cultivés et les plus fins que je connaisse. Académicien et homme politique, il a donné mainte preuve de ses connaissances variées, de sa verve pleine de vivacité, de son esprit caustique, tant comme journaliste que dans ses poésies et ses études scientifiques et littéraires. Ses articles de *la Revue d'Espagne*, et surtout ses derniers romans, *Pepita Ximenez* et *les Illusions du docteur Faustino*. Il est difficile de réunir à la fois plus d'érudition et de délicatesse ; on y sent bien les retouches, et le reproche qu'on pourrait faire à cet auteur est une tendance trop forte au réalisme et un amour exagéré de la forme.

Comme poëte et romancier, Alarcon (Pedro-Antonio), élu récemment de l'Académie, tient un rang distingué. D'une intelligence moins cultivée que Valera, il est plus enthousiaste, et s'il n'a pas le style classique de celui-ci, il en a la causticité, avec plus d'imagination et de fantaisie peut-être. Ses principes ne paraissent pas d'une rigueur inflexible, et on serait fort embarrassé, après avoir lu, de le représenter comme un partisan des idées libérales ou un *regretteur* du temps passé. Rien de plus beau que le *Final de Norma* ou *el Sombrero de tres picos*. Rien de plus pittoresque que son livre sur *las Alpujarras*, véritable tour de force, dans lequel il a rempli six cents pages d'une lecture attrayante, en décrivant des paysages sans arbres, sans fruits, sans fleurs, sans eau, avec l'éclatant coloris de Diaz et les profils tranchés des dessins de Gustave Doré. Il ne faut pas oublier les deux ouvrages qui l'ont rendu célèbre : *Journal d'un témoin de la guerre d'Afrique* et *Voyage de Madrid à Naples*. Je ne crois pas que sa dernière publication, *el Escándalo*, soit aussi heureuse; peut-être une crise s'opère-t-elle dans l'esprit de cet écrivain, et dans ce cas, *el Escándalo* serait le premier gage d'une nouvelle manière.

Le roman historique est représenté par un auteur d'un grand mérite, Perez Galdos, qui est aussi un journaliste distingué. Il publie actuellement une

série de tableaux historiques de l'Epagne depuis le commencement du XIXe siècle, et ses descriptions sont frappantes par la vérité des détails et la connaissance approfondie de cette époque critique de la société et de la politique. Cánovas del Castillo, cet esprit universel, a écrit quelques romans. Correa, journaliste plein de finesse et de vivacité, est l'un des hommes les plus spirituels; les *Rosas y Perros* témoignent excellemment de la tournure de cet esprit original, épris des antithèses et des comparaisons. Castro y Serrano manque de vigueur dans ses créations, mais la pureté de style, la grâce et le brillant des peintures, le fini des détails, leur prêtent un charme particulier.

Avant de traiter des autres genres de littérature, nous devons appeler l'attention de nos lecteurs sur le mouvement scientifique qui s'est produit en Espagne depuis 1868. La liberté d'enseignement, promulguée par la Constitution, a été l'objet de critiques injustes. Cette réforme s'est opérée, tant à Madrid que dans les provinces, avec une rapidité singulière, et de nombreux cercles ont été ouverts. Le progrès a été des plus marqués à Malaga, à Grenade, à Barcelone, à Séville. Les conférences publiques et les études incessantes sur toutes sortes de sujets ont étendu et vulgarisé les connaissances; de nouvelles revues, des publications spéciales ont vu le jour. A Madrid, par exemple, outre les grands

journaux, où paraissent de temps en temps des études sérieuses, il y a plusieurs revues et magazines consacrés aux sciences, aux arts, à la littérature ou à des recherches techniques. Nous citerons *la Revista de España*, *la Revista Europea*, *la Revista de obras públicas*, *el Boletin*, revue de l'Université de Madrid, *la Ilustracion española y americana, la Academia, la Revista de los caminos de hierro* (Revue des chemins de fer), *la Revista de minas, la Revista de Andalucia,* fondée et dirigée par M. Tubino, *la Raza latina.*

Ces revues ont donné partout une impulsion très-grande au développement de la science, des arts, de la politique, des connaissances de toutes espèces ; à tel point qu'on pourrait mesurer la culture et les progrès d'une nation à l'importance et au nombre de ses revues.

En Espagne, la revue est de date récente, mais ses commencements ont été heureux. Jusqu'en 1868, il y eut des tentatives infructueuses pour en fonder. C'est à peu près à cette époque que débuta la *Revista de España*, où M. Albareda fit preuve d'une constance et d'une activité rares. Sa collection renferme des travaux originaux souvent remarquables sur des questions d'histoire, de science, d'arts, d'industrie, de philosophie, même de bibliographie. La partie politique y a toujours été rédigée par des conserva-

teurs libéraux. C'est assurément, en Espagne, la revue qui est le plus à la portée du grand public, et cette raison suffit à expliquer la faveur qui l'a accueillie.

El Boletin (le Bulletin), *revista de la Universitad central,* fut, dès son apparition, une revue essentiellement scientifique; peut-être était-ce une publication pour laquelle le pays n'était pas assez mûr, et malgré les efforts des professeurs de l'Université qui y travaillaient, elle ne réussit pas et la publication en fut suspendue. Cependant elle avait reçu un encourageant accueil dans l'Europe savante, et l'on put s'apercevoir que le mouvement intellectuel était étudié non-seulement chez les nations voisines, comme la France, mais aussi en Allemagne, en Angleterre et en Italie.

Une autre revue de fondation récente et qui a pris un rang honorable, c'est *la Revista európea;* elle a publié de remarquables travaux dus à des écrivains étrangers et espagnols, principalement sur les grands problèmes de la science moderne et sur la philosophie de l'histoire.

La *Revista Contemporanea* a été fondée en 1877, sous la direction de M. Perojo, auteur d'un livre sur la science et la politique en Allemagne.

La *Race Latine*, qui paraît en deux langues, est dirigée par M. Valero de Tornos; elle contient de bons articles écrits par des Français et des Espagnols et semble destinée à vivre longtemps.

La *Ilustracion* est, en son genre, une merveille et n'a rien à craindre de la comparaison, au double point de vue des dessins et des gravures, avec les publications analogues de l'étranger. On peut dire qu'il n'y a pas en Espagne d'ouvrage périodique illustré d'un mérite supérieur au sien : c'est là qu'on reproduit les chefs-d'œuvre de l'art et de l'industrie, les événements du jour, les portraits des célébrités nationales ou étrangères. Quant à sa rédaction, elle se compose de notices littéraires ou biographiques, de poésies, de romans et de nouvelles. On peut dire que l'élite des littérateurs espagnols a contribué au succès de cette publication, si habilement dirigée par M. Abelardo de Cárlos.

Je ne me souviens plus si c'est dans l'*Illustration* ou dans le feuilleton de *l'Impartial* que j'ai lu certains articles d'un sentiment exquis, signés Maria de la Peña, pseudonyme qui cache une belle et grande dame de Madrid, et je ne sais ce que je dois le plus admirer de son talent ou de sa modestie, de la fraîcheur de ses tableaux ou de la finesse de ses jugements.

Il y a un proverbe espagnol qui dit : Poëtes ou fous, nous le sommes peu ou prou ! Pour la poésie, il faut avouer que le proverbe a raison. Les Espagnols sont essentiellement organisés pour la poésie. Elle se retrouve partout, dans leur histoire, dans leur caractère, dans leurs traditions, dans leur

idiome, dans leurs monuments, dans leurs légendes.

La poésie espagnole est certainement la plus riche du monde, car il ne faut pas oublier que le peuple qui a produit les Romanceros est aussi celui qui a chanté toutes les nuances du sentiment dans les maîtres les plus variés : *Silva*, *Serena, Octave*, *Tercet, Quintilla, Seguidilla*, *Redondilla*, etc.

Une littérature dont les traditions poétiques sont si nombreuses, a naturellement une grande abondance d'œuvres lyriques et dramatiques. Garcia-Gutierrez, José Zorrilla, Campoamor, Nuñez de Arce et Trueba, tiennent sans contredit le premier rang dans la poésie lyrique de notre époque.

Zorrilla a une réputation européenne ; Trueba a écrit des idylles pleines de douceur et de charmes, et Campoamor, de petits poëmes pleins de grâce et d'imagination.

Le genre de ce dernier est devenu populaire et restera son meilleur titre de gloire, malgré les critiques amères qui l'ont accusé d'une imitation servile. M. Nuñez de Arce a cultivé tous les genres de littérature avec le même bonheur. Il a fait paraître dernièrement un volume intitulé *Los Gritos del Combate,* où l'on trouve, après un magnifique discours en prose sur l'état social, politique et littéraire de l'Espagne moderne, des poésies qui dénotent une âme enthousiaste, mais un peu tournée

à la *désespérance*. L'élégie à Rios Rosas, dont il rappelle par moments l'énergie et le style nerveux et enflammé, respire à la fois la tristesse et une mâle vigueur. Son *Miserere* est le plus beau poëme qu'ait pu inspirer la résurrection des morts. Son *Raimundo Lulio* est un récit tenant de l'épopée.

Alarcon et Valera, Molins et Santos Alvarez ont aussi cultivé la poésie; à l'exception de celui-ci, ils ont fait mieux en d'autres genres.

Balaguer, le félibre catalan, est bien connu. Ses œuvres, d'une douceur infinie, adorables de simplicité, sont presque populaires parmi nous dans le midi de la France: il n'y a pas d'amateur provençal qui ne sache par cœur quelques vers de ce troubadour du moyen âge, égaré en plein XIX[e] siècle. Son *Histoire de la Catalogne et de l'Aragon* le place à juste titre à côté des bons historiens.

Le nombre des poëtes lyriques est incalculable en Espagne. Chaque jour un nom nouveau surgit à l'horizon: c'est Louis Alphonso, Perez de Gusman, Gimard de la Rosa, Carrion Torris, M[lle] Barrientos qui suit les traces de M[me] Coronado et de M[me] Avellaneda, et quelques autres que j'oublie involontairement.

La poésie lyrique en Espagne ressemble, à quelques exceptions près et celà faute d'un idéal, à l'explosion, à la *débâcle,* pourrais-je dire, d'un sentimentalisme légèrement banal. C'est à peine si l'on

peut soupçonner le but des aspirations et des rêves des poëtes. Chez Nuñez de Arce cependant, on voit déjà poindre l'aurore de nouveaux horizons, sans doute parce que ses chants ont une tendance politique et que pour l'âge actuel, le problème éternel de l'âme paraît se restreindre à chercher des solutions purement politiques.

C'est surtout à la scène que la régénération de la littérature espagnole a été complète; c'est là que les écrivains ont vraiment donné des preuves d'indépendance. Rompant avec les principes classiques de l'école des *Afrancesados*, et se dégageant de l'imitation qui avait amené la décadence du théâtre, un groupe courageux, composé de Breton de los Herreros, de Gil y Zarate, de Hartzenbusch et de Zorrilla, remonta jusqu'au XVIIe siècle et s'efforça de rattacher la scène moderne aux noms glorieux de Lope de Vega, de Calderon et de Cervantes. Manuel Breton de los Herreros, mort en 1873, a laissé une œuvre considérable, plus de cent cinquante comédies ou drames; parmi ses pièces originales, presque toutes consacrées à peindre les mœurs bourgeoises, on remarque les suivantes : *Marcela a Madrid me vuelvo*, *Todo es farsa en este mundo*, *Muérete y veras*, *Fernando el emplazado* et *Belido Dolfos*. Antonio Gil y Zarate, qui avait précédé Breton dans la tombe, fut plus hardi et plus original. — Eugenio Hartzenbusch, l'auteur des *Amants de*

Teruel, est le moins brillant des trois; toutefois, il a de l'érudition, une invention vive, un style correct et harmonieux. Il dirige aujourd'hui la bibliothèque royale de Madrid. Quant à Zorrilla, qui s'est fait dans la poésie une place à part, il a écrit pour la scène d'excellentes comédies dont les meilleures sont *el Zapatero y el Rey* (le Cordonnier et le Roi) et *A buen juez mejor testigo* (A bon juge, meilleur témoin), qui rappellent le vieux genre espagnol. Son *Don Juan Tenorio* est aussi digne d'éloges.

Il est regrettable que deux écrivains dramatiques dont les débuts promettaient beaucoup, MM. Ventura de la Vega et Rubi, se soient laissés entraîner au courant politique. Hurtado a écrit plusieurs drames et quelques comédies, on y reconnaît partout le poëte, mais on ne sent pas en lui une individualité bien tranchée; le style, le sentiment, l'expression, se modifient sans cesse sous sa plume: on dirait un esprit en proie à des crises perpétuelles et puisant son inspiration un peu au hasard.

Ayala et Nuñez de Arce ont beaucoup de points de contact, par la tournure des phrases, par la vérité des expressions et par le fini des caractères. *El Tejado de Vidrio, El Nuevo don Juan, El Tanto por Ciento,* ont consolidé la réputation d'Ayala, qui prend aussi rang parmi les premiers poëtes de l'Espagne. Pour Nuñez de Arce, il promet de produire encore beaucoup, et l'on ne doit pas le juger

comme étant déjà parvenu à l'apogée de son talent, bien que la pièce *El Haz de leña* suffise à la gloire d'un écrivain.

Rètes et Echevarria ont signé plusieurs drames et même quelques tragédies en collaboration ; ils ont fait de beaux vers, mais je n'oserais pas les ranger encore parmi les dramaturges de premier ordre.

Il y a peu de temps, s'est révélé un nouveau poëte, en même temps ingénieur distingué des ponts et chaussées, auteur de plusieurs ouvrages sur les mathématiques et sur la physique, membre remarquable de l'école économiste, député, ministre des travaux publics, puis des finances, s'étant placé, en un mot, dans les divers emplois qu'il a occupés, en première ligne. Qui aurait pensé, qu'après d'aussi graves études, il viendrait se faire applaudir sur un théâtre de Madrid ? C'est l'esprit le plus universel et le plus souple que l'on puisse imaginer. En deux ans, il a fait représenter d'abord sous un pseudonyme, ensuite sous son nom, Echegaray, trois drames et une grande comédie : *el Libro Talonario, la Esposa del Vengador, la Ultima noche; En el puño de la espada.* Ces œuvres d'un mérite incontestable sont d'Echegaray, un véritable poëte dramatique, à qui il manque un peu plus d'habitude de la scène pour agencer des drames plus vraisemblables, sans rien changer à la beauté de la forme qu'il possède. *Locura o Santitad* est sa dernière œuvre.

Quittant la poésie pour revenir à la prose, il faut convenir que l'Espagne a fait d'immenses progrès depuis quelques années, dans la culture intellectuelle. Après les membres des Académies, les historiens, les savants, qui sont les illustrations du pays, on trouve un certain nombre de centres littéraires, où toutes les connaissances humaines sont étudiées, où les discussions, les travaux collectifs ont servi à répandre la lumière sur toutes les classes et à former des hommes qui se tiennent à la hauteur du mouvement européen. Les Universités, les Athénées, les Cercles d'études, contribuent à former une jeunesse qui deviendra, comme elle l'est déjà, l'espérance de la patrie.

Les économistes composent un groupe politique peu connu avant la révolution et qui a acquis de l'importance. Nul ne peut méconnaître le talent et la portée d'esprit de MM. Figuerola, Rodriguez (Gabriel), Echegaray, Moret et Prendergast.

Les cercles philosophiques sont une arène d'un autre genre où se sont révélées des individualités remarquables : Salmeron, Castelar, Moreno-Nieto, Cánovas, Castro (Frederico), Pidal, vicomte del Ponton, Vidart, Giner de los Rios, Revilla, Fernandez-Jimenez, etc. Les systèmes modernes ont leurs représentants dans cette brillante pléïade. Il faut avouer pourtant que l'école qui est arrivée à réunir le plus d'adeptes est celle de Krause,

trop blâmée par les conservateurs, qui ont voulu rendre un système purement philosophique responsable des torts d'une ou deux personnes regardées comme krausistes. Sans doute, ces critiques ignoraient que le krausisme est mieux qu'un ensemble de vérités scientifiques : c'est une méthode organique de la science. Il est à espérer que, malgré l'injuste persécution exercée contre quelques hommes de mérite et même peut-être aussi à cause de cette persécution, les études de la philosophie et de la science progresseront davantage encore et que les héritiers de Louis Vivès, Balmès, Donoso-Cortès, Rey et Sanz del Rio, conserveront les traditions de leurs devanciers.

Toutes les carrières professionnelles ont produit des hommes d'une valeur réelle et l'on peut dire que jusqu'à la révolution de 1868, toutes les célébrités politiques, littéraires, philosophiques, scientifiques, devaient précisément se chercher dans les universités ou les écoles des ponts et chaussées et des mines; de là étaient sortis des élèves tels que Cortina, Olózaga, Alonso Martinez, Cánovas, Alvarez (Cirillo), Bugallal, Martos, Rivero et le marquis de Sardoal, pour la faculté de droit de l'université de Madrid; Sagasta, Lucio del Valle, Saavedra, Echegaray, Elduayen, Pastor et Morer, pour l'école des ponts et chaussées; De Prado (Casiano), Peñuela et d'autres, pour celle des mines.

Cette légère esquisse permettra de juger des progrès de l'Espagne actuelle. Dans quelques années, la paix aidant, elle sera un foyer de science, comme elle fut de tous temps un foyer d'inspiration pour ses artistes.

IV

LES JOURNAUX ET LA LITTÉRATURE POLITIQUE

Il y a peu de nations où la politique soit l'occupation d'un aussi grand nombre de personnes qu'en Espagne. Celles dont le commerce, l'industrie, l'art ou les devoirs professionnels n'absorbent pas tous les moments, celles-là ont toujours eu un grand attrait pour la politique. D'ailleurs, en Espagne comme partout, elle est le principal sujet de causerie des désœuvrés. Outre les personnes graves qui se sont vouées à la vie politique ou celles qui ont été entraînées par le mouvement, il faut tenir compte des masses populaires, enthousiastes et ardentes dans leur amour et dans leur haine. Ces masses en viennent aisément à s'intéresser aux affaires publiques; elles ont été mal dirigées au commencement de la révolution; leur éducation politique a été faussée, car on a flatté leurs tendances socialistes ou communistes pour les engager à soutenir la république fédérale. Leur rôle dans la politique active

pourrait être regrettable si, à côté de cette propagande intéressée, la discussion des faits dans les journaux, aidée de la vulgarisation des connaissances générales, n'était pas venue éclairer les problèmes sociaux, rectifier les idées morales et arrêter le renouvellement des excès populaires.

On doit donc être reconnaissant envers la presse libérale qui a mené, dans ces jours d'épreuves, une campagne incessante contre les chimères démagogiques, et qui a essuyé l'impopularité et la haine des masses fanatisées, en défendant courageusement la société contre le débordement et la licence. Quoi qu'on puisse dire, la liberté de la presse a produit de bons fruits en Espagne, car si elle a donné l'essor aux idées monarchiques dans des journaux comme *El Combate,* elle a aussi arraché les classes aisées à leur torpeur, elle les a mises sur leurs gardes; elle a accoutumé le peuple, bercé jusque-là dans l'ignorance, aux idées nouvelles. Alors la société espagnole a pu recueillir les fruits de la discussion.

Cette licence a entraîné la presse républicaine dans des sentiers difficiles, et, lorsque le gouvernement de Castelar se trouva en face de certains publicistes qui blâmaient les mesures d'ensemble, qui condamnaient les actes patriotiques et réclamaient l'anarchie dans des formes plus ou moins explicites, il dut prononcer des peines sévères contre les

journaux qui dépassaient le but, et il dut rétrécir le champ des sujets permis à la discussion et couper court au développement de telles doctrines qui mettaient en danger l'ordre moral et social, et encourageaient les ennemis de la patrie, à Cuba ou dans la Péninsule, à persévérer dans leur révolte. Depuis, la presse est restée sous la surveillance du gouvernement, et il est permis d'espérer que les nouvelles Cortès mettront fin à un état de choses aussi nuisible que blâmable. Car, si la licence de la presse amena des excès qui obligèrent Castelar en 1873 et Sagasta en 1874 à l'arrêter par des mesures de rigueur, rien ne peut désormais excuser un pouvoir qui a multiplié les entraves opposées aux manifestations de la pensée. Puisque la guerre civile est domptée, c'est une preuve que l'ordre social est hors de péril. Une solution monarchique définitive semble avoir suivi l'ère des gouvernements provisoires, et lorsqu'un gouvernement sage et éclairé n'a plus d'excuse pour exercer sa dictature, il doit rétablir en son entier le système représentatif.

La presse espagnole, réduite au silence ou à peu près, supporte aujourd'hui la peine de ses propres égarements. Elle a pourtant à Madrid et dans les provinces des représentants de toutes nuances de la politique multiforme de ce pays. Les journaux conservateurs n'ont pas tous, il s'en faut, été sans re-

proche avant la rude période de l'anarchie, et quoiqu'ils aient combattu les idées démagogiques, tous n'ont pas eu la sagesse de conseiller une conduite prudente à leurs partis respectifs. Peut-être la dynastie d'Amédée ne serait-elle pas tombée sans la coalition des républicains, des monarchistes radicaux, des modérés et des carlistes que la presse encouragea, prodiguant les menaces au trône et la calomnie aux constitutionnels qui étaient pour le moment son plus ferme appui.

Mais oublions ces torts réciproques, dont tant de pays ont donné l'exemple, et constatons que la presse, au moment où le danger était imminent, parut se réveiller; hélas! il était trop tard.

Parmi tous les journaux de l'Espagne, le plus ancien est *el Diario de Barcelona* (le Journal de Barcelone), qui se publie dans la capitale de la Catalogne. Les correspondances de Madrid et de l'étranger sont remarquables, non-seulement par le style, mais surtout par l'exactitude des renseignements. En même temps que feuille de nouvelles et d'annonces, c'est une feuille politique, trop ardente peut-être pour son âge, et dont les idées sont parfois trop réactionnaires. C'est un des principaux organes du parti modéré.

A Madrid, plusieurs grands journaux représentent les différents degrés ou nuances du même parti, tels que *el Siglo* (le Siècle) *la España*

(l'Espagne), *el Tiempo* (le Temps), *el Pabellon nacional.* Presque tous ont été fondés après la restauration, car le problème politique de l'existence officielle des cultes était déjà résolu. C'est le premier ministère d'Alphonse XII qui a repris cette question constitutionnelle et qui, en conséquence, a réveillé les tendances presqu'entièrement étouffées des partisans de la réaction. Ces journaux (*el Tiempo* excepté) traitent les sujets religieux avec une extrême violence, et entament des polémiques avec une ardeur qui leur attire des lecteurs passionnés. On peut lire dans leurs colonnes les mandements des évêques ou tout ce qui émane de la curie romaine. Aussi s'exposent-ils tous les jours aux poursuites du gouvernement qui, tout en n'étant pas d'un libéralisme bien franc, s'est engagé à maintenir la tolérance religieuse.

Un peu plus libéral que ces derniers journaux, représentant le doctrinarisme dans toutes ses hésitations, arborant le drapeau du progrès, sans rompre toutefois avec les préjugés enracinés des conservateurs, *la Epoca* (l'Epoque) est le journal espagnol le plus répandu en Europe. Il a pour rédacteur en chef M. Escobar, reconnu par tout le monde pour un des premiers publicistes du pays, et qui joint le tact à l'esprit et à beaucoup de savoir-faire. On ne peut classer *la Epoca* dans aucun parti d'une façon bien définie. En tous cas, c'est un journal qui

a défendu l'ordre dans les temps mêmes les plus orageux et qui a soutenu la cause de la restauration actuelle durant toute la crise révolutionnaire. Il faut lui savoir gré de cette fidélité sans défaillance à une époque où les défections étaient à l'ordre du jour.

A côté de *la Epoca*, nous rangerons *la Politica*, fondée par M. Mantilla et dirigée à présent par M. Sedano, qui a continué de marcher dans les voies de son prédécesseur, journaliste d'un grand sens pratique. Elle compte d'anciens rédacteurs, comme M. Cuesta, qui ont une réputation bien établie, et des jeunes gens dont les débuts sont brillants, comme MM. Galvete de Molina, Antonio Armaro, Manuel del Palacio, Ventura Ruiz Aguilera, etc. M. Sedano a réussi, avec son journal, à faire une chose plus difficile en Espagne qu'ailleurs, étant donnée la violence des passions : celle de soutenir une polémique de juste milieu avec les partisans de M. Canovas et l'opposition constitutionnelle.

A cette même nuance appartient *el Diario español* (le Journal espagnol) qui, sous la direction de M. Roberts et avec la précieuse collaboration de MM. Guijarro et Botella, défend la politique du ministère. C'est une feuille de grand format, la troisième, je crois, de l'Espagne. Autour de l'astre du jour, gravitent d'autres journaux de différentes

nuances ministérielles, mais dont l'existence est trop récente ou trop peu assurée pour qu'il soit utile de s'en occuper.

Tournons-nous vers l'opposition. En première ligne se trouve *la Iberia* (l'Ibérie), feuille de M. Sagasta, qui a une vie déjà longue et par conséquent accidentée. Elle a fourni de belles campagnes pendant les dernières années du règne d'Isabelle et dans les commencements de la révolution. Aujourd'hui, elle languit tant soit peu, et pourtant elle publie de temps en temps des articles remarquables ; et, comme elle est le principal organe du parti constitutionnel, avec les *Debates* et la *Mañana*, c'est dans ses colonnes qu'on va chercher tout ce qui concerne ce parti.

Les républicains ont encore plusieurs journaux en Espagne, quoique la législation en vigueur sur la presse leur interdise de déployer leur drapeau : *el Globo, el Pueblo español* (le Peuple), rédigé par M. Garcia Ruiz, le ministre de l'intérieur du 3 janvier 1874; *la Nueva Prensa, la Gaceta de Barcelona* (la Chronique de Catalogne), qui paraît à Barcelone, la *Andalucia* de Séville, le *Diario Mercantil* de Valence, etc., etc... Ce sont, en général, des journaux bien rédigés, et qui font une opposition rationnelle, au point de vue de leurs idées. *La Nueva Prensa* s'est distinguée en plusieurs occasions sous la direction de M. Bañon et celle du jeune

M. Gimard de la Rosa, ensuite l'auteur des *Melodias de otros climas,* un début de maître, accompagné d'une admirable préface de Pi y Margall. *El Globo* publie très-souvent des articles de Castelar, et cela seul suffirait à sa réputation, si d'autres écrivains remarquables ne contribuaient encore à le classer parmi les journaux les mieux rédigés de l'Espagne.

En dehors des feuilles déjà citées, il faut mentionner encore deux publications périodiques très-répandues et qui réunissent le plus grand nombre de lecteurs : *la Correspondencia de España* et *el Imparcial.*

La première doit une popularité de longue date à sa qualité spéciale de journal de nouvelles; elle ne touche à la politique que par des entrefilets qui peuvent même passer pour des nouvelles. Dans sa carrière déjà ancienne, on ne compte qu'une campagne politique, entreprise lors de la révolution de 1868, pour soutenir la candidature du duc de Montpensier; du reste, elle fit honneur au désintéressement de son propriétaire, M. Santana. Ce journaliste (qu'un travail incessant et sa constance ont fait comparer à M. Coelho, directeur du *Diario de Noticias,* de Lisbonne), s'est élevé tout seul, d'une modique position à une grande fortune, d'autant plus respectable qu'elle a été acquise au grand jour par les moyens les plus honorables. Sa rédaction est composée de jeunes reporters instruits

et zélés, qui vont recueillir leurs renseignements aux sources les plus autorisées.

El Imparcial a de tout temps été politique; il a toujours défendu les principes les plus libéraux, mais il ne porte l'étiquette d'aucun parti, et c'est peut-être à cela et à son caractère de journal bien informé qu'il doit son succès. Il renferme d'ordinaire de bons articles dus à la plume de MM. Martin, Araus, Berazza, anciens députés, et à celle de MM. Mellado Pacheco, Mellado Figuera, Mentero Rios, ancien ministre de la révolution, Alcazar, Gasset y Artime. L'on peut dire de Gasset y Artime, son propriétaire, ce que nous avons déjà dit de M. Santana : il est arrivé au ministère par ses travaux. *El Imparcial* publie en outre, chaque lundi, une feuille purement littéraire, dont la lecture est des plus intéressantes. Là se trouvent à leur place des articles qui ont toujours une originalité incontestable. Les nouvelles du grand monde ont aussi leur chroniqueur à *la Epoca :* c'est M. Ramon de Navarette, qui, sous le pseudonyme d'Asmodée, a conquis en ce genre une place tout-à-fait à part. Celui de *l'Imparcial* est M. Fernandez Florez, qui signe Fernan Flor; ses revues hebdomadaires, semées de traits fins et heureux, assaisonnées de remarques piquantes, sont très-goûtées du public.

Somme toute, le journalisme est dignement représenté par des hommes politiques d'une haute

valeur; Rios Rosas, par exemple, mort malheureusement en 1871, l'orateur et l'écrivain le plus nerveux de l'Espagne moderne; Cánovas, Sagasta, Romero Ortiz, Ulloa, Escobar, Navarro-Rodrigo, Mazo, Rascon, Albareda, Nuñez de Arce, Valera, Gasset y Artime, Montero-Rios, Araus, Asquerino, Martos, Castelar lui-même, lui doivent une grande partie de leur avenir politique, de leur position, de leur renommée. D'autres, comme Borrego, le doyen de la presse espagnole et l'infatigable pamphlétaire, lui doivent moins assurément, mais sont dignes de louanges, par la défense constante de certains principes.

V

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ET LES INSTITUTIONS LIBÉRALES EN ESPAGNE

Trois siècles d'absolutisme n'ont pu effacer le sentiment de l'indépendance en Espagne, ni la tradition de ses institutions libérales. Aujourd'hui, comme au temps de la domination romaine, l'organisation administrative et politique repose sur l'existence des municipalités; aujourd'hui, comme au temps des Goths, les assemblées sont la base de la législation et une garantie contre les empiétements du pouvoir royal.

Les monarchies constitutionnelles, de même que les républiques, reposent sur deux institutions, dont l'Espagne a joui pendant de longs siècles : l'indépendance de la commune et la souveraineté des assemblées. L'ancienneté de ces institutions, leur vétusté même, est une preuve éclatante de leur valeur et du respect qu'elles doivent inspirer à tous les hommes d'État. Les siècles n'ont pu les réduire

à la caducité; elles ont subi quelques variations de forme en rapport avec les exigences des temps nouveaux, mais elles subsistent toujours. La grande crise, qu'on pourrait appeler *la crise du système parlementaire,* de la guerre des communes, luttant contre le despotisme de Charles I[er], qui noya dans le sang les libertés de la Castille; l'échafaud dressé à Saragosse pour les défenseurs des priviléges de l'Aragon, du temps de Philippe II; l'amoindrissement de ces institutions, depuis lors sous la pression d'un absolutisme sans frein; les trahisons de Ferdinand VII et l'intervention française en 1823, n'ont pu réussir à étouffer le sentiment national, qui s'est réveillé à chaque crise importante de l'histoire. En face des abus de la royauté qui méconnaissait les droits du peuple, ou simplement le véritable caractère espagnol, des protestations s'élevèrent sans cesse de la part de ses représentants, et la guerre éclata entre les deux pouvoirs. Cette guerre a laissé dans l'histoire une trace profonde, digne d'étude pour ceux qui croient aux grandes destinées de l'Espagne. La liste des héros de la liberté s'ouvre avec Juan Padilla et les autres *Comuneros*, Lanuza et les Aragonais qui partagèrent son martyre. Lorsque la révolution de 89 jeta en Europe les bases d'un droit nouveau, l'Espagne, se rappelant son passé, combattit pour ses principes traditionnels, et la liste de ses héros se compléta sous Ferdinand VII, par les

noms de Mina, Porlier, el Empecinado, Lacy, Riego et plus tard, Torrijos et Prim.

C'est en étudiant ces institutions qu'on peut comprendre la grandeur passée et l'avenir de ce pays, où la monarchie fut de tous les temps plus ou moins bornée par la souveraineté de la nation, *où les princes, même ayant un droit légitime incontesté, ne se crurent jamais assurés de leur trône* qu'en vertu du choix et de la reconnaissance des assemblées; où, d'après Martinez Marina, depuis Alphonse VIII et Alphonse IX, rois de Castille et de Léon, jusqu'à Charles IV, aucun monarque n'occupa le trône que par ce moyen. Et même lorsque la monarchie se fonda principalement sur l'hérédité, les assemblées ne renoncèrent pas d'une manière absolue au droit d'élection, puisqu'elles devaient acclamer le nouveau roi. Les principes les plus démocratiques se trouvent au fond de ces institutions, comme on peut en juger par la *Carta magna* d'Aragon, supérieur à l'*habeas corpus* de l'Angleterre, par la constitution des municipalités, par les Cortès de Léon et de Castille, par celles de la couronne d'Aragon, par le conseil des Cent de Catalogne ; dans toutes ces institutions, l'amour et le respect de la liberté étaient la première condition du patriotisme.

Nous ne pouvons qu'esquisser l'histoire de ces assemblées et de ces municipes, histoire trop mé-

connue ou trop oubliée, mais qu'il est toujours à propos de rappeler, pour présager l'avenir. Ceux qui s'intéressent à cette étude peuvent consulter plusieurs ouvrages spéciaux, entre autres les *Chroniques* du moine de Silos, citées par tous les historiens espagnols, pour les temps anciens; l'ouvrage de Martinez Marina sur *les Cortès de Léon et de Castille;* un travail remarquable publié en 1835, par M. Viardot; l'*Histoire de la Catalogne et de l'Aragon,* de M. Balaguer, et l'*Histoire politique et parlementaire de l'Espagne,* par MM. Rio et Amat.

L'organisation municipale date du temps des Romains. On sait que les Romains organisèrent les provinces Espagnoles, comme toutes les autres, sous cette forme qui constitue le plus parfait des systèmes administratifs légués par l'antiquité; un nombre très-restreint d'engrenages entre le gouvernement central et les peuples conquis formaient tout le mécanisme politique. Les droits de Rome sur les provinces dont elle avait la suzeraineté étaient presque nuls, excepté la perception des impôts du sol et de la capitation, des péages et des douanes, avec quelques corvées. Ces impôts payés, les cités formaient une véritable fédération de petits états, ayant leur sénat ou municipalité pour l'administration intérieure, la levée des troupes, etc. Cette manière de gouverner explique la durée de

la domination romaine qui respectait l'indépendance du pays, et fait comprendre comment l'organisation municipale s'engréna dans la vie de l'Espagne, subsista même après la chute de l'Empire romain, pendant la domination des Goths et des Arabes, et on la trouvait même sur quelques points du territoire, au commencement du XVIe siècle : en ce temps encore, quelques communes se refusaient en effet à accepter des rois d'autre suzeraineté que celle qu'elles avaient acceptée des empereurs romains.

C'est à cette ancienne fédération que l'Espagne est redevable de ce fier sentiment d'indépendance que l'on constate dans son histoire, de ce patriotisme qui l'a toujours poussée à se défendre contre les envahisseurs, de cette énergie qu'elle a montrée pour repousser les empiétements du pouvoir, de cette volonté tenace de reconquérir sa liberté dans toutes les grandes crises de l'absolutisme, et même de ce système de guerroyer par de petits corps d'armée, qu'il serait impossible d'établir soudainement dans un pays qui n'aurait pas l'habitude de la décentralisation. Ces avantages sont dus à la forte institution des municipalités.

Dans l'histoire des assemblées en Espagne, après celles que les villes formaient de temps à autre déjà sous les Romains, il faut signaler cinq périodes :

1° Monarchie élective ;

2° Monarchie patrimoniale;
3° Monarchie mixte héréditaire;
4° Monarchie absolue;
5° Monarchie représentative.

Examinons rapidement ces différentes périodes.

Monarchie élective. — Ve-IXe siècle.

Après la grande transformation sociale de l'Europe par l'invasion des barbares, qui devaient fonder les nationalités modernes sur les ruines de l'unité absorbante de l'empire romain, l'Espagne s'organisa sous la forme monarchique. Vainqueurs et vaincus se fondirent en peu de temps, et l'assemblée des anciens chez les Goths se transforma en assemblée législative qui, sous le nom de CONCILE, régla toutes les affaires. Les décrets de ces conciles forment une grande quantité de lois, un véritable *corps de droit*. Là où tout homme libre était soldat, dans une société essentiellement militaire, la représentation nationale était complète, lorsque le clergé et l'armée étaient appelés. Les conciles étaient donc une représentation nationale, et dans les séances on y discutait séparément les affaires de l'Église et celles de l'État.

L'autorité des conciles était immense. Les rois étaient élus par tous les hommes libres; mais c'étaient les conciles qui déterminaient la forme et le

jour de l'élection, ainsi que les garanties du vote. Il n'est donc pas exagéré de dire que le concile donnait la couronne, et fixait même les circonstances dans lesquelles un roi pouvait et devait la perdre[1]. Le concile avait aussi la faculté d'approuver les impôts et de décréter les lois. C'est l'ensemble de ces lois qui constitue le *fuero-juzgo*, code qui gouverna l'Espagne pendant des siècles, et qui servit de base à tous ceux qu'on trouve dans la législation espagnole : les sept *partidas*, les lois *de toro,* le *fuero real* et la nouvelle *recopilacion.*

Ainsi, l'égalité devant la loi était déjà un principe reconnu. La nation disposait, par les représentants, de ses destinées, fixait son budget, et la plus simple élection était entourée de garanties solides.

Monarchie patrimoniale. — Xe-XIIIe siècle.

Lorsque Léon et les Asturies se réunirent sous le sceptre d'Ordoño II, les rois purent choisir leur successeur, et même partager leurs États entre leurs enfants; la monarchie élective devint patrimoniale, car la nation était considérée comme le patrimoine du roi. Ce n'était pas cependant une monarchie absolue; c'était une conséquence forcée du régime féodal, d'où devaient surgir les nationalités diverses du

1. On peut voir à ce sujet les lois du quatrième concile de Tolède, qu'on appliqua lors de la déchéance de Suintila.

moyen âge. Les peuples conservèrent leur représentation dans les conciles d'abord, dans les *curies* plus tard, lorsqu'on sépara les affaires religieuses des affaires politiques; les nouvelles assemblées prirent un caractère plus solennel.

Les conciles devaient se réunir pour tout événement important, et le partage du patrimoine n'avait nulle validité sans le consentement de l'assemblée, de même que le nouveau roi ne pouvait être couronné sans prêter serment; la paix et la guerre dépendaient également de l'assentiment de l'assemblée.

Cette période a une grande importance dans l'histoire, puisque les assemblées s'imposent aux rois en exprimant les vœux de la nation, et en exigeant d'eux des garanties de fidélité aux lois. Le règne d'Alphonse VI en est la preuve : il forme une sorte de synthèse des sentiments nationaux à cette époque, et la *Jura en Santa Gadea* mériterait, par cela seul, d'être restée comme la légende dramatique de ces siècles, où la poésie et la peinture ont puisé une inspiration large et élevée.

Monarchie mixte héréditaire.

Le tiers-état avait déjà pris une place dans les conciles, et la puissance du clergé et de la noblesse avait diminué peu à peu, par la nécessité où les

rois s'étaient trouvés de chercher dans le peuple une aide contre l'ambition des seigneurs et des hauts barons. Cette même nécessité qui avait consacré en France, sous Louis VI, l'indépendance des communes, amena en Espagne la représentation des communes à l'assemblée par l'envoi de leurs *procuradores*, ce qui constitua les vraies *Cortès*. La monarchie comprit alors que sa force était dans l'unité nationale, et elle devint réellement héréditaire et unique sous Ferdinand III, qui ouvre cette période et que l'Église a proclamé *saint*.

Le système politique de l'Europe actuelle ressemble à l'organisation de l'Espagne à cette époque. Les communes, indépendantes comme au temps des Romains, choisissent leurs procureurs ou députés aux Cortès, qui siégent d'abord avec la noblesse et le clergé, mais qui plus tard, au xve siècle, composent à eux seuls l'assemblée nationale chargée de garantir le pacte entre le monarque et ses sujets, et de soutenir tout le poids du pouvoir législatif.

Le roi jurait de faire observer toutes les décisions des Cortès, et tout ordre du roi qui était en désaccord avec les votes des Cortès (d'après une loi faite à Medina del Campo en 1305) n'avait aucun effet. Les anciens *prohombres* d'Aragon, recevant le serment du monarque, lui disaient cette phrase qui, quoique moins fière que celle empruntée à la tradition, est cependant assez expressive : « Nous, qui

« sommes aussi bons que vous, et qui pouvons plus « que vous, nous vous prenons pour roi, afin qu'il « y ait toujours entre vous et nous quelqu'un qui « ait plus de pouvoir que vous n'en avez. » Si nous ajoutons à ces faits qu'il y avait en Aragon un *Justicia mayor*, chargé de veiller à ce que les droits du peuple ne souffrissent aucune atteinte de la part du roi, et qui constituait une sorte de tribunal suprême pour décider des conflits survenus entre le roi et le peuple, on comprendra mieux la nature de cette monarchie héréditaire, mais liée par un pacte, en Aragon comme en Léon et Castille, où le roi n'était roi que par la volonté de son peuple et à la condition expresse de respecter ses droits.

Les Cortès pouvaient être réunies par le roi, ou par le *Conseil de Castille,* corps consultatif qui prit naissance sous Ferdinand III, et qui se transforma plus tard en Conseil d'État. Les élections des procureurs des villes aux Cortès devaient avoir lieu en pleine liberté. La loi, votée en 1455 par les Cortès de Cordoue, formula une *sanction pénale,* aussi complète que pourrait l'exiger une chambre moderne dans une loi électorale; on retrouve même une loi d'*incompatibilité* dans les décisions des Cortès de Madrid en 1329.

Les assemblées discutaient avec soin le budget, car les rois devaient rendre compte des dépenses faites, et ils ne pouvaient établir aucun impôt, ni

corvée, sans l'autorisation de cette chambre, où depuis le xve siècle ne siégea que le tiers-état, il faut s'en souvenir. Les questions de couronnement, d'hérédité, de régence, de tutelle, tout ce qui avait rapport à la souveraineté, lui étaient soumises, et les lois et les codes n'avaient de force que par son approbation. Il n'y eut pas d'exceptions jusqu'aux temps modernes, où l'on voulut faire des constitutions et des codes sans la sanction qu'eurent les *siete partidas* en 1348 et les lois de *Toro* en 1502.

On peut donc affirmer que la monarchie, à cette époque, était un vrai *pacte* entre la couronne et la nation, et que celle-ci changeait le droit pur de l'hérédité lorsque cela convenait aux intérêts publics; on peut affirmer aussi que les Cortès garantissaient le droit du peuple par le serment du roi, et veillaient à ce que ce serment fût respecté. Citons-en quelques exemples remarquables.

En 1275, Alphonse X réunit les Cortès pour décider sur sa succession; il avait deux fils, dont l'aîné, en mourant, avait laissé, lui aussi, deux enfants (les infants de la Cerda, d'où provient la famille des ducs de Medina-Celi), et le second, Sancho, vivait encore. Malgré le principe de l'hérédité, les Cortès déclarèrent que Sancho était le successeur, en dépit des La Cerda, et, en effet, Sancho le Brave monta sur le trône de Castille.

En 1286, les Cortès d'Aragon obligèrent Al-

phonse III à faire amende honorable pour avoir pris le titre de roi au moment où il apprit, à Majorque, la mort de son père, sans attendre le couronnement et le serment. Peu de temps après, les Cortès aragonaises établissaient comme loi, acceptée par la couronne, que les sujets étaient relevés de tout devoir envers le souverain qui n'observait pas les lois du royaume, et qu'ils pouvaient, dans ce cas, se choisir un autre roi.

A la mort de Sancho IV de Castille (1295), les Cortès nommèrent comme régent du royaume et tuteur de Ferdinand IV, son oncle, l'infant Henri, malgré le testament du feu roi qui désignait sa veuve, Marie de Molina, comme l'unique tutrice du mineur.

Henri de Transtamare rompit le droit d'hérédité, en tuant Pierre de Castille et en s'emparant, lui bâtard, de la couronne; mais cet assassinat fut le signal d'une guerre civile implacable entre le parti royal et le parti populaire, défendant la résolution par laquelle les Cortès de Burgos, en 1366, avaient proclamé la déchéance du roi et la transmission de la couronne à Henri. Celui-ci n'était donc pas regardé comme un usurpateur dès qu'il souscrivait au pacte fondamental.

Les Cortès d'Aragon, en 1412, élurent un nouveau roi lors de l'extinction de la ligne dynastique; ce fut le moyen employé de nos jours en Belgique

et en Espagne qui fit choisir Ferdinand de Castille entre tous les candidats.

Les Cortès de Castille, réunies à Avila en 1466, détrônèrent Henri IV et mirent son frère Alphonse à sa place, après avoir en vain essayé de corriger les abus dont la faiblesse d'Henri et ses prodigalités étaient la cause. Alphonse régna en vertu du droit des Cortès de déposer le roi.

Isabelle la Catholique, montant sur le trône au lieu de la fille d'Henri IV, surnommée *Beltrameja*, est un autre exemple frappant du pouvoir des assemblées.

Depuis lors, l'histoire enregistre d'autres exemples du pouvoir des Cortès, mais nous en parlerons en temps et lieu, car nous sommes arrivés au XVIe siècle, où commence la quatrième période.

Monarchie absolue. — XVIe siècle.

Avec la maison d'Autriche commença la période de la monarchie absolue, qui devait dénaturer tout d'abord l'institution des Cortès, changer leurs prérogatives, s'en emparer, et amortir, sans réussir à l'étouffer, le sentiment libéral du pays. C'est sous le règne de Charles Ier, empereur sous le nom de Charles-Quint, qu'eut lieu en Europe la Réforme et en Espagne la grande crise politique.

Charles foula aux pieds les droits du peuple; les

villes de Castille s'insurgèrent pour les défendre. Une lutte sanglante et acharnée éclata, qui finit par la défaite des *Comuneros* à Villalar, par le supplice de Padilla, de Bravo et de Maldonado, chefs de la ligue; enfin par la dissolution des Communes révoltées.

Les libertés d'Aragon reçurent le coup mortel à l'avénement de Philippe II, le type de l'absolutisme. L'atteinte portée aux institutions libérales, si restreintes déjà par son père, fut terrible. Une émeute ayant éclaté à Saragosse au sujet de l'emprisonnement d'Antonio Perez, ancien secrétaire du roi, celui-ci en prit occasion de faire passer en Aragon son armée de Castille. C'était une attaque aux droits du pays que le grand-justicier Lanuza et les amis du peuple repoussèrent par la force. La lutte eut le même résultat que celle des Castillans : Lanuza et plusieurs autres patriotes périrent dans les flammes, en 1594.

Un fait prouvera, du reste, que, même du temps de l'absolutisme, les assemblées conservèrent certaines prérogatives, et que, malgré la vénalité et les abus commis par les procureurs (surtout sous Charles-Quint et ses successeurs), la nation fut en possession de droits qui n'étaient, il est vrai, que l'ombre de son ancienne souveraineté.

Philippe II avait assemblé les Cortès à Monzon. Les *traiteurs du roi* (on nommait ainsi les per-

sonnes chargées par le roi de traiter avec l'assemblée, ou *les traiteurs du bras*), ce que nous appellerions aujourd'hui le ministère, refusaient d'accepter une disposition législative. Comme une épidémie régnait alors dans la ville, on avait hâte de finir la session, et les procureurs de Barcelone, par crainte de la contagion ou du roi, s'entendirent avec les traiteurs sur l'objet de leurs réclamations. Mais, à leur retour dans la province, ces agents infidèles furent jugés publiquement, reconnus coupables d'avoir excédé leurs pouvoirs, dégradés et déclarés inhabiles à toute espèce d'emplois.

L'absolutisme amena nécessairement la ruine de l'Espagne. La maison d'Autriche, qui commença à régner dans la période de la plus grande puissance de la nation, la laissa dans l'accablement le plus profond et voisin de la dissolution. La guerre de succession aggrava encore la situation, ce qui ne ne serait pas arrivé si les Cortès avaient conservé toute leur influence passée.

La dynastie des Bourbons monta sur le trône avec Philippe V, et bientôt on put constater que l'Espagne se souvenait de ses Cortès. Lorsque ce monarque abdiqua en faveur de son fils Louis Ier, le conseil de Castille, dont nous avons marqué l'origine, lui rappela avec insistance qu'il devait réunir les Cortès pour faire approuver son abdication.

Les Cortès ne furent pas convoquées, non par dé-

5.

fiance du roi, mais de crainte qu'elles n'approuvassent pas l'abdication. A la mort de Louis, le conseil proposa à Philippe de reprendre la couronne et de ne pas la donner à son autre fils, qui ne pouvait en acquérir le droit que par la transmission du père vivant, à qui elle appartenait d'après la décision des Cortès. Quoique la consultation demandée aux théologiens, selon les mœurs du temps, aboutît à un résultat différent (car les théologiens étaient d'avis que le droit avait été transmis par la simple abdication), le conseil n'en persista pas moins dans l'opinion que Philippe V devait reprendre la couronne, et il la reprit. Immédiatement, il convoqua les Cortès, qui devaient prêter le serment à celui qu'elles déclaraient prince des Asturies. A cette époque, les Cortès intervenaient dans l'abdication comme dans la succession, et leur donnaient la force du droit, en les revêtant des seules formes légales acceptées. Ce fut cette assemblée qui couronna Ferdinand VI et Charles III comme souverains, et qui accepta Charles IV et Ferdinand VII comme princes des Asturies. Même pour des actes attentatoires aux anciennes lois, les monarques furent obligés de faire une parodie de cette institution dégénérée, dénaturée, presque anéantie, mais palpitante toujours dans l'existence de l'État.

Bientôt la transformation en germe du droit politique européen en 1789 allait raviver et fortifier

les libertés traditionnelles de l'Espagne; l'engrenage de la politique de cette nation avec la politique générale de l'Europe amena la tragédie de l'empire, qui changea l'organisation de tous les États, et l'Espagne montra, dans les mémorables Cortès de Cadix, que ses institutions historiques avaient trempé le caractère du peuple pour les mœurs de la liberté.

Monarchie représentative.

La substitution de la dynastie des Bonaparte à celle des Bourbons n'avait pas été acceptée par le peuple; ce fut un simple *fait* historique isolé dans l'histoire de la monarchie espagnole. Faute de roi, par suite du confinement de Ferdinand VII à Valençay, le peuple put se gouverner lui-même, grâce à ses traditions, et dans chaque coin de l'Espagne surgit une *junte* de défense, qui fut en même temps un centre de fédération municipale. Ces juntes nommèrent leurs délégués qui constituèrent, à leur tour, le noyau du gouvernement national par la nomination d'une régence; mais cette régence fut obligée de se dissoudre, à cause des persécutions incessantes dans un pays occupé par l'étranger, et elle *remit ses pouvoirs à la nation,* en décrétant la réunion des Cortès constituantes.

Grâce encore à ses institutions traditionnelles, un

pays dominé par une armée victorieuse, au point de ne pouvoir compter pour capitale que Cadix, put procéder à l'élection des procureurs au milieu du danger dont tous les citoyens étaient menacés pendant l'exercice de leurs droits. Les *Cortès souveraines* se réunirent à Cadix, choisirent une régence chargée du pouvoir exécutif, se réservèrent tout le pouvoir législatif, et rédigèrent le code fondamental de 1812[1], qui devait être dorénavant la base du libéralisme en Espagne. Ce n'était pas assurément une œuvre parfaite, elle ne répondait pas à toutes les nécessités du temps; mais il y avait un souffle d'indépendance, un cachet d'originalité, un sentiment national surtout, qui fit de cette constitution une sorte de *palladium* des amis du progrès. Tout y est emprunté aux *anciennes lois fondamentales,* tout y est puisé dans les institutions ou les codes traditionnels du pays; voilà ce qui fit sa force. Certes, il eût fallu corriger certaines erreurs; mais on est tombé dans de bien plus graves lorsqu'on a voulu copier les chartes étrangères et qu'on a perdu le fil, la génération, pour ainsi dire, de la vraie politique espagnole.

Les élections qui eurent lieu à la fin de 1813 furent régulières, et la monarchie constitutionnelle aurait été à jamais établie, sans l'ingratitude du roi, despote et tyran par nature, qui paya de l'exil, de la proscription, de persécutions acharnées, les

hommes qui venaient de rendre les plus grands services au pays.

La prétendue légalité ne facilitait point la pratique du système constitutionnel, et le parti libéral dut chercher par des voies détournées le triomphe des idées nationales. De là une série de révoltes, de *pronunciamentos*, à la suite desquels périrent ou furent bannis les chefs que nous avons ailleurs nommés; mouvements inutiles pour la plupart, mais qui étaient autant de protestations patriotiques contre la tyrannie d'un prince dont la résistance à toute pensée libérale fut la cause de la *naturalisation* des coups de force dans l'Espagne moderne.

Le système constitutionnel eut enfin son heure, de 1820 à 1823, mais il dut toujours fonctionner malgré le roi, disposé à trahir à tout instant des institutions acceptées à contre-cœur et auxquelles il ne put jamais prêter serment.

En 1823, n'étant pas assez fort pour supprimer un régime qu'il abhorrait, Ferdinand VII fit appel à la *sainte-alliance*, et une armée française de cent mille hommes fut chargée d'étouffer la liberté en Espagne.

La mort du roi (29 septembre 1833) délivra le pays. Le système libéral eut alors un appui dans la reine-mère Christine, et un drapeau, celui de la monarchie constitutionnelle, pour défendre le ber-

ceau d'Isabelle II contre les prétentions de don Carlos, qui n'aspirait à rien autre chose qu'à continuer la politique de son frère, le *rey neto*. La victoire affermit le trône de la jeune reine sur des bases constitutionnelles dont elle était la représentation.

En 1837, on promulgua une nouvelle charte à la suite du statut royal de 1834, plagiat des institutions étrangères, mais qui accordait enfin une ombre de parlementarisme après la réaction épouvantable de 1823. La charte de 1837, œuvre très-remarquable au fond, offrait un terrain neutre aux deux partis prépondérants, modéré et progressiste; c'était une véritable transaction, à tel point qu'ayant été rédigée surtout par Olozaga, discutée et approuvée dans les Cortès en grande majorité progressistes, Martinez de la Rosa, chef des modérés, put dire qu'elle contenait tous les principes que défendait son parti. C'était une constitution faite avec toutes les formalités légales; on voulut cependant la réformer par des Cortès qui n'avaient pas de mandat constitutionnel, et l'on en vint à formuler le code le moins espagnol qu'ait jamais eu l'Espagne. La constitution de 1837 devint dès-lors un drapeau d'opposition et, plus tard, un drapeau révolutionnaire.

Un homme éminent des partis modérés, Pastor Diaz, enlevé trop tôt à la politique et à la littérature, protesta contre l'œuvre de ses coreligionnai-

ıes politiques. On resta sourd à ses avertissements, et l'insurrection de 1854 éclata.

Le trône, sauvé de cette crise par le parti libéral, témoigna sa reconnaissance par le coup d'État de 1856, qui opéra la dissolution de la constituante et le désarmement des milices. C'est alors qu'intervint un nouveau parti, l'*union libérale*, qui rendit de grands services au pays et dont il a été déjà parlé ailleurs.

Ici doit s'arrêter cette esquisse historique. Nous ajouterons seulement quelques mots sur la Chambre des députés telle qu'elle est aujourd'hui constituée.

Le régime électoral, depuis 1869, est fondé sur le suffrage universel. Tout citoyen âgé de vingt-cinq ans est à la fois électeur et éligible. Chaque circonscription de 50,000 âmes choisit son député, soit dans la Péninsule, les Baléares, les Canaries, soit à Porto-Rico. Les colonies de Cuba et les îles Philippines n'ont point de représentation. La liberté du suffrage est à peu près entourée des mêmes garanties qu'en France. Toutefois, les abus ont été si grands, que tout gouvernement a obtenu, on peut le dire, une majorité conforme à ses désirs. Ces abus sont inhérents à l'état d'ignorance des populations. On y remédiera par l'instruction largement répandue, par l'indépendance du pouvoir judiciaire, par la répression des excès d'autorité, par l'impartialité des commissions d'enquête.

La Chambre actuelle se compose des éléments politiques dont nous avons parlé : une énorme majorité, un peu bigarrée, n'ayant d'autre programme que celui d'appuyer le ministère Canovas, et une minorité de trois républicains, deux anciens monarchistes radicaux, huit modérés intransigeants et une trentaine de constitutionnels, nuance Sagasta.

Le palais de la Chambre des députés (*palacio del Congreso*), inauguré en 1850, est un édifice remarquable. Sa façade rappelle celle du Corps législatif de Paris; elle est en pierres de taille, mais le reste du bâtiment est en briques, hors les lignes principales et le rez-de-chaussée. L'intérieur de l'édifice est très-riche et orné de belles peintures. C'est à M. de Castro, le questeur de la Chambre, dont le mérite égale l'obligeance, que je dois la description complète et le plan des bâtiments. Ce plan n'est pas grand, mais la description en est bien faite et les diverses parties bien ordonnées.

La salle des séances forme un hémicycle; mais l'habitude qu'ont prise les députés de parler de leurs siéges a renversé les conditions d'acoustique, de sorte qu'on n'entend que très-imparfaitement les orateurs. Cette salle est beaucoup plus petite que celle du palais Monte-Citorio, à Rome, double avantage pour l'orateur et pour le public, car elle est plus remplie et plus animée avec moins de monde. Le mur principal, devant lequel est placé

le fauteuil du président, n'a que deux entrées latérales; il est orné de deux beaux tableaux historiques : la *Présentation du jeune Ferdinand I aux Cortès*, et un autre sujet que je ne puis me rappeler. Sur les deux portes sont inscrits en lettres d'or les noms des citoyens qui se sont dévoués pour la patrie et la liberté; les derniers sont ceux de Prim et de Concha. L'entrée principale est réservée, pour les jours de l'ouverture des sessions, au roi et à la cour. Entre cette porte et la salle des séances se trouvent deux beaux salons : l'un qui sert de vestibule, orné d'une vaste toile de Guibert, *la Mort des Comuneros*, et le salon des conférences pour les députés, où l'on voit les bustes en marbre d'Arguelles, le tuteur de la reine Isabelle, de Toreno, de Martinez de la Rosa et de Mendizabal, et les portraits en médaillons de plusieurs autres personnages. Les salons de la présidence, tendus en soie des manufactures nationales, sont dignes d'être visités. On y a réuni les portraits de tous les anciens présidents de la Chambre : ouvrages d'un mérite inégal; si, en effet, ceux d'Espartero, de Rivero et de Rios-Rosas sont réussis, en revanche, ceux d'Olozaga et de l'Infante le sont assez mal.

S'il y a des édifices plus remarquables que le *Congreso*, je ne connais pas de parlement dont les discussions offrent plus d'attraits pour le public. L'art oratoire espagnol peut en être fier. La facilité

de parole, l'éloquence, la fougue et la passion qu'on met dans le débat, font de cette Chambre un spectacle unique en Europe. On se plaint de ces flot d'éloquence qui transforment toute la politique en vaines *palabres*. Ce n'est pas mon avis. J'ai entendu partout répéter les mêmes plaintes, et dans chaque pays on reproche aux députés de trop parler. En tout cas, l'art et la science n'ont qu'à y gagner : ces discours, grâce à la sténographie, parcourent le monde; ils éveillent les idées et excitent l'intérêt. Hors la Constituante française, qui produisit Mirabeau, je ne connais aucune assemblée moderne où les voix de tant d'orateurs remarquables se soient fait entendre comme à la Constituante espagnole en 1869. On put écouter Castelar, Salmeron, Pi y Margall, Figueras et Sanchez Ruano parmi les républicains; Martos, Rivero, Moret, Montero Rios et Echegaray parmi les démocrates monarchistes; Olozaga, Sagasta, Prim, Madoz entre les progressistes; Rios-Rosas, Romero Ortiz, Ulloa, Navarro Rodrigo entre les unionistes; Canovas, Elduayen et Silvela entre les conservateurs de l'école doctrinaire; l'évêque de Jaën et l'archevêque de Santiago entre les défenseurs de la religion; et même, au nom des carlistes, Vinader et Manterola.

Jamais la voix humaine n'a eu des accents plus émouvants ou plus énergiques que celle de Sagasta; la dialectique, des arguments plus serrés que ceux

d'Ulloa; le doctrinarisme, un terrain plus habilement choisi que celui de Canovas; jamais l'esprit andalous n'a fait ressortir le point faible d'une question avec plus de verve que ne le fait Albareda; la conviction, trouver des phrases plus écrasantes que celles de Navarro, Rodrigo et Nuñez de Arce; les grandes passions de la politique éclater dans des expressions plus fougueuses que celles de Léon y Castillo; l'art oratoire dans tous ses détails n'a jamais été plus riche, plus saisissant, plus dramatique que celui de Caslar, qu'on peut appeler le génie de l'éloquence, imposant le respect de ses opinions à une Chambre hostile et soulevée contre lui.

Si, dans les arts, l'Espagne possède des chefs-d'œuvre, dans l'éloquence elle est aujourd'hui au faîte de la supériorité et sans contredit la première nation de l'Europe.

VI

LES PARTIS POLITIQUES, LEUR CLASSIFICATION

Pour juger les hommes politiques des différents partis de l'Espagne, il faut préalablement dire quelque chose des différentes coutumes politiques, les classer et les définir.

On a supposé à tort que le nombre des partis était presque impossible à connaître, qu'il était absolument inutile de chercher à pénétrer dans le dédale inextricable de leur composition et de leurs diverses nuances, et que, pour les écrivains étrangers, il n'y avait même pas la possibilité de l'essayer. Sans doute, en Espagne comme partout ailleurs, la politique est faite de mouvements d'opposition, de contradiction et de lutte. En Espagne, par suite des crises multipliées qui ont bouleversé depuis un demi-siècle la vie publique, les partis ont éprouvé de brusques et graves modifications, et une nouvelle genèse plus féconde se prépare en ce moment; mais, en dépit des difficultés, il suffit d'un peu de bonne vo-

lonté et de réflexion, lorsqu'on a entendu les diverses opinions se produire, pour se former une idée claire et précise de tous les groupes; ce qui est plus difficile, peut-être impossible, c'est de classer chaque individualité marquante dans sa famille, son genre et son espèce. Toutefois, je ne vois pas d'obstacle à définir les différences, à dresser, pour ainsi dire, le tableau synoptique des partis, sauf à abandonner à des esprits plus perspicaces la tâche d'indiquer dans quelle case du tableau il faut ranger chaque individualité.

L'origine des partis actuels se trouve assurément dans le régime qui précéda la guerre civile de 1833-1840; car quoique en tout temps il y ait eu des libéraux et des royalistes (absolutistes), la division entre les deux partis avait déjà produit des effets désastreux pendant le règne de Ferdinand VII, surtout lors des Cortès de Cadix (1817). On ne peut appeler du nom de partis politiques des agglomérations d'hommes qui ne prenaient aucune part à la vie publique, qui discutaient à peine leurs principes, et dont toute l'activité se déployait dans une lutte acharnée et une persécution réciproque.

La mort de Ferdinand VII, en mettant en question le problème de la légitimité des deux branches royales, posa brutalement, par ce fait, la discussion entre la théorie du droit divin et le principe de la souveraineté nationale. Les partisans de l'absolu-

tisme se rangèrent tous sous le drapeau de don Carlos, frère de Ferdinand, et les libéraux de toutes les nuances se rallièrent autour d'Isabelle II, sa fille. C'était une division bien tranchée.

Le parti carliste, le plus rétrograde, offre deux variétés dans sa période la plus récente (1861-1876). Sans cesser de représenter les anciennes tendances à un régime despotique, à une Église intolérante et inquisitoriale, à une réaction économique et sociale poussée à ses conséquences les plus extrêmes, le carlisme comptait, en ces derniers temps, des partisans de la royauté pure cherchant à s'imposer par la force des armes à toutes les volontés, et des partisans moins absolutistes qui voulaient la paix avec une ombre de parlement. Parmi les premiers, on peut ranger Villosaada et Manterola ; parmi les seconds, Nocedal, qui se rapprochait des Isabellistes, et Calcera. Ce changement fut sans doute dû au levain légèrement libéral introduit dans ce parti par l'extrême droite isabelliste, qui ne se prononça pour don Carlos qu'après la déchéance d'Isabelle, c'est-à-dire la fraction néo-catholique.

Le parti libéral de 1833, celui qu'on peut qualifier d'isabelliste, revêtant seuls les formes gouvernementales et légales, devait être naturellement la souche des autres partis. C'était dans le principe une vaste agglomération mieux préparée à combattre qu'à édifier, qui avait un but commun, mais un

but stérile, la négation de l'absolutisme, sans aucun programme bien défini. Le jeu naturel des institutions constitutionnelles devait nécessairement amener le morcellement de cette représentation légale du pays, car puisqu'il y avait un parlement il fallait qu'il eût une vie politique ; une opposition et des luttes d'idées devaient s'ensuivre. D'abord s'établit une sorte de dualisme. Les forces politiques et parlementaires se rangèrent en deux camps qui rappelaient, par leur but et leurs tendances, les tories et les whigs de l'Angleterre; c'étaient les modérés et les progressistes. Des uns et des autres sont sorties toutes les factions actuelles. Le parti modéré se divisa plus tôt, parce qu'ayant occupé plus souvent le pouvoir, il perdit de vue l'idéal de gouvernement alors clairement représenté par les aspirations des progressistes.

Après la révolution de février 1848, beaucoup d'esprits vacillants et timorés désertèrent les rangs des constitutionnels et s'efforcèrent de fonder une politique de répression sur les idées religieuses; ils avaient pour chefs Donoso Cortès, un des plus grands orateurs de l'Espagne; le philosophe Balmès; Nocedal, éminent dialecticien, et Aparici y Guijarro, orateur et poëte. Ce groupe, presque disparu aujourd'hui, mais qui joua un rôle important, se convertit au carlisme, comme nous l'avons dit, et passa, après la défaite de don Car-

los, sous les drapeaux du nouveau parti conservateur.

Quant au noyau central du parti modéré, il garde sa dénomination primitive; ses idées sur le principe d'autorité se rapprochent, sur beaucoup de points, de celles du carlisme; il veut la prédominence du trône sur toutes les autres institutions, l'unité catholique, une chambre haute d'élection royale et inamovible, l'effacement presque complet de la chambre élective, et la centralisation administrative absolue. Le membre le plus illustre de ce parti a été Pavia; il est aujourd'hui représenté par le maréchal de Cheste, Mayans, Benavidès, Pidal et plusieurs autres qui auraient désiré la restauration de la reine Isabelle II, mais qui ont transigé sur ce point et ont contribué à l'avénement d'Alphonse XII.

Le parti modéré compte enfin une dernière fraction, la plus libérale, qui en 1856 se rallia à un groupe qui n'existe plus, et dont l'influence fut des plus actives jusqu'en 1867; nous voulons parler de l'Union libérale, parti de transaction entre les modérés et les progressistes, où se rencontrèrent les plus conservateurs d'entre eux.

Revenons aux modérés. La nuance libérale de ce parti est représentée par tous ceux qui, après la restauration, ont accepté le programme Cánovas, dont nous nous occuperons plus tard; citons parmi eux

MM. Castro (Alexandre), marquis de Barzanallana, comte de Toreño, etc. C'est la base du ministère actuel. Le parti progressiste présente aussi plusieurs nuances, mais toutes faciles à saisir. D'abord la fraction la plus conservatrice se rallia, en 1856, à l'Union libérale qui venait de naître. Quelques mots à ce sujet ne seront pas hors de propos.

Un des hommes les plus remarquables de l'Espagne, mort le 3 novembre 1873, aussi grand par son caractère que par son énergie, respecté pour sa conduite droite et sévère, conservateur éclairé ayant su se plier aux exigences de son temps, Rios Rosas, fonda l'Union libérale, dont le principe était la transaction entre les deux anciens partis progressiste et modéré, qui avaient fini par pousser l'hostilité jusqu'à l'intolérance la plus absolue. Le général O'Donnell en fut le chef reconnu. Le nouveau parti, gouvernemental par excellence, allia les aspirations progressives des libéraux aux principes d'ordre des modérés. Sans doute, comme parti de conciliation et de juste-milieu, il manquait de principes bien arrêtés, pendant que son doctrinarisme donnait prise aux attaques de la presse et des orateurs par l'instabilité des conclusions et des mesures qu'il apportait à la Chambre. Ce fut pourtant ce doctrinarisme qui rallia tous les personnages les plus considérables et qui maintint au pouvoir, pendant cinq ans, un ministère sorti de ses rangs.

L'Espagne parvint alors au plus haut degré de splendeur qu'elle ait jamais eu dans ce siècle. L'état des finances s'améliora; la guerre d'Afrique dévoila à l'Europe les ressources dont l'Espagne disposait, ainsi que l'importance de son armée, peu nombreuse, mais très-disciplinée; la reconnaissance du royaume d'Italie donna au gouvernement une nuance bien tranchée de libéralisme; les travaux publics prirent un grand essor, entre autres la construction d'un grand nombre de phares et de fanaux, le développement des chemins de fer, etc.

La majorité de l'Union libérale accepta la révolution de 1868; ceux de ses membres, en petit nombre du reste, qui n'y adhérèrent point ou refusèrent de la servir, durent s'en séparer, et se rallièrent aux plus libéraux des anciens modérés pour constituer avec eux, non un véritable parti, mais un assemblage incohérent de politiques qui se couvrirent du nom d'alphonsistes. Durant cette période révolutionnaire, cette coterie travailla à la restauration, plus ou moins ouvertement, avec la personne d'Alphonse XII. Quant à la gauche des unionistes, elle vint rejoindre à cette époque les anciens progressistes, et de cet accord résulta le triomphe des idées libérales. Nous signalerons dans ce groupe MM. Romero Ortiz, Camacho, Ulloa, Navarro Rodrigo, Nuñez de Prado et le maréchal Serrano, chef du parti après la mort d'O'Donnell.

Le noyau de l'ancien parti progressiste, peut-être le plus illustre par ses victoires et par les éminents services qu'il a rendus à la liberté, conserva ses doctrines jusqu'en 1868; il eut toujours pour but la soumission de la royauté au principe de la souveraineté du peuple. Il eut longtemps pour chef le général Espartero, le pacificateur du pays en 1839. Ses personnalités les plus marquantes dans ces derniers temps furent Olozaga, Madoz, Aguirre, Catissa, le général Prim, l'auteur de la révolution de 1869, Sagasta et Zorrilla. C'est à l'ancien parti progressiste qu'on dut la terminaison de la première guerre civile; c'est à lui qu'on doit le désamortissement des biens ecclésiastiques et la plupart des réformes libérales. Au parti progressiste se rattachent les démocrates proprement dits, qui formèrent plus tard le parti républicain.

Telles étaient les diverses nuances de l'échiquier politique lorsque la révolution de septembre 1868 éclata, et que la reine Isabelle fut forcée de quitter le trône et l'Espagne par la faute de ses ministres, seuls responsables d'après la loi. Un événement de cette importance devait nécessairement bouleverser l'organisation des partis. La fraction républicaine se montra d'abord plus enthousiaste, mais il n'y avait que peu d'individualités notables. Les partis se recomposèrent donc suivant les éléments que leur fournirent les Cortès constituantes de 1869.

1° Les carlistes, hostiles aux mesures révolutionnaires et revendiquant les droits du prétendant qu'ils appelaient le roi légitime Charles VII; ils se jetèrent les premiers dans la lutte armée que Prim comprima, mais qui se reproduisit plus tard et dura jusqu'au mois de mars 1876;

2° Les modérés, qui souhaitaient l'avénement d'Alphonse XII, à l'exception de Canovas et de sept ou huit députés qui ne se prononcèrent pour le roi qu'en 1872; ils étaient tous opposés à la révolution;

3° Les unionistes; la grande majorité de ce parti accepta la révolution et continua même à la soutenir afin d'obtenir certaines concessions favorables au retour de la royauté; ils souscrivirent aux manifestations les plus libérales des partisans de la monarchie quels qu'ils fussent, et transigèrent avec le suffrage universel et les droits des citoyens, suivant le programme de l'école démocratique;

4° Les progressistes, autour desquels se rangea la majorité des constitutionnels; ils contribuèrent à l'organisation de l'État en faisant des concessions aux démocrates;

5° Les démocrates monarchistes ou les monarchistes radicaux, groupe peu nombreux, mais très-influent par le grand talent de ses représentants, appelés aussi cimbres; ils jouèrent un grand rôle

lors de l'organisation du pouvoir et ensuite dans les destinées du pays. Quelles qu'aient été leurs erreurs, on s'accordait à leur reconnaître une valeur incontestable et des principes définis;

6° Les républicains, qui défendirent, jusqu'à la fin de 1875, la forme fédérale, à l'exception de Garcia Ruiz et de Sanchez Ruano, qui avaient pour drapeau la forme unitaire.

La succession rapide des événements, depuis la révolution de 1868, changea la constitution et le nombre de partis; l'union libérale et les progressistes, les plus fidèles à leur programme primitif, se fondirent en un grand parti qui posséda une influence notoire et une organisation systématique: le parti constitutionnel, dont les chefs sont à présent le maréchal Serrano et Sagasta; il compte dans ses rangs les hommes les plus importants de l'ancienne union libérale, ainsi que des progressistes comme Romero Ortiz, Camacho, Balaguer, Alonso Colmenarès, Castel de Blas, Albareda, Valera, Navarro Rodrigo, Moreno Benitez, Nuñez de Prado et plusieurs autres. La fraction extrême des progressistes, ayant à sa tête M. Zorrilla, se rallia aux démocrates et devint le parti radical, où l'on rencontre MM. Rivero, Martos, Figuerola, Montero Rios, Echegaray, marquis de Sardoal et d'autres, qui jouèrent des rôles importants sous le règne d'Amédée de Savoie. Convertis en masse à la Répu-

blique en 1873, leurs principes démocratiques étaient trop avancés pour la monarchie espagnole en 1869.

Le parti républicain s'est aussi profondément divisé à la fin de 1876, et présente en ce moment les différentes nuances que voici : 1° ceux qui désirent une république nationale, la liberté scientifique absolue ainsi que le suffrage universel. Ils appartenaient auparavant au parti fédéral; mais, désillusionnés de ce régime par la pratique, ils rêvent une république gouvernementale ayant à la fois l'initiative et l'énergie. On les désigne sous le nom de possibilistes, et leur chef est Castelar, le premier orateur non-seulement de l'Espagne, mais du monde; 2° ceux qui poursuivent encore la chimère d'une fédération, comme MM. Salmeron, Figueras, Pi y Margall, dont chacun exprime une nuance de moins en moins conservatrice. Ils peuvent être considérés comme socialistes, quoique M. Salmeron représente un socialisme plus pratique ou moins utopique, par exemple, que celui de M. Margall. Ces deux derniers sont des hommes d'une haute valeur scientifique, mais on s'accorde à penser que leurs idées sur le gouvernement et la constitution de l'État ne sont pas réalisables. M. Salmeron passe pour un penseur des plus originaux; M. Pi y Margall est un véritable amateur des beaux-arts, un écrivain remarquable digne de figurer au premier

rang, malgré une modestie excessive qui le porte toujours à s'éclipser.

Enfin, sans représentants ni chefs connus, se tiennent à l'arrière-garde du parti républicain les internationalistes.

Il nous reste à examiner les éléments parlementaires qui ont composé les premières Cortès du roi Alphonse XII, et à signaler l'attitude prise par chacun des partis, ainsi que leur influence respective dans le pays.

VII

CANOVAS ET LES HOMMES DE LA RESTAURATION

Tout le monde, en Europe, connaît aujourd'hui M. Cánovas, comme on connaissait naguère Castelar et Sagasta; mais beaucoup de personnes ignorent quels ont été ses commencements et ne peuvent, par conséquent, se rendre compte de tout son mérite. Pour bien comprendre la politique du premier ministre d'Alphonse XII, il faut non-seulement connaître le chef de ce ministère, mais faire voir ensuite quels éléments politiques se sont groupés à ses côtés pour constituer la majorité parlementaire des Cortès qui se sont réunies le 15 février 1877.

Cánovas, comme presque tous les personnages marquants de l'Espagne moderne, est d'une origine modeste. Sans doute, trois siècles d'absolutisme ont maintenu bien des préjugés parmi l'aristocratie espagnole et ont empêché qu'elle soit ce que l'aristocratie est en Angleterre : une force sociale impor-

tante et une pépinière d'hommes d'État. Je ne me souviens en ce moment que du marquis de Miraflores, du comte de Toreno et du duc de Rivas, dont on puisse dire qu'étant des aristocrates de vieille souche, ils ont tenu en même temps un rang considérable dans la politique et la littérature contemporaines. A ces exceptions près, tous ceux qui ont joué un rôle politique sont issus de la bourgeoisie ou du peuple; et ceux d'entre eux qui ont eu des titres nobiliaires, comme Espartero, O'Donnell, Serrano, Concha, Prim, etc., les ont dignement gagnés sur les champs de bataille. Cette prépondérance des autres classes sur l'ancienne noblesse explique plusieurs autres faits, par exemple, les difficultés à constituer une *chambre haute*, lorsqu'il s'agit de faire ou de réformer une constitution, les tendances égalitaires et démocratiques d'une société si longtemps opprimée par le despotisme.

Antonio Cánovas del Castillo est né à Malaga, d'où sont sortis plusieurs hommes importants dans la politique et les finances : Rios Rosas, Vahey, Salamanca, Larios, Romero Robledo, Carvajal et d'autres. Avantageusement connu parmi ses condisciples d'université, il se fit bientôt une réputation d'homme d'esprit et de talent. Il débuta dans les lettres et écrivit quelques romans historiques qui attirèrent sur lui l'attention des gens de goût. Dans

les discussions de l'Académie de droit, il fit preuve d'une grande facilité d'élocution; mais, ce ne fut qu'en 1854 qu'il se révéla comme homme politique par la rédaction du manifeste de Manzañarès, document où les libéraux, qui avaient préparé le mouvement révolutionnaire dont O'Donnell prit la direction, présentaient leurs griefs au trône et en demandaient la réparation. C'est un plaidoyer fort bien écrit, avec une tendance très-libérale. Peut-être Cánovas se sera-t-il reproché plus tard de l'avoir rédigé, ainsi que le fameux *memorandum* de 1855, où certaines idées sur la milice nationale, la liberté de la presse, les relations du gouvernement avec le saint-siége, ne lui ont plus paru aussi bonnes dans la pratique qu'en théorie. Lié dès 1854 avec les chefs de l'Union libérale, il joua un rôle important dans le parlement, où il déploya une éloquence pleine de spontanéité. Jeune encore, il fut nommé, en 1854, secrétaire général du ministère de l'intérieur; en 1863, il accepta le portefeuille du même département et fit encore partie du cabinet de 1866, en qualité de ministre des colonies.

Lors de la révolution de 1868, il vivait à l'écart, mais il avait déjà la réputation d'un orateur de premier ordre. Son esprit avait mûri et l'on pouvait juger des idées de son caractère. Cánovas appartient à l'école doctrinaire; l'éclectisme perce à tout ins-

tant dans ses discours, dans ses actes, dans ses écrits. Passionné et ayant conscience de son mérite et de sa valeur, il se laisse entraîner un peu par ses impressions du moment, et il y a peut-être de la confusion dans son jugement immédiat; c'est au moins mon avis impartial, jugeant, comme je puis le faire, trop légèrement sans doute, les faits et les actes du premier ministre. Brillant, spirituel, caustique même, il réunit dans sa parole libre et dégagée des traits fins qui ne manquent jamais leur but; dialecticien émérite, il discute à tout propos, sans éprouver le moindre besoin de relâche. On critique son style un peu suranné, mais je ne puis en parler en pleine connaissance de cause; il m'a semblé toujours que sa phrase était nette, précise, élégante, incisive et colorée.

Ce n'est pas seulement à titre d'homme politique que Cánovas peut revendiquer sa plus grande part de gloire, c'est aussi comme littérateur et surtout comme historien. Infatigable au travail, il ne cesse de produire des livres, des brochures ou des articles de tous genres. Il a donné une introduction remarquable, purement littéraire, au célèbre Recueil sur les femmes espagnoles, où les écrivains les plus illustres ont collaboré. Il a prononcé à l'Académie scientifique de Madrid, dont il a été président, un discours sur le matérialisme moderne, plein d'érudition, surtout au point de vue de la philosophie,

quoiqu'un peu vide de convictions arrêtées et définies dans les idées qu'il prône. Il a écrit des préfaces pour un grand nombre d'ouvrages, avec une grande complaisance, pour présenter au public des noms encore peu connus. Partout, il a fait montre d'un mérite incontestable et incontesté, d'une instruction variée, d'une mémoire prodigieuse et d'un jugement droit et sûr. Membre des deux académies espagnoles de littérature et d'histoire, il jouit dans ces doctes assemblées d'une autorité considérable. Comme historien, il passera à la postérité. C'est, ainsi que je l'ai dit, un infatigable travailleur, et sa mémoire, toujours en mouvement, case à leur place les moindres détails de tous les événements remarquables de l'histoire de son pays. Il a publié, à diverses reprises, sur des points obscurs ou peu connus de l'histoire, des articles appréciés à leur juste valeur d'érudition, dès leur apparition. Comme modèles d'études, nous citerons une esquisse hors ligne : la Bataille de Rocroy; parmi ses livres : son *Histoire de la maison d'Autriche en Espagne.* Ses connaissances prodigieuses lui permettent de discuter à l'improviste, à la chambre, toutes sortes de sujets historiques, et j'ai été étonnée de la multiplicité des renseignements qu'il fournit à propos d'un incident parfois sans importance qui se présente au cours des débats parlementaires.

Après la révolution de 1868, Canovas se tint éloi-

gné des affaires, mais non de la chambre où, à la tête d'un petit groupe remarquable par la haute valeur de presque tous ses membres, il défendit constamment les principes doctrinaires, appuyant les mesures d'ordre, assistant avec indifférence à l'élection d'Amédée, se décidant presqu'à l'accepter lorsqu'il la crut viable, restant en dehors de la coalition électorale des oppositions en 1872, se déclarant enfin hautement alphonsiste lorsque Amédée choisit son dernier ministère, et exerçant dès lors une influence prépondérante sur toutes les fractions politiques qui se rattachèrent à la dynastie déchue de 1868.

Pendant la période d'incubation de la restauration, il refusa d'entrer dans aucune des combinaisons ministérielles qui se succédèrent sous la forme républicaine. Après le 3 janvier, on le vit constamment agir au nom du parti alphonsiste; et, au moment de la restauration, il se trouva naturellement le chef désigné d'avance du cabinet qui inaugura la nouvelle royauté (3 décembre 1875). Ministre président du conseil, il a sans doute commis de grandes erreurs, que je ne puis ni ne dois juger, mais dont la principale me semble être de ne pas avoir accepté, sauf modification partielle, la constitution alors en vigueur, car, en remettant en discussion le pacte constitutionnel tout entier, il s'est trouvé en face d'une grande effervescence nationale à propos

de la question religieuse qui avait été prudemment résolue; et en face de forces politiques considérables qui, dans l'impossibilité de renier leurs principes passés, ont dû se cantonner plus fortement dans l'opposition. Ces erreurs cependant, et d'autres qui tiennent à une cause originaire des tendances par trop conservatrices de Canovas, sont rachetées par des mesures et par des actes qui démontrent autant de prévoyance que de sens politique. Parmi ces mesures, il faut rappeler celles au moyen desquelles il a réussi à terminer la guerre civile, sans qu'aucun général puisse se vanter personnellement d'avoir conclu la paix et puisse ainsi s'imposer au gouvernement. Son principal mérite consiste à avoir su éviter que la restauration tombât dans la réaction, celle-là surtout qui se traduit par des exils, des persécutions et des actes de rigueur contre les vaincus. Il a adopté tout de suite une politique de conciliation, qui ne pourra réussir assurément à lui créer un parti, mais qui a donné à la restauration une couleur sympathique, non-seulement auprès de ses anciens amis, mais encore auprès des quelques monarchistes qui participèrent à la révolution de 1868 et dont quelques-uns font partie du ministère.

Les partis sur lesquels s'appuie le cabinet Canovas sont :

1° Les modérés les plus modérés, représentés dans

le ministère par le comte de Toreno et qui comptent au premier rang : Oropia, Cardenas, Barzanallana, Carriquiri, Esteban Collantes, Alexandre de Castro, etc. Quoique n'ayant qu'un seul de ses membres dans le ministère, c'est la portion la plus importante de la majorité et celle qui se rapproche le plus des idées émises et courageusement défendues par Canovas. Le jour où celui-ci voudra se faire un parti, c'est là qu'il en trouvera les meilleurs éléments.

2° Les anciens unionistes qui n'avaient pas pris part à la révolution, représentés par M. Salaverria et M. Calderon Collantes, ministre des affaires étrangères. Il y a peu de notabilités dans ce groupe.

3° Quelques constitutionnels qui, ayant pris part à la révolution, se sont séparés du duc de la Torre et de Sagasta, les uns à la fin du règne d'Amédée, les autres, les *constitutionnels dissidents*, comme on les désigne, après la restauration. Ils ont eu trois des leurs dans le cabinet : Romero Robledo, ministre de l'intérieur ; Lopez de Ayala, ministre des colonies, et Martin de Carrera, garde des sceaux. Citons, parmi les députés, les noms suivants : Elduayen, Alonzo Martinez, Santa-Cruz, Candau et Croyzard, qui ont donné une teinte plus libérale à la politique du cabinet. La part prise à la politique de Canovas par ces derniers a présenté la restauration comme une solution libérale, qui accept

certaines doctrines de la révolution et a empêché les éclats d'une réaction qui aurait été la mort prématurée de la dynastie.

En tous cas, la réunion de ces partis au pouvoir ne peut être de longue durée, et il sera impossible de fonder une politique stable sur des éléments si hétérogènes.

On a pu en finir avec certaines difficultés qu'on croyait insurmontables et qui étaient plus pressantes ; mais il reste en suspens la question religieuse et celle de l'enseignement qui ont subi l'une et l'autre des assauts redoutables et qui doivent être résolues avec un sentiment libéral, dont la majorité actuelle n'a pas conscience.

Revenons à Canovas. Si nous considérons en lui seulement l'homme privé, l'homme du monde, Canovas nous apparaîtra sous mille aspects séduisants. Sans parler de sa mémoire prodigieuse, don Antonio est un causeur hors ligne, de l'école de Sainte-Beuve et de M. Thiers, à la parole toujours facile, élégante, sympathique. Il est amusant et il est érudit, tout ensemble, et quoiqu'il ne soit pas beau, dans la vulgaire acception du mot, sa physionomie s'illumine du plus aimable regard du monde. J'ai vu peu d'hommes politiques avoir des yeux aussi expressifs et un air plus attrayant. Il aime la société des femmes et ne se plaint jamais d'en avoir trop autour de lui. A ce propos, il lui arriva de dire

un mot charmant; il parlait d'un de ses adversaires politiques : « Il y a toujours cinq ou six femmes à « la présidence, et mon avis est qu'il n'y en a pas « encore assez. Chez lui, l'on n'en voit que la moi- « tié d'une, et il en a de trop ! » Naturellement galant, très-galant même, dit-on, sa galanterie est toujours de bonne compagnie. Il a été marié, le meilleur mari du monde, « un mari modèle, » prétend-il finement. Il a veillé sa femme, une belle et aimable personne qui s'est éteinte poitrinaire dans ses bras et qu'il a soignée avec la sollicitude d'une mère et d'un poète. Doña Conception est morte en remerciant Dieu du bonheur qu'il lui avait donné. On a répété souvent que Canovas n'avait point de cœur; pour ma part, je n'en crois rien : nul homme au contraire n'a plus d'amis, nul n'est plus fidèle à ses amitiés même quand celles-ci peuvent le compromettre. Il se trompe souvent sur la valeur et surtout l'influence des gens qu'il emploie. Mais il a des élans généreux qui trahissent le véritable *hidalgo*. Je n'en veux citer qu'un exemple : C'était... il n'y a pas bien longtemps encore, dans un salon dont il était le roi, par droit de conquête, sinon par droit de naissance et par droit de premier ministre, en tous cas. Il y avait bal, raout, concert, que sais-je ! Les beautés les plus accomplies, les plus fières de Madrid, se trouvaient là, le fêtant, le choyant à l'envi, quêtant un mot, un regard, un sourire, un serrement de main. Une

femme se présenta, et tout à coup les visages se transformèrent et prirent un air froid, dur, méprisant. Il régnait un profond silence, personne ne bougeait... La nouvelle arrivée, qu'on accueillait ainsi, s'avançait à pas lents, se raidissant contre son émotion, cherchant un regard ami et les voyant se détourner. Quel moment d'anxiété terrible ! Les femmes ont des raffinements de cruauté dans leurs vengeances. Après quelques secondes d'hésitation, Canovas, entraîné par un mouvement généreux, ne voyant aucun front se dérider, aucune main se tendre vers la réprouvée, s'avança au-devant d'elle et lui offrit le bras en dépit des murmures désapprobateurs et des coups d'œil indignés de ses belles amies de tout à l'heure. « Ce qu'il y a de plus singulier, dit ensuite Canovas, c'est que je me suis vu, par la force des choses, le champion d'une personne qui ne m'inspirait aucune sympathie. Mais, c'est plus fort que moi, je me sens en révolte à l'aspect d'une femme qui souffre et qu'on insulte ainsi lâchement. »

Les belles patriciennes madrilènes l'ont boudé huit jours, paraît-il, mais elles l'ont approuvé intérieurement, j'en suis sûre.

VIII

SAGASTA ET SON PARTI

Parmi les hommes politiques d'une origine modeste, s'élevant par eux-mêmes au premier rang, se trouve Mateo Sagasta.

Né le 21 juillet 1827, à Torrecilla de Cameros, village de la province de Logroño, laquelle a produit dans notre temps Espartero et Olozaga, il se destina à la carrière d'ingénieur des ponts et chaussées, la plus considérée de toutes les carrières en Espagne à cause des études sérieuses et spéciales qu'elle exige. Ses études terminées de la manière la plus brillante, il les appliqua avec succès, et l'on cite de lui des constructions et des projets remarquables ; son caractère affable et sympathique lui attira en même temps l'affection des habitants de Zamora, la ville où il fit le plus long séjour comme ingénieur. 1854 arriva, le mouvement libéral triomphait, et les Cortès furent appelées à réformer la Constitution. Sagasta fut élu député pour la province

de Zamora. Tel fut son début dans la nouvelle voie qu'il ne devait plus abandonner.

C'est à peu près de la même époque que plusieurs hommes politiques, Canovas, Castelar, Martos, datent aussi leurs commencements. Sagasta fut le premier de cette pléiade qui arriva en peu de temps le plus haut et le plus vite.

Dans les Cortès constituantes, il déploya un talent de parole aisé, vif, énergique, passionné, plus propre à l'attaque qu'à la défense. Il se rangea parmi les progressistes et leur resta fidèle jusqu'à la division ou plutôt au schisme de ce parti, défendant toujours les solutions favorables à la liberté.

Un de ses discours les plus remarquables est celui qu'il prononça à propos de la reconnaissance du royaume d'Italie : il y régnait un souffle patriotique et libéral et une connaissance approfondie de la situation de l'Italie et de l'intérêt que toute l'Europe avait à lui venir en aide. Ce qui fit dire à M. Rattazzi *qu'il était l'esprit le plus clairvoyant de l'Espagne*. De 1856 à 1866, il fut le lieutenant de Calvo Asensis qui rédigeait *la Iberia ;* après la mort de l'éminent publiciste, il prit la direction de ce journal, l'organe des progressistes. Lorsque ce parti se déclara anti-dynastique, Sagasta devint, à côté de Prim, le plus actif des conspirateurs. Il brava courageusement le ministère dans les colonnes de son journal ; et à la fin de 1866, il fut condamné à

mort pour la part qu'il avait prise au soulèvement du 22 juin. Résidant à Madrid, il se réfugia près Paris, à Saint-Denis, où il ne cessa pas un seul instant de travailler en faveur de la révolution qui amena la chute d'Isabelle II.

Dans la période d'incubation de ce mouvement, il fit plusieurs voyages politiques, en Angleterre, en Italie et en France. Personne n'aurait soupçonné que le simple et affable bourgeois de Saint-Denis était un conspirateur infatigable et le futur ministre qui devait présider bientôt aux destinées de l'Espagne libérale. Il était à bord de la frégate *Saragosse* dans le port de Cadix, à côté du général Prim et de Topete, lorsque le cri révolutionnaire éclata pour la première fois dans la marine espagnole. Ce cri lancé de la frégate, et qui devait retentir ensuite par toute l'Espagne, trouva un écho sympathique et produisit un mouvement plus généreux par ses aspirations qu'heureux dans ses résultats.

Sagasta fut nommé par le gouvernement provisoire ministre de l'intérieur (8 octobre 1868). Il montra alors des sentiments conservateurs et monarchiques, car, tout en respectant les idées de son ancien parti, il sut opposer une barrière infranchissable aux démocrates de toutes les nuances. Habile et courageux à la fois, il tint tête aux attaques de l'opposition dans le parlement et réprima les

émeutes qui éclataient de tous côtés. Une semblable conduite de la part d'un ancien conspirateur était faite pour lui gagner la confiance et l'appui des classes élevées. Aussi sut-il se concilier beaucoup d'amis parmi les membres de l'Union libérale. Après avoir occupé le ministère des affaires étrangères, puis celui des finances par intérim, il fut porté, en 1871, à la présidence de la chambre. Une rivalité plus personnelle que politique, suscitée à propos de la discussion sur l'Internationale, éclata entre lui et Ruiz Zorilla. La division se déclara au sein du parti progressiste : d'un côté, Zorilla, entraînant à sa suite la fraction la plus avancée et les démocrates monarchistes, forma le parti *radical*; de l'autre, Sagasta, uni aux progressistes modérés et surtout aux unionistes dont Serrano était le chef, fonda le parti constitutionnel, c'est-à-dire conservateur.

A dater de ce moment, Sagasta, comme il fallait s'y attendre, fut en butte aux attaques du parti qu'il avait délaissé; les haines politiques se déchaînèrent avec d'autant plus de furie qu'elles se développaient entre éléments presque similaires. Il eut à subir toute espèce d'injures et de calomnies de la part de la presse républicaine et même de quelques autres feuilles qui le poursuivirent avec opiniâtreté, et dont il dut lire chaque jour les accusations passionnées sans rien changer à son attitude. Cett

froideur dédaigneuse, qu'on n'aurait pas attendue d'un caractère aussi violent, cette impassibilité est une des principales qualités de Sagasta comme homme d'État.

Sagasta, qui avait fait partie du premier cabinet d'Amédée de Savoie, présida celui du 19 décembre 1871 qui n'eut qu'une durée éphémère. C'est alors que le maréchal Serrano étouffa en peu de jours l'insurrection carliste, la plus formidable qui se fût présentée jusqu'alors, et que Camacho présenta le premier projet de réorganisation financière. Le ministère fut vaincu (22 mai), non par les votes de la chambre, mais par la prérogative royale dont une mauvaise interprétation de la loi fit faire un usage imprudent. Nous avons expliqué cela dans notre premier chapitre.

Dès que Serrano, qui continua en quelque sorte la politique de Sagasta, prit le pouvoir, le trône d'Amédée se trouva privé de son plus ferme soutien, et il était facile de prévoir que la révolution marchait à pas de géant vers la république. Une monarchie qui puisait sa force dans le suffrage universel devait acquérir, à tout prix, l'appui des conservateurs, de même qu'une monarchie qui repose sur le principe héréditaire doit employer tous ses efforts à rallier la bourgeoisie et le peuple par une conduite libérale.

Serrano, Sagasta et leurs coreligionnaires vécurent

dès lors éloignés des affaires. Lorsque la république fut proclamée, ils restèrent neutres, se contentant de combattre autant qu'ils le pouvaient les excès de la démagogie et mettant leur influence politique du côté de ceux qui conseillaient la résistance. Après la chute de Castelar, le parti constitutionnel devait hériter des avantages que venait de créer le coup d'État du général Pavia ; c'est ce qui arriva.

Dans le nouveau gouvernement qui se forma sous la présidence de Serrano (3 janvier 1874), Sagasta eut le portefeuille des affaires étrangères et il prépara les négociations qui devaient aboutir à la reconnaissance de la république par toutes les puissances. Après la crise ministérielle du 11 mai, il prit le portefeuille de l'intérieur, et en septembre il fut nommé président du conseil, poste qu'il occupa jusqu'au pronunciamento militaire qui amena la restauration.

Le parti de Serrano et de Sagasta fit les plus grands efforts pour reconstituer l'ordre, il continua l'œuvre de Castelar. De grandes levées, les plus importantes qu'on ait jamais faites en Espagne, la reconstitution des finances, tous les avantages dont nous avons déjà parlé furent les plus beaux titres de gloire des constitutionnels, du chef de l'Etat, de Serrano et surtout de Sagasta, l'initiateur et le défenseur de cette politique nationale exempte des préjugés de parti, qui sauva la société de l'anarchie

et prépara le triomphe de la cause libérale contre l'absolutisme en armes.

Depuis lors, Sagasta passa pour être l'homme d'État de l'Espagne, celui du moins qui a montré le plus de qualités gouvernementales. Il a reconnu Alphonse XII, mais il défend toujours les principes politiques de la révolution de septembre dans toute leur pureté. A la chambre, il est à la tête d'un petit groupe d'amis, plus influent par les talents que par le nombre et qui a donné plus d'un souci au ministère dirigeant d'aujourd'hui. Canovas, en effet, ne dispose que d'une majorité sans cohésion et sans programme commun. Sagasta, au contraire, ne fait qu'un avec son parti : c'est une force politique organisée qui peut, à un moment donné, être d'un grand secours à la dynastie, parce qu'elle a des attaches dans le pays.

Si la monarchie reste la forme définitive du gouvernement, le parti constitutionnel a un grand avenir, je dirai plus, un prochain avenir.

IX

CASTELAR, SALMERON, PI Y MARGALL ET LES RÉPUBLICAINS

Le portrait de Castelar exigerait à lui seul tout un chapitre. (Je ne le tenterai pas.) L'amitié que j'éprouve pour lui est trop profonde et ma reconnaissance trop grande, pour que j'en puisse parler en toute effusion de cœur ; on n'excéderait pas les limites de l'impartialité en lui accordant tous les éloges qu'il mérite, et si je disais de lui tout le bien que j'en pense, on ne me croirait pas impartiale. Ensuite, comme il est non-seulement un homme d'Etat et un homme de lettres, mais encore un savant, un artiste, il n'est guère de sujet auquel on puisse toucher sans rencontrer son nom sous la plume. Le meilleur, le seul éloge d'un homme si merveilleusement doué, ce serait de le nommer. Il y a des noms qui valent tout un livre.

Nous avons dû nous occuper à plusieurs reprises du parti républicain, mais nous n'avons pas encore

tracé les profils des hommes les plus importants, ni donné un aperçu des événements qui ont amené l'apparition de chacun d'eux sur la scène politique. La succession rapide des faits accomplis pendant la courte durée du régime républicain rendrait difficile à un Espagnol la tâche d'en faire une esquisse exacte et précise ; à plus forte raison cela est-il impossible pour un étranger ; aussi dois-je me borner à des renseignemeuts sommaires.

Le parti républicain naquit de l'effervescence de la révolution de septembre. Avant cette époque, il n'était pas organisé, c'est à peine s'il existait en germe ; les écrits ou les journaux qui propageaient les idées démocratiques ne parlaient pas de république, et c'est ainsi que M. Rivero, rédacteur en chef de *la Discusion*, le plus zélé défenseur de la démocratie, a pu, sans se contredire, soutenir la monarchie après 1868, jusqu'à l'abdication d'Amédée. MM. Orense, Figueras, Pi y Margall et Castelar étaient des républicains avérés ; ils avaient toujours, dans les académies, les réunions publiques et les Cortès, défendu la république ; mais qui aurait pu signaler leurs partisans ou même les chefs du parti la veille de la révolution ? Il y avait en Espagne, comme dans tous les pays monarchiques, quelques théoriciens d'un côté, de grandes masses de l'autre, ayant des aspirations communes pour la république plus ou moins mélangées de sentiments

socialistes. Loin de les considérer comme les éléments d'un grand parti, il fallait y voir tout au plus un sol préparé à recevoir et à développer la semence adroitement répandue. C'est ainsi qu'au moment où la révolution éclata, une foule de tribuns improvisés en profitèrent pour exciter les passions populaires et les pousser aux excès, prêchant, sous les dehors républicains et sous l'égide de noms respectés, les plus folles théories du communisme. C'est ainsi qu'ils mêlaient à leurs discours imagés les noms de Castelar, de Pi, de Figueras et d'autres encore. Voilà comment, en peu de temps, le parti de ceux-ci se trouva formé à leur insu, et comment, derrière eux, se groupèrent un grand nombre d'hommes de bonne volonté; mais un nombre plus grand encore d'hommes, séduits par les illusions du socialisme le plus démagogique. Cette armée devint si forte et si nombreuse, qu'elle entraîna ses chefs au lieu de leur obéir. Discipliner un parti qui se forme en pleine révolution est une entreprise qui dépasse les forces humaines. Il était aisé de prévoir que c'était parmi cette multitude confuse que se rencontrerait le péril, si la république était proclamée avant d'être mûre dans l'opinion générale, si elle était due à la pression des circonstances plutôt qu'aux nécessités politiques. Orense, marquis d'Albaïda, était, par son âge et sa fidélité aux principes, le patriarche du parti répu-

blicain. Malheureusement, l'autorité que lui donnaient ses services lui fut fatale ; d'un caractère enthousiaste et porté à l'exagération, il ne se contentait pas de la forme républicaine, et allait jusqu'au fédéralisme, négation de l'histoire nationale dans les temps modernes. Ce fut lui qui entraîna son parti, même les hommes les plus illustres, à accepter et à défendre cette forme de constitution, qui devint désormais l'aspiration fondamentale de tous les républicains espagnols, à peu d'exceptions près.

Emilio Castelar, écrivain, journaliste, professeur d'histoire à l'université de Madrid, orateur de l'Athénée, qui avait répandu de tous côtés les idées démocratiques avec la fougue inspirée du plus grand artiste en parole que l'Espagne ait jamais produit, devint naturellement le *verbe* de la république. Dans le principe, il partagea les tendances fédérales, tout en accusant dans ses discours une légère nuance conservatrice. Mais alors on luttait ; l'heure de la république n'avait pas sonné, et il fallait de la part de tous faire des concessions réciproques, se présenter comme un parti homogène, sans divisions et même sans nuances. N'est-ce pas là un motif suffisant d'excuser Castelar de n'avoir pas maintenu les principes conservateurs avec plus d'énergie au sein du républicanisme et de ne les avoir proclamés comme nécessaires que lorsque des

actes insensés de ses coreligionnaires l'obligèrent à donner ses explications au parlement ? Il croyait très-éloigné le moment de mettre en pratique les doctrines qu'on soutenait dans les rêves de l'opposition avec l'emportement des partis qui sont en minorité dans les assemblées.

Ce moment critique survint brusquement et les républicains eurent en main le pouvoir. Les nécessités de la guerre carliste et les besoins de l'administration pressaient de tous côtés ; les masses fanatisées exigeaient, les armes à la main, l'accomplissement des promesses follement propagées dans toute l'Espagne. On réclamait la suppression de l'armée et la guerre était partout ; la suppression des impôts et il fallait pourvoir à l'existence de l'État sous quelque forme que ce fût. On voulait le fédéralisme, qui se traduisait par la désobéissance au gouvernement central ; de chaque ville importante on prétendait faire la capitale d'un nouvel Etat, d'une nouvelle patrie. Les chefs du parti républicain, n'ayant à leur service que la persuasion, furent impuissants à maîtriser ce bouleversement social qu'ils n'avaient pas prévu ; aussi s'usèrent-ils vite.

Après le départ du roi Amédée, le 11 février 1873, la république fut proclamée à Madrid, et Stanislas Figueras choisi pour être le chef du pouvoir exécutif. C'était un Catalan, natif de Barcelone, avocat

distingué et qui avait donné maintes preuves de son patriotisme; il avait alors cinquante-quatre ans. Aux prises avec les intransigeants et les radicaux ou monarchistes déguisés, il transigea avec les premiers et déjoua les intrigues des seconds, présida aux élections des Cortès d'où sortit une majorité de fédéralistes, et, las d'une lutte incessante, il résigna ses fonctions (10 juin) pour aller goûter le repos au delà des Pyrénées : sa présidence avait duré quatre mois.

Juan Pi y Margall lui succéda. Il siégeait à l'extrême gauche. Propagateur pacifique du socialisme, sectaire idéaliste plus que politique, il eut à faire l'épreuve de la république fédérale qui venait d'être adoptée. On a trop blâmé son administration; la défense qu'il en a publiée a été à peine connue. Qu'avait-il à gagner de son passage au pouvoir ? Il y fut porté malgré lui, et sa bonne foi est hors de doute. Il ne connaissait pas l'état du pays qu'il voyait toujours à travers son imagination et ses théories; il appliqua sévèrement, intégralement, honnêtement ses principes, et le mal se produisit à son insu.

Son premier acte fut de tenter une sorte de rapprochement entre les partis dominants : il composa son ministère d'intransigeants et de républicains modérés, par moitié. Au lieu de concilier et d'apaiser, il réussit à mécontenter tout le monde : ce

ministère dura onze jours. Dans celui qui prit ensuite les affaires (28 juin), les intransigeants n'eurent pas la majorité; ils menacèrent le gouvernement qui se vit obligé de demander la suspension des garanties constitutionnelles. Cette mesure, grave dans tous les temps, fut votée par les Cortès ; elle amena la retraite des ultra-démocrates, au nombre d'environ quarante, Contreras en tête. Ce fut le signal de l'insurrection cantonaliste : Alcoy, Malaga, Séville, Cadix, Carthagène, arborèrent le drapeau rouge. Car ce n'était plus la république fédérale qui pouvait satisfaire les intransigeants: ils prétendaient faire de chaque ville, de chaque canton, de chaque bourg, un État séparé. Pi y Margall s'épuisa en vains efforts pour ramener la concorde. Le 18 juillet, il donnait sa démission.

Le même jour, les Cortès lui donnèrent pour successeur leur président, Nicolas Salmeron, avec un cabinet homogène, c'est-à-dire composé exclusivement de républicains modérés. Celui-là aussi était un honnête homme, un philosophe, un théoricien, qui s'était prononcé pour la république fédérative après quelques hésitations. Le premier, il inaugura la politique de résistance; mais lorsqu'il se vit en face du rétablissement de la peine de mort dans le code militaire, il n'eut pas la force de rompre avec les idées de toute sa vie, et résigna le pouvoir (7 septembre). Il l'avait gardé autant que son pré-

décesseur : deux mois. La présidence des Cortès, qu'il reprit, lui convenait beaucoup mieux.

Ce fut le tour de Castelar.

Élu à une grande majorité président de la république (c'était le quatrième), il put dire de lui-même, sans forfanterie : « D'autres valent mieux que moi pour l'intelligence, pour l'élévation des idées, pour le génie politique; mais pour l'amour de la liberté, de la démocratie, de la république et de la patrie, je ne cède le pas à personne. » Tous les républicains, sauf les intransigeants, se mirent sous ses ordres pour l'aider dans l'œuvre de reconstruction nationale et sociale qu'il entreprit avec un courage qui n'étonna aucun de ceux qui l'avaient vu, le 23 avril 1873, braver la mort et l'impopularité pour sauver la vie de plusieurs députés, Echegaray entre autres, poursuivis comme traîtres par le peuple ameuté.

Du moment que Castelar prit le pouvoir, il fit proclamer la dictature par la Chambre (21 septembre) et rompit avec le préjugé du fédéralisme, alléguant que la raison d'État et le salut de la patrie seraient dorénavant la règle de ses actes. Il compléta les cadres de l'armée avec une levée de 80,000 hommes, et il eût, certes, sauvé l'Espagne sans l'aveuglement de l'Assemblée. Nous avons exposé ailleurs les événements qui s'y produisirent, nous aurons lieu d'y revenir encore.

Les républicains connaissent à présent la route à suivre, et quand le temps aura fait son œuvre, ils sauront décider entre ceux qui veulent les mener par les voies de l'émeute, et ceux qui leur conseillent de ne pas compromettre par trop de hâte l'action légale et pacifique de la liberté.

X

AUTRES PROFILS : SERRANO, TOPETE, ROMERO-ORTIZ

Francisco Serrano est, on peut le dire sans crainte, un enfant gâté de la fortune. Fils d'un général, il naquit en 1810, aux environs de Cadix. D'une valeur brillante, il gagna ses premiers grades dans la guerre civile; à trente ans, il était général de division. Son esprit aventureux et sa hardiesse sans pareille l'avaient mis en faveur auprès de la reine mère Marie-Christine, alors régente. Nous ne le suivrons pas dans les phases si variées de son éclatante carrière; le souvenir en est encore présent dans la mémoire des lecteurs. Qu'il nous suffise de rappeler qu'il eut tous les honneurs que peut ambitionner l'homme le plus exigeant, et qu'il fut successivement, sous le règne d'Isabelle, ministre de la guerre, sénateur, capitaine-général, grand d'Espagne, duc de la Torre, etc. Il eut l'art de se faire des amis dans l'Union libérale, et à la mort du gé-

néral O'Donnell (1867), il devint le chef de ce parti.

A cette dernière date, il présidait la Chambre des pairs, lorsque le parti modéré amena par son aveuglement la chute de la dynastie. Narvaez, son ennemi, le fit arrêter, ainsi que Rios-Rosas, président de la Chambre élective, pour avoir protesté contre la prorogation illégale des Cortès. Puis, tous deux et plusieurs autres députés durent quitter l'Espagne et se réfugier aux îles Canaries. Nous avons parlé de cet événement qui décida du sort du pays en lançant l'Union libérale dans la conspiration des progressistes. Dès lors, la révolution était faite, et lorsqu'elle éclata, Serrano accourut à Cadix pour prendre avec Prim la direction du mouvement.

Le ministère provisoire constitué, Serrano devint le chef du pouvoir exécutif et, en juin 1869, régent du royaume, fonctions qu'il remplit jusqu'à l'arrivée du prince Amédée. On s'accorde à reconnaître que dans ce poste difficile, il se conduisit en vrai monarque constitutionnel, et que, malgré ses préférences pour la candidature du duc de Montpensier, il abandonna entièrement aux Cortès la direction des affaires, tant pour décider les crises ministérielles que dans le choix du prince qui devait le remplacer.

Le roi Amédée en Espagne, Serrano fut chargé de former son premier cabinet et il le présida pen-

dant neuf mois (4 janvier au 6 octobre 1871). Dès que les carlistes se soulevèrent, ce fut lui qui, à la tête de l'armée, en Navarre, leur infligea les défaites d'Oroquieta et d'Oñate. Rappelé à la tête du ministère, il n'y fit qu'un court passage et se retira (juin 1872), sans avoir pu obtenir du roi la suspension des garanties constitutionnelles, nécessaire, selon lui, pour réprimer l'audace croissante des républicains.

En parlant du parti constitutionnel, nous avons dit toute l'histoire du maréchal Serrano. Il suffit, pour achever ce profil, d'ajouter qu'après le coup d'État du général Pavia, il fut porté d'une voix unanime à la présidence du pouvoir exécutif de la république (3 janvier 1874), qu'il s'y conduisit avec la même impartialité dont il avait fait preuve comme régent, et qu'il consentit à prendre le commandement de l'armée, réorganisée par son ministère, chaque fois qu'un revers inattendu exigeait qu'il y eût à la tête des bataillons un chef aimé du soldat. Quoi qu'on pense de lui, Serrano aura une large place dans l'histoire contemporaine. On ne lui refusera pas la gloire d'avoir dirigé les premières batailles décisives contre le carlisme, non plus que celle d'être descendu deux fois du pouvoir suprême sans avoir essayé, comme l'ont fait tant d'ambitieux, de s'y rendre nécessaire. « Je ne veux pas, » écrivait-il le 29 décembre 1874, à ses minis-

tres, en appréciant le pronunciamento de Martinez Campos en faveur d'Alphonse XII, « je ne veux pas que ma patrie soit déchirée par une troisième guerre civile. »

Nous avons déjà trop parlé de la révolution de septembre pour que le nom de Topete ne se soit pas rencontré sous notre plume.

Topete (Jean-Baptiste) est un ancien marin qui avait rendu de nombreux services à son pays avant de se lancer dans la politique. C'est un héros du Callao, de cette bataille navale qui prouva, en 1860, que l'Espagne tenait encore son rang parmi les puissances maritimes. Né en 1821, d'une famille mexicaine, dans le Yucatan, il était arrivé au grade de contre-amiral, lorsqu'il se trouva en contact avec les libéraux qui le décidèrent à apporter son concours à la cause qui paraissait alors à tous une cause nationale. Sans avoir rien à espérer que des mécomptes et des désillusions, il se voua complétement à la révolution de 1868 et il en fut le promoteur dans le port de Cadix. Il fit partie ensuite, comme ministre de la marine et des colonies, ou comme président du conseil, de plusieurs ministères; soutint toujours les idées libérales les plus conservatrices, et oublia ses attachements ou ses sympathies personnelles pour le bien de la nation en toute circonstance, ce qui lui attira les persécutions et les calomnies de la part de ceux qui pen-

saient autrement que lui. Partisan déclaré de la candidature du duc de Montpensier, il eut néanmoins le dévouement, à la mort de Prim, d'aller, comme chef du ministère, au-devant du roi Amédée, et de le servir loyalement jusqu'à son abdication. La république proclamée, il n'eut plus qu'à attendre le moment de pouvoir être utile à la cause nationale. Le 23 avril 1873 et le 3 janvier 1874, il fut au premier rang à côté de ceux qui coururent les plus grands dangers. Topete s'est consacré à la défense des idées qu'il a fait triompher en 1868; mais l'état de sa santé, ses blessures et des malheurs de famille le confinent actuellement dans la vie privée. Tous doivent respecter ce grand homme de bien, et tous le respectent, en effet, car, à une époque d'égoïsme et de relâchement, il s'est retiré comme Cincinnatus, et après avoir occupé le premier rang, il est rentré dans la vie simple et modeste qui lui plaît entre toutes, et cela plus pauvre qu'il ne l'était à la veille de la révolution.

Parmi les hommes qui, pendant cette période, ont montré un caractère ferme et des qualités de gouvernement, se trouve M. Romero-Ortiz. Nous aurions eu à parler de lui à plusieurs reprises dans cet ouvrage, si nous n'avions pas cru qu'il méritait une place spéciale. Possédant une vaste érudition et des convictions tranchées, il débuta dans le parti progressiste, dont il partagea non-seulement toutes

les idées, mais dont il est, pour ainsi dire, l'incarnation vivante, quoiqu'il se joignît à l'Union libérale dès la formation de ce parti et qu'il la suivît dans ses diverses transformations. Jeune encore, il dut se réfugier en Portugal, où il est non-seulement estimé, mais extrêmement populaire; j'ai eu personnellement la preuve de l'affection que lui portent les hommes les plus importants de la politique et de la science lusitaniennes. Il est désiré par chacun comme ambassadeur d'Espagne, poste qui lui conviendrait entre tous, si son parti venait au pouvoir, et si la politique militante ne devait pas l'accaparer. Il fut redevable de cet honneur à sa terre natale, cette province de Galice, qui a produit plusieurs individualités remarquables, Ulloa et Montero-Rios entre autres. Au parlement, il a toujours défendu les idées libérales, qui sont le *credo* du parti progressiste, et il figurait au premier rang en politique comme dans les sciences. Lors de la révolution de 1868, il fut nommé tout d'une voix ministre de grâce et de justice. De ce moment date sa réputation d'homme d'État.

La suppression de l'ordre des Jésuites et de toutes les sociétés en rapport avec eux, l'établissement de la liberté religieuse, l'inamovibilité des juges et des magistrats, comme l'indépendance du pouvoir judiciaire, et d'autres mesures radicalement libérales le posèrent dans l'opinion publique à l'avant-garde du parti constitutionnel. Il y jouit, au reste, d'une

légitime autorité par la rectitude et l'intégrité de ses principes, non moins que par son éloquence et la supériorité de son esprit. En 1874, il accepta le portefeuille des colonies. Ses discours produisent toujours grande sensation, ils sont attendus avec impatience, et on y relève la concision des idées, l'exposition et la netteté des vues. Malheureusement, sa santé est assez précaire.

Écrivain de talent, M. Romero-Ortiz a publié, sur la littérature portugaise, un livre qui est un chef-d'œuvre de clarté, de finesse et d'érudition. Sa réputation, comme journaliste, date de sa première jeunesse.

M. Romero-Ortiz a rassemblé, à ses heures de loisir, une curieuse collection de souvenirs et de documents historiques. Outre un grand nombre d'objets ayant appartenu à des hommes célèbres de tous les pays et de tous les temps, on peut y voir la carte annotée du théâtre de la guerre franco-prussienne, qui a servi à M. de Moltke pendant toute la campagne et dont le général lui-même fit cadeau à M. Romero-Ortiz, un morceau de la chemise de sainte Thérèse, un autographe de Cervantès, des encriers, des plumes, des armes et des uniformes ayant appartenu à des généraux célèbres.

Nous avons visité ce musée qui a une grande valeur historique, et qui, tous les jours, s'accroît par les soins de son illustre propriétaire.

XI

LES FINANCIERS ET LES FINANCES

Camacho. — Salaverria.

Le premier entre tous les hommes politiques qui révolutionna les finances de l'Espagne fut sans nul doute Mendizabal, si tristement poursuivi par la calomnie et la diffamation.

Il opéra en peu de temps, il y a plus de quarante ans (c'était en 1835), une réforme dont la révolution française avait donné l'exemple et que l'Italie n'adopta qu'en 1866, le désamortissement des biens du clergé, qui fut sanctionné en 1859 par le saint-siége. Il régla ensuite la dette publique. Bravo-Murillo, du parti modéré, rendit alors un grand service au pays en adoptant ces mesures qui ont été la base de tous les arrangements financiers postérieurs.

Une des causes qui ont certainement le plus contribué à la révolution de septembre fut la mauvaise

situation des finances, administrées avec peu d'habileté depuis la retraite de Pedro Salaverria en 1863.

M. Salaverria, aujourd'hui presque septuagénaire, avait fait partie, pendant cinq ans, du cabinet de l'Union libérale. Il avait réussi à percevoir les impôts d'une façon normale et à équilibrer le budget; peut-être depuis lors n'a-t-on plus appliqué l'article de la constitution qui exige que ce budget soit approuvé par les corps législatifs; c'est un véritable titre de gloire pour ce ministre qui, ayant à peine marqué dans la politique avant 1857, parvint à constituer la vie financière de l'État, facilitant le mouvement des affaires, trouvant des ressources partout et pour tout, faisant élever la cotisation de la dette espagnole à un chiffre qu'elle n'avait jamais atteint et qu'elle ne devait plus atteindre, enfin donnant un cours régulier aux travaux publics, dont le développement fut vraiment remarquable eu égard aux circonstances.

Il est vrai que M. Salaverria occupa le ministère dans la plus heureuse période du règne d'Isabelle II, mais il est vrai aussi qu'il sut contribuer au bien-être du pays par ses sages et habiles mesures.

Après Salaverria, il n'y a pas eu de financier digne de ce nom jusqu'à la révolution. M. Figuerola en fut le premier ministre des finances; trop théoricien

d'ailleurs, il ouvrit le chemin à d'autres économistes, ses élèves, qui, doués comme lui d'instruction et de bonne volonté, introduisirent des réformes pour lesquelles le pays n'était pas suffisamment préparé. Sur certains points ils montrèrent sans doute beaucoup de sens pratique; mais, à en juger par le chiffre de la dette et par l'état du budget, on ne peut présenter leur passage aux affaires comme une phase de prospérité.

Arrivons à J.-Fr. Camacho, qui le premier dressa un plan complet pour la réorganisation des impôts et parvint à établir un vrai système financier. Il eut deux fois le portefeuille; en 1872, il dut quitter le ministère au moment où il venait de présenter aux chambres quatre projets de lois qui résumaient les problèmes de la question financière. Il laissa dans son parti un vif souvenir de la droiture et de la sévérité de ses principes, et lorsque les constitutionnels revinrent au pouvoir en 1874, ils réclamèrent son concours avec la certitude de trouver en lui un ferme appui au milieu des circonstances critiques où était l'Espagne. Il fallait un certain courage, en effet, pour assumer la responsabilité des finances en ce moment : elles étaient le nœud de la situation, la pierre d'achoppement ou l'ancre de salut du gouvernement.

Les impôts d'un utile rendement étaient abolis, on vivait au jour le jour, en faisant des emprunts

à n'importe quel taux, en lançant sur le marché, à tout propos, de nouvelles émissions de la dette qui faisaient descendre la cote tous les jours.

Les exigences impérieuses de la guerre civile avaient obligé les différents ministres à chercher de l'argent à tout prix ; la pression politique des événements qui eurent lieu pendant la République fédérale empêcha d'appliquer et de combiner des plans arrêtés et réfléchis. Les marchés étrangers, depuis 1868, ne donnaient plus un centime ; plusieurs emprunts forcés avaient été levés ; toutes les valeurs en portefeuille étaient négociées ; la dissolution sociale rendait inutile toute démarche du gouvernement central, et le recouvrement des impôts devenait presque impossible ; les exploiteurs des désastres nationaux prospéraient en prêtant à des conditions honteuses pour le ministère et accablantes pour le pays. Le désordre était au comble dans les impôts, les contributions de toutes sortes, le Trésor public, la dette nationale (dont on ignorait le chiffre réel), l'administration économique, la comptabilité centrale ; et durant ce temps la guerre continuait et exigeait plus d'un million par jour. Tel était le tableau désolant des finances, lorsque M. Camacho prit le portefeuille en mai 1874.

Voici à présent tout ce qu'il fit ou du moins les résultats les plus importants de son passage aux affaires. Il travailla d'abord à réorganiser son admi-

nistration en appelant aux emplois dans les chefs-lieux de provinces des fonctionnaires fermes et capables, en résistant à toute sollicitation en faveur d'un employé dont la capacité fût douteuse ou l'honorabilité suspecte.

Bientôt les rouages de l'administration purent fonctionner régulièrement, et M. Camacho se trouva en mesure de développer ses plans et d'introduire l'ordre là où régnait une complète anarchie.

Convaincu que le système des emprunts, dans les circonstances où l'on était, menait à la ruine de l'État et à la banqueroute dans un avenir prochain, il arrêta le cours de ces opérations, s'attirant ainsi les haines de tous les intéressés à ces désastreuses affaires, et se voyant tous les jours attaqué dans les journaux sans perdre courage un seul instant. Puis il prépara les nouvelles bases de crédit public, en se fondant sur cet axiome très-simple : « Ce que le pays doit dépenser, il doit le payer, » axiome à la portée des intelligences les moins aptes aux affaires, et qui n'en a pas moins un sens profond.

De là découlait cet autre principe pratique : « Puisque le pays doit tout payer, qu'il paye au moment de la dépense au lieu d'attendre avec les termes des emprunts les intérêts exagérés que ceux-ci exigent. »

Et voilà comment, à l'aide d'axiomes élémentaires, on arriva à formuler un plan de finances

complet, qui se traduisit par la levée des contributions suffisant à couvrir toutes les dépenses nécessaires.[1]

Le cabinet dont Camacho faisait partie avait porté les forces de l'armée à 300,000 hommes qu'il fallait arıner de fusils Remington d'un prix élevé, habiller et pourvoir de munitions. Tout cela devait être fait dans un court délai.

En quelques jours, Camacho présenta un budget complet, qui avait l'immense avantage de parer aux nécessités présentes, sans négliger les questions moins urgentes qui exigeaient une solution plus réfléchie, comme, par exemple, les intérêts de la dette publique et le bilan exact du Trésor. Il donna à étudier ces mêmes questions à des commissions formées d'hommes d'une autorité généralement reconnue et personnellement intéressés dans les affaires. Ces commissions se mirent aussitôt à l'œuvre.

Le budget établi sur les bases que nous avons indiquées comportait naturellement de nouveaux impôts, difficiles à percevoir, et en rétablissait d'autres, comme les octrois, abolis de longue date et peu sympathiques aux masses, d'un résultat positif pourtant, mais qui pouvaient servir de prétexte à des troubles dans le pays. — Malgré ces difficultés et d'après des mesures sagement combinées, les octrois furent réinstallés, en vingt-quatre heures,

dans toute l'Espagne, sans qu'il y eût aucun signe de désordre, et les autres impôts furent installés de même. M. Camacho opéra donc, en peu de temps, ce qu'on croyait impossible jusque-là, c'est-à-dire le recouvrement de toutes les contributions aux époques fixées. De cette façon les nécessités urgentes de la guerre furent assurées.

Quelques mois suffirent à M. Camacho pour réorganiser les finances et l'administration, et il laissa à son successeur Salaverria (12 septembre 1875) un département en ordre, un budget étudié et pratique.

Comme appendice à ce chapitre, et pour qu'on puisse juger de la richesse contribuable ainsi que de l'état de l'administration espagnole, nous présentons ci-après les résumés du budget présenté par M. Barzanallana, le ministre en exercice aux Cortès en avril 1877.

Budget de l'année 1877-1878.

(En pesetas; 1 peseta vaut environ 1 fr.)

Dépenses.

Liste civile	9.500.000
Corps législatif	1.007.428
Dette publique	249.724.445
Justice	2.985.940
Pensions	41.695.732
Présidence du conseil des ministres	1.081.709
A reporter	305.995.254

Report...........	305.995.254
Ministère des affaires étrangères.	3.253.118
— de la justice..........	52.629.307
— de la guerre	122.291.918
— de la marine..........	25.984.774
— de l'intérieur	40.831.924
— des travaux publics...	48.857.209
— des finances..........	133.156.680
Dépenses extraordinaires	2.775.000
Total des dépenses.....	735.775.184

Recettes.

Contributions directes..........	287.221.328
— indirectes........	209.017.500
Timbre et entreprises en régie..	219.265.027
Vente des biens nationaux	12.864.792
Revenus des colonies	5.000.000
Indemnité du Maroc	2.500.000
Total des recettes	735.868.647

D'après un rapport publié par le gouvernement dans la *Guia official de España* de 1877, le chiffre général de la dette publique, capital et intérêts, s'élevait, le 30 juin 1876, à la somme de *douze milliards et demi de francs* environ.

Plusieurs personnes compétentes nous assurent que l'augmentation de la richesse, malgré la guerre, permet d'augmenter les ressources du budget, savoir :

Contributions directes...	3.000	millions de réaux
— indirectes.	1.000	— —
Total	4.000	millions de réaux

Soit un million de francs de plus par an.

XII

LE 3 JANVIER 1874 ET LE GÉNÉRAL PAVIA

Nous avons plusieurs fois parlé du 3 janvier 1874 dans le courant de cette étude : si nous y revenons à présent, c'est pour rappeler quelques détails de ce 18 brumaire, qui ne se fit pas dans l'intérêt d'un homme, mais qui eut pour objet le rétablissement de l'ordre. Il ne faut jamais applaudir aux coups d'État, même lorsqu'ils ont été attendus, absous, glorifiés par l'opinion publique comme celui du 3 janvier. Il est toujours hasardeux de remettre le sort d'une nation entre les mains d'un hardi soldat ; aussi ne sommes-nous pas tenté de louer un acte que son auteur a regretté publiquement de s'être vu dans la nécessité d'accomplir ; nous nous bornerons à exposer les événements qui expliquent la conduite du général Pavia.

Des excès, qui sont la conséquence forcée de toute révolution, vinrent à se produire sur plusieurs points du territoire dans le courant de l'année 1873. Les partisans les plus conservateurs de la

République avaient été obligés de combattre leurs anciens amis par tous les moyens. Ils avaient eu à lutter contre les émeutes fomentées par les ennemis de l'ordre, qui se cachaient derrière le drapeau de la République fédérale, déshonorant ainsi la forme des institutions que le gouvernement paraissait résolu à adopter et éveillant la haine de tous les citoyens pacifiques contre cette organisation, haine dont tout le poids retombait sur le ministère et paralysait ses efforts.

C'est ainsi que Salmeron et Castelar avaient dû poursuivre les crimes commis à Montilla et à Alcoy par ceux qui couvraient d'un manteau politique d'horribles assassinats. C'est ainsi que le gouvernement avait eu à combattre à outrance, avec le concours des troupes, les séditions cantonales de Séville et de Carthagène. Contre Séville il envoya l'armée d'Andalousie sous les ordres de Pavia, qui comprima l'insurrection avec une rapidité surprenante. Contre Carthagène, la place la plus forte de l'Espagne et celle où la révolte avait le plus de moyens de résistance, il fit marcher une armée de siége, que commandèrent successivement Ceballos, Martinez Campos et Lopez Dominguez; ce dernier amena huit jours après son arrivée, le 3 janvier, la reddition de la place, grâce à son initiative et à l'effet moral du coup d'État de Pavia, accepté dans toute l'Espagne avec acclamation.

Le grand malheur de la République, celui qui divisait le parti, qui empêchait toute action du ministère, entravé par ses alliés de la veille, vint de l'attitude hostile des classes aisées. On y désirait la réaction à tout prix ; on y voulait un dictateur, un sauveur quel qu'il fût et l'on se voyait tous les jours frustré dans les espérances qu'on avait fondées sur tel ou tel personnage. Estebanez, le général Gonzalez, par de petites résistances habilement calculées, s'étaient attiré beaucoup de sympathies. Castelar lui-même avait par la franchise de ses déclarations réussi à inspirer la confiance, car à sa grande influence sur les républicains, il joignit une force de caractère inattendue; malheureusement la Chambre qui lui avait témoigné toute sa confiance en l'autorisant à exercer une dictature absolue, changea d'avis pendant les vacances de l'automne de 1873, et elle se préparait à renverser son favori dans la première séance fixée au 2 janvier 1874.

Castelar comptait sur le concours de tous, et s'il avait eu la pensée de s'imposer à la Chambre par un coup d'État, il aurait rallié autour de lui le duc de la Torre, les anciens partis monarchiques, ainsi que les principaux chefs militaires, y compris Pavia, chargé du commandement des forces de la Nouvelle-Castille; mais Castelar croyait encore pouvoir dominer la situation avec la droite de la Chambre, c'est-à-dire avec les républicains modérés; il comptait par-

dessus tout sur son éloquence entraînante, sur son droit, sur le patriotisme de ses actes et de ses aspirations et, ajoutons-le, sur celui de ses concitoyens. Il comptait enfin sur la pression des événements qui imposaient à tous une grande sagesse en prévision des dangers prochains : voilà pourquoi il refusa d'accepter les ouvertures des généraux et des serviteurs de l'ancienne monarchie qui venaient à lui en ce moment suprême pour sauver l'ordre et la société.

Des hommes tels que Serrano et Pavia étaient pourtant des individualités dont l'appui n'était pas à dédaigner : Serrano, à cause de son grand crédit sur le parti conservateur ; Pavia, à cause de ses victoires récentes et du poste important qu'il occupait à Madrid. L'un et l'autre se concertèrent donc en secret pour agir résolûment dès que Castelar, trompé dans ses illusions, vaincu par le vote des députés, serait contraint de se retirer, et, à l'insu du gouvernement, Pavia se tint prêt à toute éventualité et disposa toute chose pour le coup d'État qu'il rêvait.

Le 2 janvier 1874, les Cortès se réunirent. Castelar demanda le renouvellement de ses pouvoirs et termina son message par cette phrase : « Il faut « fermer à jamais l'ère des soulèvements populaires « et des pronunciamentos. » Une longue discussion, ardente, confuse, s'engagea, qui dura jusqu'au len-

demain à cinq heures du matin. Les efforts surhumains de Castelar n'avaient abouti à rien. La Chambre, aveuglée, sans songer aux conséquences de ses résolutions, refusa par 120 voix contre 100 de prolonger la dictature de Castelar. Celui-ci déposa aussitôt sa démission et celle du ministère.

A peine la nouvelle en fut-elle connue au dehors que Pavia, qui avait réuni des troupes autour du palais des Cortès, dépêcha un officier à Salmeron qui présidait pour l'inviter à dissoudre l'assemblée dans cinq minutes. Il s'ensuivit une scène d'une confusion extrême. Castelar s'éleva avec véhémence contre une injonction qu'il qualifia d'insolente. De son côté, Salmeron proposa, en présence d'un danger commun, d'oublier leurs différends et de renouveler les pouvoirs du dictateur, ce qui fut voté d'acclamation. Mais Castelar s'écria : « Il est trop tard; il n'y a pas d'homme plus abandonné que moi en Espagne. »

Les cinq minutes de répit étaient écoulées depuis longtemps ; les soldats envahirent la salle des séances et tirèrent quelques coups de feu en l'air... A sept heures les députés rentrèrent tranquillement chez eux.

A quelque temps de là, dans la même journée, Pavia convoqua au palais tous les généraux qui avaient participé à la révolution de septembre, ainsi que les hommes les plus importants de tous les

partis politiques, n'excluant de cette réunion que les membres des partis extrêmes intransigeants et carlistes. Ils s'empressèrent d'accourir : conservateurs, progressistes, modérés ; on revit alors des gens qui se tenaient à l'écart, comme Topète, Martos, Sagasta, Garcia Ruiz, Serrano, Concha.

L'orateur du moment fut Pavia; voici ce qu'il formula en substance : « L'acte qu'il venait d'accomplir était très-grave et ne pouvait se justifier que par des circonstances extraordinaires. Il s'y était décidé de son propre mouvement, sans ambition personnelle ni visée politique. Si Castelar n'était pas tombé, il n'eût point agi ; mais sachant que sa chute déterminerait l'avénement d'un ministère qui désorganiserait l'armée et hâterait la dissolution sociale, il avait exécuté une résolution qu'il avait prise dans cette éventualité, sans consulter personne. Ce qu'il avait fait n'était que par pur patriotisme et dans l'intérêt de la nation, qui eût été perdue sans retour, si la marée montante de la démagogie n'était arrêtée par quelqu'un. Pour ses soldats comme pour lui, il refusait toutes récompenses ; sa mission terminée, il reviendrait à son poste prêt à tirer l'épée contre quiconque troublerait la paix publique. »

On sait le reste. Serrano fut porté au pouvoir, avec les hommes de 1868, et la République chancelante alla s'affaiblissant jusqu'à la fin de l'année, où

un soldat moins scrupuleux la renversa pour faire place à Alphonse XII.

Tel fut l'auteur de ce singulier coup d'État : un soldat, patriote sans ambition, ni jactance, ni système, qui ne détruisit rien, qui ne proscrivit personne, mandataire de sa conscience, s'effaçant complétement derrière le nouveau ministère qu'il servit ainsi que ceux qui lui succédèrent, sans tirer profit de sa position ou de sa popularité ; homme rare en tous pays, surtout en Espagne, où tant de soldats sauveurs ont cherché à se frayer par la force un chemin vers le pouvoir, les honneurs ou la fortune !

XIII

LA GUERRE ET LES GÉNÉRAUX

Une des principales causes d'affaiblissement de l'Espagne fut, sans nul doute, la guerre carliste, laquelle, ajoutée à celle que les séparatistes soutenaient à Cuba, la perle des Antilles, a fait perdre aux propriétaires leur argent, au gouvernement sa tranquillité, à tous les citoyens la liberté politique, au peuple son sang, à la nation la fleur de sa jeunesse. On connaît les motifs de cette guerre : dynastique d'abord, absolutiste au fond. En 1833, la forme de la succession au trône servit de prétexte; en 1872, ce fut l'absolutisme européen qui vint livrer en Navarre sa dernière bataille. Il ne faut donc pas uniquement chercher les origines de cette dernière levée de boucliers dans les fautes de la révolution : en 1848, en 1859, il n'y avait pas eu de révolution, et le carlisme se souleva cependant. Les origines véritables sont trop connues pour en chercher de secondaires.

Il n'entre pas dans notre plan de raconter tous les faits de la guerre carliste. Une légère esquisse suffira, qui nous permettra d'en tirer quelques conséquences et de présenter en même temps à nos lecteurs de nouveaux personnages, qui n'ont pu trouver place jusqu'ici dans cette revue de l'Espagne contemporaine.

En 1869, sous la régence de Serrano, le général Prim avait étouffé en quelques semaines, avec des forces relativement faibles, par des marches rapides et des combinaisons stratégiques très-remarquables, le premier soulèvement des carlistes. Cet échec les découragea ; ils continuèrent en secret leur propagande, mais le gouvernement fit échouer tous leurs plans jusqu'en 1872. C'est de cette année que date la dernière guerre dont nous allons parler.

Les provinces basques ont, jusqu'en 1877, joui de priviléges (*fueros*), en vertu desquels elles ne fournissaient au gouvernement central que des contributions volontaires et n'étaient point soumises au recrutement ; le roi d'Espagne n'était que leur seigneur. Ces provinces, constituées en une sorte de république et dont les habitants ni la langue n'avaient aucun point de ressemblance avec ceux du reste de la Péninsule, en diffèrent aussi par les croyances et l'éducation. C'est là principalement que le carlisme a pris racine, en exploitant la grossière ignorance des paysans et par une propagande

effrénée contre toutes les institutions libérales. La topographie de ces provinces se prête merveilleusement à la résistance : une poignée d'hommes résolus peut y tenir en échec pendant plusieurs mois une armée régulière. En outre, elles disposent d'une vaste étendue de côtes, de communications faciles avec la France, ce qui facilite le débarquement ou l'introduction de la contrebande de guerre ; les longues chaînes de montagnes, d'un accès presque impraticable à des étrangers, offrent de nombreuses commodités aux gens du pays pour couper les communications de l'armée qui les poursuit. Ces raisons suffisent à faire comprendre pourquoi une guerre, même localisée, dans ces provinces, peut se prolonger longtemps, d'autant plus que les troupes ne trouvent que des ennemis dans les femmes, les vieillards et les enfants, qui se tiennent dans les villages ou dans les fermes, pendant que tous les hommes valides prennent les armes pour défendre l'absolutisme, qu'ils supposent être la meilleure garantie de leurs priviléges.

Ce n'est pas seulement dans les provinces basques que le carlisme a fait des prosélytes : la Navarre lui a de tout temps fourni les plus braves bataillons ; la Catalogne a toujours été un centre de recrutement pour former des colonnes mobiles ; Valence, l'Aragon et une partie des deux Castilles favorisent aussi la même cause. Toutefois, le commencement

et la fin des grandes guerres carlistes ont eu lieu au cœur des provinces basques, dont le clergé, malheureusement, a toujours été fanatique, intolérant, ignorant et belliqueux, prêchant sans cesse l'extermination des libéraux comme un devoir de conscience religieuse, tandis que le soin des âmes qui sont à sa charge exigerait, au contraire, un ministère de conciliation et de paix.

Tant que la langue espagnole ne sera pas la langue officielle, tant qu'on laissera subsister des priviléges surannés (on les a abolis l'année dernière), tant que le clergé ne sera pas recruté parmi les autres provinces de la monarchie, la Biscaye, le Guipuzcoa et l'Alava seront des foyers permanents de désordre et d'insurrection. On ne peut faire exception à cette règle que pour les deux capitales, Saint-Sébastien et Bilbao, et pour quelques localités, comme Hernani, par exemple, qui a montré un dévouement absolu à la cause libérale; aussi ont-elles eu à subir des siéges prolongés et des souffrances de tous genres pendant le cours de la dernière guerre.

Cette guerre, entretenue par les carlistes de ces contrées, par les absolutistes du reste de l'Espagne, par l'argent et les armes des partis rétrogrades de l'Europe, par les aventuriers de tous les pays, cette guerre éclata comme un coup de tonnerre. Nous avons dit comment le duc de la Torre la réduisit à l'impuissance, d'abord par une bataille décisive à

Oroquieta, où Morionès commença à se distinguer, puis par l'*indulto* d'Amorevieta. C'était au mois de mai 1872, après le changement de ministère.

L'incurie et l'insuffisance des premiers chefs permirent à l'insurrection de prendre corps peu à peu, tandis que le gouvernement introduisait l'indiscipline dans l'armée par la dissolution du corps d'artillerie. On avait besoin d'une politique énergique, et l'on semblait avoir pris, au contraire, pour devise, le principe du *laissez faire*. Sur ces entrefaites, Amédée abdiqua, la République fut proclamée, et les excès dont nous avons parlé ailleurs se produisirent. La guerre carliste prit alors un tel développement que, dans l'été de 1873, on prétendait que don Carlos comptait autour de lui plus de soixante-dix mille combattants; c'était un chiffre très-exagéré, mais on n'avait à lui opposer (ce qui n'était que trop vrai) que quarante mille soldats, éparpillés sur tout le territoire et manquant de cohésion, de confiance et de discipline.

Quel triste tableau offrait cette époque!

Une forme de gouvernement inconnue jusqu'alors en Espagne venait de s'établir, et ses premiers mois d'essai se présentaient tumultueux et souillés de sang; les hommes rompus aux affaires avaient presque tous émigré ou quitté la vie publique; en face du drapeau de la République fédérale flottait la bannière de don Carlos; ce prétendant venait de

faire quelques concessions aux idées modernes et de dépêcher des émissaires auprès de vieux libéraux ; l'armée régulière était dans une situation déplorable, tandis que l'armée carliste parvenait à s'organiser solidement ; les insurgés paraissaient défendre le principe d'autorité, si nécessaire à tout gouvernement, tandis que le gouvernement légal, n'ayant pas la force de se faire obéir, semblait favoriser ostensiblement l'anarchie, et que l'armée du pays avait l'air d'une bande d'insurgés. Quoi d'étonnant si, dans des circonstances si complexes, les gens timides et peu éclairés, c'est-à-dire le plus grand nombre, de même que d'autres natures violentes et passionnées, aient cru voir dans le carlisme le salut de la patrie et la sauvegarde des grands intérêts de la société en voie de dissolution ?

L'armée du prétendant acquit donc une force qui paraissait incontestable ; et si don Carlos et ses généraux avaient profité du peu de temps que dura cette situation, ils seraient arrivés jusqu'aux portes de Madrid, et l'Espagne se serait trouvée en présence d'une effrayante alternative : être la proie de l'absolutisme, ou devoir son salut à une intervention étrangère.

Un seul général s'était fait remarquer en maintenant la discipline parmi ses troupes : c'était Moriones, qui, à la tête de quelques bataillons, multipliait les marches et les contre-marches pour dépis-

ter l'ennemi ou pour l'attaquer dans des endroits favorables.

Dans l'automne de 1873, Castelar fut porté au pouvoir. Nous avons dit quelle fut son activité et les excellentes mesures qu'il fit adopter. On se mit à espérer. La réorganisation de l'armée fut saluée avec enthousiasme. Tous les généraux, tous les officiers donnèrent leur concours à l'illustre tribun, devenu le sauveur de la patrie. Le général Jovellar fut envoyé à Cuba ; il y donna des preuves d'énergie et de capacité, et réussit à réduire l'insurrection séparatiste qui durait depuis dix ans. Lopez Dominguez reçut le commandement du siége de Carthagène, qui fut repris en quelques semaines aux intransigeants. Pavia battit les fédéralistes de l'Andalousie. Sanchez Bregua, enfin, fut chargé du ministère de la guerre, et avec l'aide d'un jeune officier pour secrétaire général, Bermudez Reina, il forma à la hâte de nouveaux bataillons et pourvut à tous les besoins des opérations militaires. Une levée de cent mille hommes accrut la force des bataillons restés en cadre: l'armée s'améliorait au point de vue physique et moral à la fois, et Castelar allait distribuer d'autres commandements importants à des généraux soupçonnés d'idées monarchiques, lorsqu'à la suite du coup d'État du 3 janvier 1874, il quitta le pouvoir.

Le duc de la Torre le remplaça.

Reprenons ici le récit des opérations militaires.

Le 25 février 1874, le général Morionès, et, sous ses ordres, le général Primo de Rivera, avec des forces peu nombreuses, assaillirent les carlistes postés à l'abri des tranchées et des fortifications qu'ils avaient construites sur les hauteurs inexpugnables de San-Pedro de Abanto. C'était une diversion pour faire lever le siége de Bilbao, qui se défendait héroïquement depuis quelque temps contre les carlistes.

L'attaque de Morionès fut repoussée; il perdit, dans les trois assauts, plus de mille huit cents hommes. Une terreur panique s'empara de tous les esprits à Madrid lorsque y arriva la nouvelle de ce désastre. Le gouvernement s'émut profondément en recevant la dépêche de Morionès, dans laquelle il demandait des renforts et un autre général qui pût le remplacer.

Serrano n'hésita pas : il mesura d'un coup d'œil toute l'étendue du mal ; quittant Madrid quelques instants après avoir reçu la nouvelle, il alla remplacer Morionès dans le difficile commandement de l'armée du nord, conservant les fonctions de chef du pouvoir exécutif et remettant au général Zavala, ministre de la guerre, la présidence du ministère.

Le duc de la Torre attendit l'arrivée de renforts qui portèrent le chiffre de son armée à trente mille hommes et, sans perdre de temps, prépara un nou-

veau plan de campagne. De leur côté, les carlistes aussi savaient mettre le temps à profit. Au milieu de montagnes inaccessibles, ils élevaient des séries de retranchements habilement disposés, d'où sans être vus, sans même que l'on pût tirer sur eux, ils écrasaient l'armée sous des décharges successives, incessamment répétées. Possédant des fusils perfectionnés et d'une longue portée, ils décimaient les bataillons avant qu'ils fussent arrivés à hauteur de la première ligne lorsqu'on décidait d'attaquer à la baïonnette, seul moyen de débusquer les carlistes de leurs remparts. Au quartier général républicain, on travaillait sans relâche. Serrano avait sous ses ordres le jeune Blanco, qui était à l'avant-garde ; le brave Loma, qui avait fait une laborieuse campagne dans les provinces basques dès le commencement de la guerre ; Laserna et Primo de Rivera, qui commandaient deux corps d'armée. Le chef d'état-major était Lopez Dominguez, le vainqueur de Carthagène.

Le 25 mars, Serrano franchit le Sommorrostro et emporta brillamment les positions avancées de l'ennemi. Il continua d'avancer le lendemain. Le but qu'il visait était l'occupation de San-Pedro de Abanto, qui lui aurait permis de rejeter la droite carliste sur la côte et de la placer entre deux feux. Bien qu'il eût échoué dans ses efforts, il engagea le 27 le combat avec une nouvelle ardeur et il fut re-

poussé, non sans pertes sérieuses. Loma et Primo de Rivera furent blessés. Serrano exposa sa vie plusieurs fois et, si l'on n'eut pas la victoire, on obtint du moins un grand effet moral, car dès ce jour on put dire que la discipline était tout à fait rétablie parmi les soldats.

On laissa passer un mois entier. De nouveaux renforts furent expédiés; un troisième corps d'armée fut placé sous les ordres du maréchal Concha, un vétéran de l'ancienne guerre carliste. Le mouvement tournant, dirigé vers Balmaseda, s'opéra cette fois avec ensemble : l'ennemi tomba dans le piége et fut forcé de céder le terrain. Le 2 mai, Concha entrait dans Bilbao, parvenue au terme de son héroïque résistance. L'armée du nord resta confiée au maréchal Concha, qui prépara de nouveaux plans, tandis que Serrano rentrait triomphalement à Madrid.

Après cette première défaite, il est utile de connaître l'état de l'insurrection. Elle avait pour foyer la place forte d'Estella en Navarre, le boulevard du carlisme, dans une position inexpugnable au centre d'un massif de hautes montagnes, mais en rapports directs avec le reste du pays. Elle avait là des masses nombreuses, une véritable armée dont les colonnes sillonnaient en tous sens la Catalogne ; et au centre, entre l'Aragon, Valence et une partie des Castilles, d'autres bandes éparpillées qui tantôt se jetaient isolément sur de petites localités sans dé-

fense, tantôt se réunissaient pour assaillir des villes importantes comme Cuenca (15 juillet), où les carlistes, commandés par don Alphonse, frère du prétendant, et par sa femme, commirent toutes sortes d'atrocités, et à Teruel qu'ils assiégèrent deux fois en vain.

Aussi, le dessein de Concha fut-il de s'emparer d'Estella pour frapper l'insurrection au cœur, mais il ne pouvait compter que sur quarante mille hommes, force insuffisante, étant données les conditions du nouvel armement et les fortifications redoutables qui entouraient Estella. Il crut pouvoir réussir par la tactique dans une entreprise où la force lui faisait défaut; peut-être eût-il réussi sans la balle qui le frappa mortellement. En effet, le 27 juin, le brave maréchal tomba au premier rang en ramenant ses troupes décimées par un feu terrible et mourut au village d'Arbazuza. L'Espagne perdait en lui un de ses plus vaillants soldats, un de ses plus honnêtes enfants.

L'armée libérale, qui avait perdu quatre ou cinq mille hommes, fut forcée d'évacuer toutes les positions qu'elle occupait. Conduite par le général Echague, elle opéra sa retraite en bon ordre. Ce fut en ce moment critique que Martinez Campos, dont l'audace était devenue proverbiale, déploya ces talents militaires qui devaient bientôt le faire arriver au premier rang.

On comprit alors qu'il fallait recourir à de grandes mesures pour relever le courage des masses; l'opinion publique était désorientée, tant elle avait compté sur la prise immédiate d'Estella.

Zavala, créé maréchal au commencement de mai, en récompense des services qu'il avait rendus comme ministre de la guerre, fut mis à la tête de l'armée du nord. On publia plusieurs décrets pour ordonner la confiscation des biens de tous les carlistes et l'exil des plus compromis d'entre eux, la suspension des garanties individuelles et la mise en état de siége de toute l'Espagne, enfin une nouvelle levée de cent vingt-cinq mille hommes. M. Sagasta, qui occupait le ministère de l'intérieur, montra dans l'application de ces différentes mesures, ses grandes qualités d'homme d'État.

On forma une armée du centre que Pavia commanda d'abord. Pavia fit des prodiges de valeur : il sut rencontrer un ennemi qui se dérobait sans cesse, se dispersait à l'approche des soldats, fuyait à l'improviste pour revenir plus tard à la charge et porter des coups inattendus. Il obtint des avantages signalés dans cette fatigante campagne, dont Jovellar, qui lui succéda, recueillit toute la gloire lorsqu'il parvint à la terminer dans les derniers mois de 1875.

En Catalogne, Lopez Dominguez montra aussi une dévorante activité; une de ses plus brillantes

opérations fut la levée du siége de Puycerda, qui se défendit comme Bilbao et qu'il paraissait presque impossible de secourir à cause de sa situation à l'extrême frontière entre des défilés dont les carlistes étaient maîtres. Martinez Campos, vainqueur à Oteiza (11 août) et à Pampelune (25 septembre), eut la fortune et l'habileté de contribuer avec Jovellar, par des mouvements combinés, à terminer la guerre au centre et à achever seul la pacification de la Catalogne (décembre 1875).

Au nord, après la défaite d'Estella, on recommença les opérations avec peu de succès; Zavala n'aboutit à rien. Après lui, Laserna réussit par une action vigoureuse à débloquer Irun; mais au moment où il se disposait à faire une pointe hardie sur Vera, centre des forces carlistes, un ordre du gouvernement le fit rétrograder à Saint-Sébastien. Serrano se réservait la gloire de porter le coup mortel à l'insurrection. Une seconde fois, il revint à l'armée du nord, forte de cent deux mille hommes (11 décembre) et disposait tout pour une campagne décisive qui devait avoir lieu dans les premiers jours de janvier 1875, lorsque Martinez Campos, avec le concours de Jovellar, qui commandait l'armée du centre, proclama, le 29 décembre à Valence, Alphonse XII comme roi d'Éspagne. Le patriotisme aurait conseillé peut-être de ne pas choisir la veille d'une grande bataille pour opérer un changement poli-

tique aussi important. Mais les partis n'attendent pas, et d'ailleurs, le *pronunciamento* fut accueilli par la majorité du pays avec des applaudissements.

La restauration amena un temps d'arrêt dans le cours des opérations militaires. On ne les reprit qu'en février 1875 sous la conduite de Loma. Malgré la présence du jeune prince, l'armée essuya un sérieux échec devant Estella, échec compensé, du reste, par la délivrance de Pampelune qui avait souffert avec constance un long siége. Ici se placent les efforts tentés par Cabrera, qui avait reconnu le nouveau roi, pour jeter la désunion parmi les carlistes; ceux-ci restèrent sourds à ces avances et deux mois se passèrent dans ces intrigues. La guerre continua toute l'année avec des alternatives de succès et de revers, mais en affaiblissant de plus en plus l'ennemi, qui se trouva bientôt réduit à ses montagnes natales.

Les nouvelles levées décrétées par le ministère augmentèrent jusqu'à trois cent cinquante mille hommes la force de l'armée nationale et seulement au nord, on en put réunir vingt mille. Le plan de cette campagne définitive, préparé, dit-on, par Martinez Campos, consistait à s'emparer de la vallée de la Bidassoa, afin de prendre les carlistes à revers. Il fut exécuté avec beaucoup d'ensemble par Quesada, Loma, Primo de Rivera et Morionès. Tandis que les deux pre-

miers occupaient Durango et enfin Guernica, les deux autres entraient, après de sanglants combats, dans Tolosa et Estella.

Avec la prise de cette dernière ville (le 19 février 1876) la guerre civile était finie; elle avait duré plus de trois ans.

XIV

L'ESCURIAL

Quand M. de Saint-Simon, le célèbre mémoraliste, fut envoyé par le régent à la cour d'Espagne en qualité d'ambassadeur, il ne manqua pas d'aller voir la huitième merveille du monde, selon les Espagnols, c'est-à-dire l'Escurial. C'était au mois de décembre 1721. Outre les ordres du roi et les lettres de son premier ministre, il dut aussi se munir de celles du nonce pour le prieur du palais, qui en était en même temps le gouverneur; grâce à cette triple recommandation, il lui fut permis de voir à peu près tout ce qu'il voulut. Comme la cour résidait là en ce moment, notre envoyé y passa trois jours, et ne s'éloigna point sans regret de l'Escurial, « qui donnerait, dit-il, de l'exercice et du plaisir « à un curieux connaisseur pour plus de trois mois « de séjour. »

A présent il n'est pas besoin de se munir de si hautes recommandations pour visiter la résidence

favorite de Philippe II, et le chemin de fer du nord y amène de Madrid, en une heure et demie, toutes sortes de curieux, ambassadeurs ou autres.

Disons tout de suite que ce nom de l'*Escurial* s'applique à un gros village, peuplé de deux mille âmes, et divisé en partie haute et partie basse, tandis que l'ancien couvent s'appelle *San-Lorenzo*.

Le bourg en lui-même n'a rien d'intéressant et les environs manquent de pittoresque. On va à l'Escurial uniquement pour voir le monastère ; il est vrai que ce monastère vaut bien un long voyage, il compte parmi les merveilles de l'Espagne. C'est le temple et le cloître le plus important qu'on puisse imaginer : tout le monde le dit, et il faut bien le croire. Il a du grandiose par le style, avec la sévérité morose qui est la marque du caractère de son royal fondateur.

« Ennuyeux et maussade monument ! » s'écriait Th. Gautier. Et il ajoute : « Rien n'est plus mo-
« notone à voir que ces corps de logis à six ou sept
« étages sans moulures, sans pilastres, sans co-
« lonnes, avec leurs petites fenêtres écrasées qui
« sont des trous de ruche. C'est l'idéal de la caserne
« et de l'hôpital. Le seul mérite de tout cela est
« d'être en granit. »

Cet édifice, qui tient du moine et du tyran, fut commencé en 1563, en commémoration de la victoire remportée le 10 août 1557, à Saint-Quentin,

par les Espagnols sur l'armée française. C'était le jour de Saint-Laurent; aussi, pour complaire au saint martyr, le roi voulut-il que l'édifice fut bâti sur un plan disposé en forme de gril. Invention bizarre qui n'est pas facilement saisie à l'œil. Le périmètre est de huit cent onze mètres. Le monument, qui exigea vingt-deux années de travail, est dû à trois architectes. Il est en granit jaunâtre.

On avait cru que les carrières voisines fourniraient une pierre d'une éternelle durée. C'était de ces carrières que l'on avait extrait le magnifique bloc où l'on a pu sculpter cette inscription : 4 *reyes y uno, santo han salido de este canta y quedo para otro tanto.* (4 rois et un saint ont été tirés de ce bloc et il en reste encore autant.) Ces rois de Juda ont dix-sept pieds de hauteur et sont sculptés par J.-B. Monnegro. Mais si l'on examine attentivement la façade de l'église sur la *cour des rois*, celle par laquelle entrent dans le Panthéon les cadavres des monarques, on s'aperçoit que la pierre est loin de résister aux atteintes du temps et à l'action corrosive des agents atmosphériques. C'est un granit de quartz feldspath et mica, où le feldspath prédomine; de nombreux cristaux de feldspath sont incrustés dans la masse de granit, et le feldspath étant extrêmement gélif, il a décrépité peu à peu, laissant de nombreux trous dans la pierre; les arêtes ne peuvent donc conserver la netteté du saillant;

les angles s'arrondissent; les statues perdent leurs traits, et l'ensemble de la façade revêt les dehors d'une ruine imminente. Voilà un détail que les guides ne m'avaient pas fourni et que je dois à l'obligeance d'un enthousiaste de l'Escurial. Il en résulte que trois siècles ont suffi pour entamer le monument. Qu'en restera-t-il lorsque des civilisations différentes se seront succédé, comme pour le Panthéon d'Agrippa ou les thermes de Caracalla?

La façade principale donne sur une grande place; le vent souffle avec une telle violence en cet endroit que des charrettes chargées ont été soulevées en l'air : du moins on le rapporte, car je n'en ai rien vu. Des passages souterrains permettent aux habitants de se rendre à l'église sans traverser cette place les jours de tempête. Un saint Laurent, haut de quatre mètres, tenant un gril en bronze doré dans sa main droite, décore cette façade.

L'église est au fond de la cour des rois. Elle forme un grand carré de cinquante mètres de côté; quatre énormes piliers carrés, de huit mètres de côté, la partagent en trois nefs et supportent la grande coupole. La première chose qui frappe les yeux en entrant, c'est la voûte qui règne au-dessus du chœur. Cette voûte à peu près plane, dont l'art moderne connaît le secret, était une merveille dans le temps où l'on bâtit l'église. On raconte que l'architecte, pour rassurer le roi, la fit appuyer sur quelques piliers qu'il

fit démolir ensuite. L'effet de cette voûte était d'autant plus saisissant, que sur sa clef repose l'énorme poids du lutrin central, contenant deux cent dix-huit livres d'un mètre de hauteur, morceau qui est un véritable chef-d'œuvre.

Et puisque nous sommes sous le chœur, restons-y. Le centre est occupé par ce célèbre lutrin ; le pourtour, par deux rangs de stalles en bois précieux (cent vingt-quatre en tout) et, dans le coin à gauche, on montre celle que Philippe II, retiré longtemps dans ce lieu qui s'harmonisait avec son caractère, occupait pendant les offices. Une petite porte communique avec l'appartement du roi ; il se compose de deux alcôves sans fenêtres, donnant sur une salle oblongue avec des murs blanchis à la chaux : une vraie cellule, plus sombre même que celles des moines. Une chaise, un fauteuil et deux tabourets en forme d'X, l'un pour Antonio Perez, l'autre pour permettre au prince d'étendre sa jambe malade et qui est taché de son sang : voilà les seuls meubles ayant jamais existé dans cet appartement royal. Ce sont les mêmes que l'on voit aujourd'hui. J'aime à évoquer ces souvenirs d'une royauté sans ministres, dans ce siècle de révolte de la libre pensée contre le christianisme dénaturé par les abus ; j'éprouve une grande curiosité à considérer cette stalle, où le roi reçut la nouvelle de la victoire de Lépante qui arrêta le progrès de l'islamisme.

Les portraits du fondateur, par Pantoja, qu'on trouve dans la bibliothèque du monastère, la chambre nue et blanche, pleine d'épouvante et de ténèbres ; l'architecture sévère, raide, sans saillies, où se rompent les grandes lignes horizontales de ces façades imposantes qui se brisent toujours à angles droits, sans fléchir jamais en courbes gracieuses, l'air humide et glacé, les hauts sommets du Guadarrama, encadrant la masse grise et bleuâtre de l'Escurial, ce Panthéon des rois, tout cela est bien fait pour ramener l'esprit vers l'époque, les mœurs, la civilisation de ce siècle dont la figure sombre de Philippe II est l'incarnation. Mais nous sommes au chœur qu'on ne peut quitter sans voir les deux plus riches orgues d'Espagne et une petite chapelle cachée derrière les stalles, où l'admirable Christ en marbre blanc et noir de Benvenuto Cellini dresse sa haute taille.

Quittons un instant l'église. Il faut visiter les cloîtres, avec quatre galeries voûtées en arcades à plein cintre et un magnifique escalier à trois rampes rempli de fresques de Lucas Giordano, qui représentent la bataille de Saint-Quentin, divisée en trois sujets, et la fondation de l'Escurial.

Il faut aussi faire une visite à la bibliothèque, qu'un incendie, en 1872, a failli détruire. On n'a jamais songé à préserver l'édifice avec des paratonnerres, et la foudre mit un jour le feu dans la biblio-

thèque. Grâce au dévouement des honnêtes paysans du village, tous les livres et manuscrits furent jetés en hâte sur la grande place et sauvés des flammes ; pas un seul volume ne disparut dans cette confusion, et cependant les richesses enfermées dans la bibliothèque étaient connues de tout le monde. On trouve là, en effet, des ouvrages admirables, des œuvres d'art ayant coûté des sommes énormes, telles que le Livre d'heures de Charles-Quint, un évangéliaire en lettres d'or, la grande bible du cardinal Cisneros et plus de 3,000 manuscrits hébraïques, grecs, arabes, latins, presque inconnus pour la plupart.

Le Panthéon, qui sert de sépulture aux rois et aux infants, est situé sous la capilla mayor de l'église. Un bel escalier voûté y conduit, il est en marbre multicolore très-riche, et les cippes ont des moulures en bronze doré. Le caveau des rois est précédé d'un vestibule ou salle d'attente où la bière du mort est déposée jusqu'à ce qu'on ait achevé le sépulcre qu'il doit occuper définitivement. Ce caveau est une assez grande salle octogone revêtue de marbre et de porphyre dont six côtés présentent quatre rangs. Saint-Simon s'explique là-dessus en termes bien nets : « Les corps, dit-il, sont tirés au bout d'un certain temps du pourrissoir et portés dans les *tiroirs* du Panthéon qui leur sont destinés. Plusieurs sont vides ; le nombre total est de vingt-six. » Y aura-t-il, en Espagne, assez de monarques pour

les remplir ? C'est là un problème de haute politique dont je n'ose chercher la solution et qui ne dépend pas absolument de ma visite au Panthéon. Il y a peu d'années, on ouvrit la tombe de Charles-Quint; le temps avait respecté le grand empereur dont le corps conservait encore la forme et presque les traits qu'a immortalisés le Titien. Le caveau des infants, des reines sans succession forme une salle à part, plus simple que l'autre. On y compte cinquante et une niches occupées. Quintana et Nuñez de Arce ont chanté en vers inspirés les morts de l'Escurial et ont rendu, pour un instant, la vie à ces êtres inanimés. Sortons de ce lieu où le luxe et les splendeurs du monde entourent encore les débris de la misère humaine et remontons dans l'église. La grande chapelle (capilla mayor) renferme le maître-autel, les oratoires et les monuments royaux, le tout en marbres précieux de plusieurs couleurs. Le retable est décoré de statues et de peintures très-estimées. Les monuments royaux sont deux groupes de statues en bronze doré agenouillées et plus grandes que nature : c'est l'œuvre de Pompeo Leoni, un artiste italien. Le groupe de gauche est formé par Charles-Quint, sa femme Isabelle et ses trois filles. Celui de droite représente Philippe II, trois de ses femmes : Marie, Isabelle et Anne, et don Carlos son fils, le héros de tant de drames. Pour les curieux, il faut encore citer, dans l'église, les deux chaires, la sacris-

tie, de beaux retables d'autel peints par Eibadi de Valosquez, le grand tableau de Claude Coello qui cache le riche tabernacle de la Sainte-Hostie (santa Forma) et les reliques des saints au nombre d'environ huit mille.

L'Escurial est dominé par des montagnes élevées qui séparent l'une de l'autre les deux Castilles ; elles sont nues, dépouillées, d'un aspect maussade. On y a construit de beaux réservoirs dont l'eau, conduite par un aqueduc, alimente près de cent fontaines, distribuées dans les diverses parties du palais et des jardins.

Et puisque je parlais tout à l'heure de tombe ouverte, le lecteur me pardonnera de lui rappeler ce que raconte Saint-Simon au sujet de la tombe de don Carlos. Comme nous l'avons dit, il visitait l'Escurial, et un moine lui servait de guide. « Je lui dis que le roi (Philippe V), peu après être arrivé en Espagne, avait eu la curiosité de faire ouvrir le cercueil de don Carlos, et que je savais d'un homme qui y était présent (c'était le marquis de Louville) qu'on y avait trouvé sa tête entre ses jambes ; que Philippe II, son père, lui avait fait couper dans sa prison devant lui. « Eh bien ! s'écria le moine tout « en furie, apparemment qu'il l'avait bien mérité ; « car Philippe II avait une permission du pape. » Je me contentai de rire. »

XV

LE SÉNAT

De toutes les institutions qui régissent le gouvernement constitutionnel, aucune n'a soulevé plus d'opinions contradictoires que celle d'une haute Chambre destinée à être l'élément modérateur du pouvoir législatif ; elle a joué un rôle marqué dans la vie politique de l'Espagne depuis les premières années de ce siècle.

D'abord le Sénat se composa de grands fonctionnaires ou de grands dignitaires dans certaines conditions de puissance et de richesse afin que ses décisions fussent acceptées avec respect. Malheureusement, par la faute des circonstances que nous avons développées ailleurs, l'aristocratie ne possédait pas le prestige dont elle est entourée, par exemple, en Angleterre, et la Couronne se trouva bientôt en face de ce dilemme : ou créer sans cesse de nouveaux pairs qui lui assurassent la majorité, ce qui diminuait l'autorité du Sénat et déconsidérait

le système représentatif ; ou abandonner le Sénat à lui-même, le réduire à ses propres forces, ce qui pouvait déterminer des crises ministérielles.

Il est aisé de s'expliquer l'indifférence d'un peuple libéral envers un corps qui aurait dû être sa principale garantie, par les fréquentes fournées de sénateurs que fit Isabelle II dans les derniers temps de son règne.

Après la révolution de 1868, lorsque les idées démocratiques commencèrent à battre en brèche la monarchie espagnole, les législateurs, pour éviter les inconvénients de l'ancien Sénat, se lancèrent dans le système opposé et constituèrent la nouvelle Chambre haute sur des bases entièrement démocratiques en prenant pour modèle l'organisation du Sénat des États-Unis. Voici donc comment ce corps fut établi par la constitution du 1er juin 1869 (articles 60 à 64).

« Les sénateurs seront élus par les provinces.

« Chaque district municipal élira au suffrage universel un nombre de *compromisarios* (délégués) égal au sixième des conseillers qui composent l'*ayuntamiento ;* les districts dont les conseils ont moins de six membres n'éliront qu'un délégué. Ces délégués, réunis aux conseillers de la province, constitueront l'assemblée électorale. Ils devront élire, à la majorité des votants, quatre sénateurs par province.

« Pour devenir sénateur, il faut être Espagnol, avoir quarante ans au moins, jouir des droits civils et justifier, en outre, d'une des qualifications suivantes : être ou avoir été président du Congrès; député aux Cortès constituantes ou dans trois législatures ; ministre de la Couronne, président du conseil d'État, de la cour de cassation ou de la cour des comptes ; capitaine général ou lieutenant général, amiral ou vice-amiral ; ambassadeur ; conseiller d'État; membre d'une des deux Cours suprêmes ; ministre plénipotentiaire pendant deux ans ; archevêque ou évêque; recteur d'université ; président d'une des académies d'histoire, des sciences, de médecine et des sciences morales et politiques ; inspecteur général des ponts et chaussées ; député de province élu quatre fois; ou, enfin, deux fois alcade dans un district de plus de 30,000 âmes.

« Seront également éligibles les cinquante plus forts contribuables et les vingt plus grands industriels ou commerçants de la province.

« Le Sénat se renouvellera par quart à toutes les élections générales de la Chambre des députés, et en totalité lorsqu'il aura été dissous par le roi. »

Comme on le voit, si les élections des députés continuaient d'être exposées à la pression du gouvernement, celles du Sénat se prêtaient davantage encore à l'influence officielle. D'abord le corps électoral, qui devait résoudre au second degré la ques-

tion, était formé de deux éléments : les conseils provinciaux et les délégués qui en composaient la grande majorité, car tandis que les conseillers de province étaient de quarante à cinquante, le nombre des délégués s'élevait à deux cents. Ces délégués étaient élus en même temps et dans les mêmes localités que les députés, et par conséquent, si l'on pesait sur l'élection des députés, on pesait en même temps sur celle des délégués. De plus, ces derniers subissaient encore l'influence du gouvernement dans le choix des sénateurs, ce qui faisait pencher la balance en faveur du ministère en exercice.

Ce défaut de constitution du Sénat est tellement évident qu'il a suffi pour faire blâmer à juste titre son acceptation, aussi la pratique a-t-elle démontré l'impossibilité de le maintenir. En effet, chaque fois que la Chambre des députés a été frappée de suspension ou de dissolution, la même mesure a dû être prise pour le Sénat, dont la stabilité devait être la garantie de l'efficacité du système parlementaire. On comprend, en effet, le peu d'indépendance d'un corps élu dans les conditions indiquées plus haut, se conformant à la politique du ministère qui a présidé à sa formation. Aussi à chaque crise ministérielle le cabinet qui entrait en fonctions obtenait-il presque toujours le renouvellement des deux Chambres.

Le procédé de l'élection indirecte est discrédité, mais aussi le procédé des fonctions à vie héréditaire, ou du choix de la Couronne, nous paraît impossible dans un pays essentiellement démocratique par sa constitution sociale, et dont l'aristocratie n'a pas l'importance suffisante pour résoudre une telle question.

La constitution du 27 mars 1876 s'est arrêtée à un moyen terme, à une solution éclectique, qui n'a fait qu'ajouter aux difficultés existantes. Elle a divisé les sénateurs en trois classes : 1° les sénateurs de droit (*de derecho proprio*), tels que les fils du roi et ceux de l'héritier présomptif du trône; les grands d'Espagne, jouissant d'un revenu de 60,000 francs par an; les capitaines généraux, les amiraux, le patriarche des Indes et les archevêques, les présidents du conseil d'État, de la cour de cassation et de la cour des comptes; 2° les sénateurs à vie, au nombre de cent, désignés par la Couronne; 3° les sénateurs élus, au nombre de cent trente, par les corporations de l'État et par les plus forts contribuables. Ces derniers doivent se renouveler par moitié tous les cinq ans.

Le Sénat tient ses séances dans l'ancien palais de Maria de Molina. Il m'est arrivé quelquefois d'y assister, mais ce n'est pas là qu'il faut chercher cet entraînement et cette verve qui sont les traits caractéristiques de l'éloquence espagnole. Il n'y manque

pas cependant d'hommes passionnés et enthousiastes qui de temps à autre animent les discussions. Je n'ai eu l'occasion d'entendre que M. de Blas et quelque autre orateur de cette trempe. Je fais exception pour un prélat, l'évêque d'Orihuela, qui démontra jusqu'à l'évidence combien est faux le préjugé qui taxe d'ignorance tout le clergé espagnol. Sans doute le nombre des princes de l'Église siégeant au Sénat est trop restreint pour qu'on puisse se faire une idée absolue et complète de tout le clergé espagnol, mais on peut affirmer qu'il y est représenté par des hommes instruits, dont le mérite et la vertu honorent le pays qui les a produits.

XVI

PHYSIONOMIE DE MADRID

L'impression que produit Madrid, surtout si l'on y arrive par la *puerta del Sol,* est très-vive; on le trouve, au premier coup d'œil, gai, riche, populeux, sympathique. Ce n'est pas une grande capitale comme Paris ou Londres, ni même comme Vienne; elle est petite, sa population est à peine de trois cent soixante-dix mille âmes; elle n'a qu'un nombre restreint de grandes rues assez mal percées pour la plupart. Cependant tout y est si joyeux, le ciel si pur et si serein, le caractère des habitants si affable, la vie si facile, que plusieurs étrangers l'ont choisie comme séjour de prédilection. Parlez, par exemple, de Madrid à Tamberlick, l'artiste célèbre, accueilli avec enthousiasme par l'Europe entière, ayant parcouru toutes les grandes villes, aimé, admiré et fêté partout, il vous en dira ce qu'on passerait à peine à l'Espagnol le plus enthousiaste. Cette capitale, si méconnue, ou plutôt si inconnue, est tout simple-

ment, selon lui, « une charmeuse! » En effet, il n'y a ni palais grandioses, ni antiquités vénérables, mais les rues spacieuses, animées, propres, les maisons peintes de vives couleurs, donnent à la ville une physionomie qui charme les yeux de l'étranger.

La rue d'Alcala, qui ressemble à une place rectangulaire, divise Madrid par le milieu, de la Puerta del Sol à l'orient, et débouche dans une vaste plaine, qui s'étend le long de la cité, et qui contient des jardins, des passages, des places, des théâtres, des cirques de taureaux, des arcs de triomphe, des musées, des fontaines. Tous les murs couverts d'affiches de spectacles, les boutiques au va-et-vient incessant, les cafés toujours pleins de monde, le coup d'œil féerique pour l'étranger de la célèbre puerta del Sol, entourée de grands édifices, à laquelle aboutissent, comme dix torrents, autant de larges voies, et dans chaque rue, un encombrement de peuple et de carrosses, une foule mobile, des cris assourdissants, je ne sais quel air de fête sur tous les visages et de spontanéité dans les gestes, qui fait qu'au bout d'une heure on ne se trouve plus en pays étranger, qu'on a envie de saluer celui-ci, de serrer la main de celui-là, qu'il vous semble reconnaître des gens qu'on voit cependant pour la première fois.

Une heure passée en flânant à la puerta del Sol, de l'Hôtel de Paris à celui de la Paix, suffit à faire

connaître sous tous leurs aspects les Madrilènes. Le peuple est vêtu comme les citadins des grandes villes; les femmes ont le tort de renoncer, pour la plupart, à la poétique mantille, et suivent les modes de Paris.

Les monuments sont disséminés de tous côtés, quoique en général assez mal placés, ce qui est sans doute cause qu'on ne les examine pas autant qu'ils le méritent. Je ne crois pas qu'il y en ait un seul faisant face à une grande rue, et dont on puisse, par conséquent, apprécier la perspective.

Le Palais Royal, d'une architecture riche et sévère, tourne deux de ses façades en pleine campagne. Il faut descendre peu commodément à une profondeur d'abîme afin de pouvoir contempler la plus remarquable des façades, si l'on tient à se rendre compte de leur position; la principale regarde une grande place où ne débouche aucune voie importante; le dernier côté est le seul qu'on puisse apercevoir de la place de l'Oriente, et encore la perspective se perd-elle aussitôt qu'on passe dans une rue voisine. Quelques rues ont une montée légère, de sorte qu'en y entrant on voit d'abord le ciel et qu'on se croirait *extra muros;* puis, dès qu'on atteint le point culminant, une autre longue rue se présente soudain aux regards. En face du Palais Royal, s'élève la magnifique statue équestre de Philippe IV, au milieu d'une promenade plantée

d'arbres, entre lesquels on a dressé quarante-quatre statues colossales en pierre.

Lorsqu'on arrive à Madrid, on ne peut plus s'éloigner de la puerta del Sol. L'impression qu'elle m'avait produite le premier jour a persisté durant plus de trois mois. On s'étonnait quelquefois de me voir m'éterniser à l'Hôtel de Paris :

— « Prenez-vous-en, répondais-je, à la puerta del Sol, à cette situation unique de l'Hôtel de Paris, si habilement dirigé par M. Fayola. »

La puerta del Sol est vraiment digne de sa réputation, non-seulement par sa grandeur, mais par l'animation, le mouvement, la variété incroyable des panoramas divers qui se déroulent sous les yeux à chaque heure du jour. On peut rester à sa fenêtre, comme je l'ai fait, pendant huit semaines, et connaître Madrid comme si on l'avait habité des années.

Le ministère des finances, l'ancienne douane, de même que l'École des beaux-arts, deux belles constructions du temps de Charles III, manquent d'air, et il faut reconstruire, par la pensée, la perspective que présenteraient leurs façades s'il existait une rue en face d'où l'on pourrait les embrasser d'un coup d'œil. La même observation est applicable à la belle église de Saint-Isidore, à celles de Saint-André, du couvent de Salesas Reates, au théâtre de l'Opéra, à la nouvelle Bourse, à la Banque, au Mi-

nistère de l'Intérieur (*gobernacion*), à ceux de la Justice et de la Marine et au palais du Sénat. Pour la Chambre des députés (*el Congresso*), on ne s'aperçoit que l'édifice existe qu'en voyant, à la descente d'une large rue, deux lions placés sans doute en vedette pour avertir les curieux qu'il y a là quelque chose : alors on lève les yeux en l'air, on quitte le trottoir et l'on regarde, du côté de la place où l'on vient d'entrer, un point un peu éloigné permettant alors d'examiner à l'aise l'entrée imposante de cette façade sévère.

Sur la place des Cortès se dresse la statue de Michel Cervantès, œuvre d'Antonio Sola.

Quelques hôtels particuliers, quelques édifices publics modernes, la Monnaie et le ministère de la guerre entre autres, occupent un emplacement plus convenable. Ajoutez à cela le vaste bâtiment du Musée de peinture (*museo del Rey*), quelques beaux théâtres, des palais comme ceux de la duchesse de Medina-Cœli, du duc d'Albe, du marquis de Salamanca, la caserne de la montagne, et la liste des principaux édifices de Madrid sera à peu près complète.

La rue d'Alcala, la rue San-Geronimo, la place de l'Arsenal, celle del Tureo, où fut assassiné le général Prim, sont les voies les plus fréquentées; le centre du mouvement est à la puerta del Sol. En outre il y a encore de très-belles rues ; celles d'Ato-

cha, par exemple, de Fuencarral, d'Hortalezza, Ancho de San Bernardo, et quelques places anciennes comme la Mayor, celle d'Oriente, près de laquelle se trouve la maison de Lope de Vega, l'Armeria, Santo-Domingo, d'autres plus modernes, comme le rond-point de la porte d'Alcala, la place d'Isabelle II et celle du prince Alphonse.

La puerta del Sol — je ne puis me lasser d'y revenir — est à la fois et tout ensemble un marché, un salon, une promenade, un théâtre, un boudoir, une bourse, un jardin, une place d'armes, un café, une académie, un lieu de rendez-vous, un club, une tribune, une gazette parlée, et même un passage. C'est là que se forgent puis que se répandent toutes les chroniques scandaleuses de la ville, que se préparent les démonstrations contre les ministères, que s'organisent les révolutions. C'est sur la place del Sol qu'on achète, qu'on vend et qu'on fait l'amour, qu'on écrit des vers, qu'on demande l'aumône, qu'on politique, qu'on fait descendre et monter la rente, qu'on poursuit ses débiteurs, qu'on donne la chasse à ses rivaux, etc. Que n'y fait-on pas ? De l'aube à la nuit, c'est un spectacle sans nom, une foule sans cesse renouvelée. Tout Madrid vient défiler là et l'expression est vraie à la lettre.

Dans les nouveaux quartiers, comme les rues Serrano, Salamanca et de la Princesse, entre les deux quartiers d'Arguelles et des Pozas, les monu-

ments qu'on doit citer sont les portes d'Alcala, de Ségovie et de Tolède, ces dernières conduisant aux ponts de même nom ; quelques statues remarquables, comme celles des places d'Oriente et Mayor, et d'autres qui le sont moins, comme celles de Mendizabal, de Daviz et de Velarde, ce monument des victimes du 2 mai 1808 ; enfin d'autres servant à décorer les tombeaux de Ferdinand VI et d'O'Donnell, au couvent de Salesas, et dans l'église d'Atocha, le magnifique mausolée de Prim, tout en métal, véritable merveille de filigrane d'or, monument unique au monde en ce genre, et qui fut imaginé par un artiste espagnol d'un grand mérite, M. de Zuloaga

Sous le rapport des promenades et des spectacles, Madrid ne le cède à aucune autre capitale. Malgré l'aridité des campagnes environnantes, presque toutes ont été embellies par la dérivation des eaux du Loyoza. Cette mesure a transformé complétement l'hygiène et l'aspect de Madrid, qui manquait presque d'eau avant 1856, et qui en a aujourd'hui plus qu'il n'en faut pour tous les besoins de la population ainsi que pour l'arrosage des promenades et des rues. C'est une amélioration faite sous la reine Isabelle. La longue avenue qui part de l'église Atocha relie le jardin botanique au Prado, à l'allée des Récollets et à la fontaine Castellana. Le Prado est pour les Madrilènes ce qu'est le bois à Paris, les cascines à Florence. Le Retiro, la Monc-

loo et la cascade Campo sont de grands parcs admirablement dessinés.

Voilà pour l'aspect physique de la capitale. Quant à sa physionomie morale, son charme principal est peut-être dans l'espèce de vie de famille qu'on y mène. Au théâtre, au concert, dans les réunions, à la promenade, tout le monde se connaît plus ou moins ; en dehors de certains cercles trop exclusifs, la grande majorité de la société madrilène se trouve partout et se voit chaque jour, presque sans se faire de visites ; un malheur, une joie, un événement quelconque dans une famille connue est immédiatement senti, regretté, plaint ou célébré partout, selon les circonstances. Cette communauté de sentiments fait de la société de Madrid un type à part dans la vie européenne. Qu'on ajoute à cela une sévérité de mœurs sans hypocrisie, une fierté sans morgue, une gaieté sans prétention ; de la simplicité, de la sincérité, de la bonhomie même, moins d'affectation et plus de franchise qu'ailleurs, et l'on comprendra pourquoi l'on s'attache à Madrid. On y trouve les attraits des grandes cours par l'élégance, le confortable et le bon ton, non moins que les commodités et les douceurs de la vie de province par l'égalité et la spontanéité des affections, ordinairement désintéressées, constantes et sincères autant que le permet la fragilité humaine.

La science a ses foyers dont nous avons déjà entretenu le lecteur ; les artistes et les gens de lettres rencontrent partout des égards. La politique, hélas! se glisse à chaque instant dans tous les cercles, et quoique des divergences passionnées d'opinion n'aient pas réussi absolument à empoisonner la vie sociale (que j'appelle, moi, la vie vitale), elles ont tracé quelques lignes de démarcation regrettables pour ceux qui n'ont point de parti pris dans ces réunions de caractères opposés, de sentiments divers. L'homme n'est pas parfait, même à Madrid !

La société de Madrid s'amuse autant qu'elle peut, je dirai même le plus qu'elle peut. Rien de plus agréable à voir que ces promenades encombrées d'équipages élégants circulant entre deux allées toujours remplies de gens allègres qui descendent de leurs voitures pour causer avec leurs amis cheminant à pied ; car tout le monde est du monde sans distinction, et à peine y a-t-il de légères nuances entre les bourgeois et l'aristocratie. Il n'est pas un spectacle plus frappant de l'animation et de l'entrain de ce peuple aux mœurs simples et douces, sans haine du pauvre contre le riche, que celui du jour où l'on se rend aux courses de taureaux. C'est là le divertissement national, que critiquent bien à tort, selon moi, des peuples qui prennent plaisir aux exercices périlleux des acrobates dans les cirques ou aux meurtrières luttes de la boxe. Oui, je

l'avoue, je prends la défense des combats de taureaux, qui réunissent pour moi les traits multiples du caractère espagnol, et même, ce qui m'intéresse au plus haut degré dans ce spectacle, c'est le taureau, la victime et le héros tout ensemble.

On se rend compte du goût passionné des Espagnols pour la musique par la foule immense qui envahit les endroits où l'on en fait. L'Opéra reste ouvert plus longtemps que dans toute autre capitale de l'Europe, et les abonnements servent de base à la spéculation des entrepreneurs. Cela est dû aussi à l'*impressario*, M. Robles, qui a eu le rare courage de maintenir son théâtre ouvert pendant les temps les plus orageux de la révolution fédérale. On peut dire qu'il y a concert chaque soir à Madrid, dans les salles académiques, dans les salons, dans les rues, sans parler d'une multitude de musiciens ambulants, guitaristes ou joueurs d'orgues, qui assiégent et assourdissent les passants à toute heure du jour. L'été, des concerts ont lieu régulièrement dans le jardin public du Buen-Retiro ; moyennant *un* franc d'entrée, les amateurs de toutes les classes s'y pressent en foule. Au printemps, il y a aussi des concerts suivis au cirque du prince Alphonse. L'hiver, on joue des quartetos le dimanche dans la salle du Conservatoire des arts, sorte d'académie de déclamation, de chant et de musique. Partout on remarque l'affluence du peuple chez qui le senti-

ment musical est non moins vif que chez les gens instruits. N'y a-t-il pas lieu d'être surpris qu'une nation affolée de musique au point d'en avoir besoin comme de l'air qu'elle respire n'ait donné à l'art aucun grand compositeur, aucun maître?

Un genre dramatique particulier aux Espagnols est *la Zarzuela*, qui a même donné son nom au théâtre où l'on le cultive spécialement. *La Zarzuela* est une sorte de pièce qui tient à la fois de la comédie, du mélodrame et de l'opéra, avec un mélange insolite et cependant harmonieux de vers, de prose, de déclamation, de chant, quelque chose de solennel et de bouffon à la fois. Tout cela constitue un genre très-original, très-accidenté, dont l'équivalent n'existe dans aucun pays. Sur les autres scènes, on représente des comédies politiques, en prose mêlée de chant, des farces risquées sur les événements du jour, et dans la semaine sainte des épisodes de la Passion. Les petits théâtres donnent souvent trois ou quatre représentations, d'une heure chacune par soirée et les spectateurs se renouvellent rarement. Au théâtre Cappellam, on exécute tous les soirs des danses, dont la licence effrénée laisse bien loin en arrière les excentricités des clodoches de Paris. Il est impossible d'imaginer la hardiesse des poses et la fantaisie des mouvements ; les petits jeunes gens, des vieillards armés de lorgnettes et les femmes qui vont seules composent en général le public de Cappelam.

En dehors de ces amusements publics, il y a des soirées, des bals, des représentations théâtrales, des réunions, des *tertulias*, des soirées littéraires même, de simples thés, etc. C'est là qu'on peut faire connaissance avec les personnages dont *Asmodeo* de *la Epoca* et Fernan Flor de l'*Imparcial*, racontent les faits et gestes dans leurs inimitables chroniques du monde élégant.

Pour ceux qui n'ont pas la facilité de parler les langues étrangères, j'ai fait une remarque qui me semble vraie. A force d'étude on apprend quelquefois à s'exprimer dans une ou plusieurs langues difficiles ; mais une langue facile, la sait-on jamais correctement ? J'en suis un vivant exemple. J'ai habité dix ans l'Italie, et comme je n'avais pas suivi le conseil de Gœrte de faire un effort dès les débuts et de continuer longtemps à étudier tous yeux ouverts, je parlerai toujours mal l'italien. Comme tant d'autres, je m'étais dit: « A quoi sert d'apprendre une langue que je chante et que j'entends à l'Opéra ? Puisqu'il m'a suffi d'un mois pour en connaître la grammaire, un autre mois de séjour dans le pays même suffira à me la faire parler couramment. Il n'en était rien. Au bout de dix ans de séjour je parlais encore un italien détestable. Il en est de même en Espagne. Le castillan présente toutes les difficultés des langues faciles ; on tombe immédiatement dans l'italien en intervertissant la

syntaxe et l'on trahit, on mêle, on confond à son insu les deux idiomes, de sorte qu'on arrive à un patois fantaisiste. La prononciation, moins sèche que celle du français, est plus dure que celle de l'italien ; la jota arabe, qui se dit aisément quand elle est seule, se hérisse d'une insurmontable difficulté si elle est double dans un mot. Le *z*, qui a le son de l'*s*, ne devient familier qu'après un long et fastidieux exercice ; car c'est un son qui de prime abord déplaît à l'oreille.

Dans les villes de province de même qu'à Madrid, le peuple, chose digne de remarque, parle aussi purement qu'écrit Valera ou Canovas ; la différence de prononciation entre les lettrés les plus raffinés et les ouvriers des faubourgs est à peine sensible. L'espagnol est plus communicatif, plus ferme, plus arrêté en un mot que n'est l'italien, dans la presse, sur la scène ou dans la littérature populaire. La langue actuelle n'a pas conservé grand'chose de la langue de Cervantes, de Quevedo, de Lope de Vega. Si Charles-Quint revenait dans sa capitale, il ne dirait plus que c'est la seule langue dans laquelle on puisse s'entretenir avec les dieux. Sancho Pancha ne serait plus goûté, ni même compris. Il y a en Espagne aujourd'hui le dialecte de Valence, le catalan, dans lequel mon ami Balaguer a écrit de si charmantes poésies, celui de Murcie, et la vieille langue des provinces basques à laquelle

on ne peut donner aucune dénomination. On parle castillan dans les deux Castilles, dans l'Aragon, dans l'Estramadure, dans l'Andalousie; en tout, cinq provinces. La phrase populaire qui fait rire le parterre d'un théâtre de Salamanque obtient le même effet devant les *butacas* d'un théâtre de Grenade; à Séville, les calembredaines de Saragosse sont saisies immédiatement et ainsi de suite.

Avant de clore ce chapitre, qu'il me soit permis d'y tracer quelques portraits dont l'ébauche complétera la physionomie de la capitale espagnole.

L'une des plus belles et des plus nobles de Madrid est assurément la duchesse de Medina-Cœli; c'est le véritable type de la grande dame que cette beauté andalouse devant l'image de laquelle chacun s'arrêtait charmé à l'Exposition universelle de 1855, et qui fit connaître aux Parisiens le talent hors ligne du peintre Madrazo. Telle elle était alors, telle elle est encore, avec sa taille de reine ou plutôt de déesse marchant sur les nuées, suivant l'expression du poëte, avec ses grands yeux bruns, profonds et rêveurs; son nez aux ailes mobiles, ses cheveux épais et soyeux, sa bouche d'un dessin ferme et pur, ses mains et ses pieds incomparables. Elle me frappa si vivement lorsque je l'aperçus pour la première fois aux courses du bois de Boulogne, il y a quelques années, vêtue d'une simple robe de taffetas gris avec un chapeau blanc, qu'à peine rentrée chez

moi, je crayonnai d'elle un portrait qui fut trouvé ressemblant. Mais cette beauté parfaite est le moindre des mérites de cette femme supérieure; elle n'a aucune des habitudes et des prétentions des petites maîtresses; elle n'est d'aucune coterie, et elle ose émettre son avis, sur tous et sur chacun, avec une indépendance d'esprit, une netteté de jugement et un bonheur d'expression qui se rencontrent rarement; n'ayant de parti pris sur rien, elle se laisse guider par son intelligence qui est vraiment grande et par sa raison.

Faite pour régner ou pour gouverner, elle tient sa maison, une maison qui est un monde, et gère son immense fortune, comme pourrait le faire un financier. Elle me rappelle M. de Corvetto, le célèbre Génois. Elle a un sentiment exquis des arts; mais elle a révélé pour les affaires une aptitude remarquable. Rien n'est plus séduisant que ces maîtresses femmes déployant le soir, dans leur salon, toutes les grâces et les élégances de leur sexe, et qui, néanmoins, levées le matin avec le jour, savent se mouvoir à travers les méandres les plus compliqués d'une vaste administration. La duchesse de Medina-Cœli s'asseoit, comme un ministre, à un bureau couvert de paperasses, de mémoires et de comptes à donner le vertige; elle gouverne ses nombreux employés avec cette autorité douce de l'administrateur éclairé. Elle projette, dirige, fait exécuter toutes les

réformes, tous les embellissements de ses propriétés. C'est à elle que les gens de la Nava doivent la production et l'exploitation, sur une grande échelle, des résines ; c'est elle qui a installé cet établissement modèle, qui fait l'admiration des connaisseurs et qui inspire même les poëtes; Angela (c'est son prénom) est bénie et adorée des ouvriers autant qu'elle est admirée dans les hautes régions.

Accordant peu de temps aux visites, à toutes les exigences de convention qui remplissent l'oisiveté affairée des gens du monde, elle s'est créé une existence à part; ceux qui ne sauraient ni la comprendre ni l'imiter la traitent peut-être d'extravagante et de bizarre, mais elle doit sourire avec indulgence de ces interprétations, si elle les connaît, et s'épanouir devant son œuvre.

Elle a cette élégance riche et de bon goût de la vraie grande dame. Ses toilettes sont irréprochables, et ses bijoux montés avec un art qui en double le prix; on soupçonne qu'elle a dû souvent donner les dessins de ces merveilleuses parures et que son goût, toujours sûr, vient en aide à sa fantaisie. Mais, si elle accorde quelques instants à cette mise en scène de sa beauté, elle a l'air de ne pas s'en être occupée; elle est la mieux habillée comme elle est la plus belle, sans avoir l'air de le savoir.

Ses enfants sont admirablement élevés ; ils adorent cette mère, qu'ils considèrent comme une sœur

aînée; elle est à la fois pour eux le chef respecté de la famille et une madone, belle comme celle de la procession de Séville, ainsi que dit son petit garçon. Sa fille Marie promet d'être un jour une femme supérieure.

Une des figures les plus saillantes de Madrid est celle de Mme la comtesse de Campo-Alange. J'avais entendu parler de son esprit et de sa verve, et je souhaitais vivement de la connaître. Je m'étais même munie d'une lettre dans laquelle mon ami le comte *** lui écrivait en termes trop flatteurs pour moi : « Je présente la Sapho française à la Sévigné espagnole. » L'avouerai-je ? malgré l'ardent désir que j'avais de l'approcher, j'eus peur de passer sous les fourches caudines de cet esprit redoutable. Si je lui plaisais, tout était pour le mieux ; si au contraire..... Cette alternative m'effraya réellement, et l'on répétait autour de moi avec un tel air de mystère : PRENEZ GARDE ! que j'ai suivi le précepte du sage : « Dans le doute, abstiens-toi. » Je n'ai donc pas porté ma lettre, et j'ai renoncé ainsi volontairement à l'un des plus grands plaisirs que je me promettais en Espagne, celui de causer avec une des femmes les plus spirituelles, m'assure-t-on, de notre époque. La fille de la comtesse de Campo-Alange, que j'ai admirée de loin, est une des plus belles personnes de Madrid. Cette fière et sereine beauté rappelle les jeunes mères de Murillo, dans

l'épanouissement de leur splendeur ; elle apparaît toujours dans un nimbe d'or, un enfant à la main, des paroles plus douces que miel sur les lèvres.

Mme Bouschental, voilà encore une physionomie charmante, typique. Est-elle jeune ? ne l'est-elle plus ? Je ne saurais vous le dire. Lorsqu'elle descend de sa loge au foyer du Théâtre-Royal, drapée dans sa sortie de bal ou dans une robe aux plis ondoyants, on croirait voir marcher la Junon antique. Elle a dû être une beauté rare, que dis-je ? la beauté même. On ne sait ce qu'il faut le plus admirer de ses lignes sculpturales, de ses traits corrects et fins, de ses yeux si purs ou de sa physionomie vive et mobile. Elle ne vieillira jamais.

Nulle femme n'est plus aimée que Mme Bouschental : elle a un cercle d'amis d'élite, plus passionné, plus dévoué, plus ardent que celui de n'importe quelle femme de vingt ans ; elle vit pour eux ; elle a remplacé, dit-elle finement, la famille qu'elle n'a plus, par ce cent d'amis qui se jetteraient au feu pour elle. Connue de tout Madrid, elle peut descendre sans danger au milieu d'un mouvement populaire ; chacun s'écartera pour lui faire place.

Elle a réussi à se faire accepter par la société espagnole en excluant de sa maison l'élément féminin ; toutes les femmes brûlent du désir d'aller chez elle, dans l'espoir de vaincre sa résolution ; mais

elle reste inébranlable, sûre de son pouvoir et de son influence sur le monde, qu'elle a dominé vingt ans par les charmes tout-puissants de l'esprit, de la bonté, de la générosité et de la beauté réunis dans sa personne : « Venez me voir, dans la journée, dit-elle, amenez-moi vos enfants; saluez-moi au théâtre; mais le soir laissez-moi vivre à ma guise, avec mes fidèles amis. Je veux être heureuse, bien portante, adorée jusqu'à mon dernier jour. Vous troubleriez tout cela avec votre caquetage, vos minauderies, vos prétentions; laissez-moi à mon égoïsme qui ne vous fait point de mal. Toutes les fois que vous aurez besoin de moi, je serai prête à vous rendre service, et, s'il le faut, je n'épargnerai ni soins, ni démarches, ni fatigue; mais, par grâce, laissez-moi régner seule et sans partage. Mes amis me trouvent la plus gracieuse, la plus belle, la plus séduisante; ils ne s'aperçoivent pas de votre absence. Si je vous accueillais, le prestige de cette illusion s'évanouirait. Allez, le monde peut marcher sans moi, et moi, je cesserais d'être si je vous laissais venir. »

La duchesse de la Torre a été et sera longtemps encore une des plus jolies femmes de l'Espagne, si riche en beautés de tout genre; elle est fort élégante et porte à ravir les plus merveilleux chiffons du monde. Elle reçoit chaque semaine et même chaque soir; mais elle n'a pas de salon. Quelle

chose étrange qu'une si belle personne et un soldat, ayant eu une vie à la fois si éclatante et si aventureuse, n'aient pas cherché à se créer cette force qu'on appelle un salon ! Sans doute ils sont sûrs de l'appui et du zèle de leurs amis, le maréchal par l'éclat de son passé, l'attrait de son esprit et son dévouement à son pays[1], la duchesse pour les charmes réunis de la beauté, de la grâce et de la distinction.

XVII

UNE COURSE DE TAUREAUX

Malgré l'atonie de l'esprit public, l'annonce de la paix réveilla l'enthousiasme, et l'entrée solennelle à Madrid de deux mille soldats, choisis dans tous les régiments qui avaient fait campagne, fut saluée d'acclamations unanimes. La foule s'empressa sur le passage des vainqueurs de l'absolutisme ; des couronnes et des fleurs tombaient de tous les balcons, tendus et pavoisés pour la grande fête. Jamais je n'ai vu d'armée reçue d'une façon plus chaleureuse ; l'accueil fait à Martinez Campo tenait du délire. Quelle entrée aussi ! Quelle fière et martiale attitude que celle du héros de Catalogne !

Les soldats espagnols portent un béret d'une espèce particulière, garni d'une visière de cuir, gracieuse et légère à la fois, qui se replie sur le front. Ce béret est appelé du nom de son inventeur, Ros de Olano, général et poëte, qui le modela sur son

béret de chasse. Toute l'infanterie se composait de jeunes hommes au teint hâlé, de taille moyenne et bien prise, à la tournure presque élégante; aussi passe-t-elle pour la plus agile et la plus résistante de l'Europe. En la voyant défiler sous mes yeux, j'ai compris qu'elle méritait cet éloge : marcheurs intrépides, ces fantassins sont fiers, sobres, possédés d'un orgueil national incroyable. La tunique des officiers est courte et serrée comme celle des officiers italiens; hors de service, ils ne portent pas l'épée.

A l'occasion de l'entrée des troupes à Madrid, des fêtes gratuites furent offertes à l'armée; le public éprouva une grande difficulté à obtenir des places; je fus pourtant admise dans une des loges destinées aux commissaires du Congrès grâce à l'empressement de quelques députés. Ces fêtes devaient se terminer par une course de taureaux en spectacle de gala.

Le cirque, ou, pour parler la langue du pays, la place des taureaux (*plaza de Toros*), se trouve à l'extrémité du faubourg de Salamana, hors de la porte d'Alcala. C'est un immense amphithéâtre circulaire, à gradins et à loges, décoré de bannières et pouvant contenir quinze mille spectateurs. Plus de huit jours à l'avance, chacun s'apprête à jouir de ce spectacle; dès la veille on commence à trafiquer des billets sur une grande échelle. Dès l'aurore une

foule houleuse assiége les portes, bien longtemps avant qu'on les ouvre. Les gardes civils ne sont pas de service ce jour-là. Toutes les rues qui conduisent à la porte d'Alcala sont encombrées d'une interminable procession de peuple ; des marchands d'eau et d'oranges remplissent l'air de leurs cris ; les revendeurs de billets courent de ci, de là, ahuris, insultés, suppliés par des milliers de voix. Un soldat vient à passer, un invité de la fête nationale, on lui offre le double, le triple, le centuple de son billet ; il hésite, il refuse, il cède, il accepte... hurrahs, clameurs et bravos de la foule.

Les plus charmantes femmes de l'aristocratie commencent à paraître ; les carrosses les plus somptueux, à circuler.

Voici la duchesse de Baylen avec son mari, un grand seigneur et un soldat, ces heureux possesseurs du splendide palais Portugalete ; voici sa belle-sœur, la marquise de Laguna, qui possède les plus beaux bijoux de Madrid ; l'élégante comtesse de Heredia-Spinola ; le marquis de Vega-Armijo et sa gracieuse femme, que la marquise de Molins n'a pas fait oublier en lui succédant à Paris comme ambassadrice ; la jolie Mlle de Bassecourt, à la taille svelte, aux yeux magnifiques, dans un costume andalou rose et noir, qui la rend d'autant plus piquante. Voici la maréchale Bazaine, une héroïne de roman, une valseuse intrépide, une mère mo-

dèle ; Mme de Folleville, une dilettante des combats de taureaux et même de coqs, m'a-t-on dit ; la jeune et belle comtesse de Hatzfeldt, si admirée à Paris dans la haute société américaine ; la cousine du duc de Fernan-Nuñez, Mme de Torrepando, une beauté des îles Canaries, et sa belle-sœur, doña Mercedès de la Moneda, une des personnes les plus spirituelles de Madrid et la plus courtisée des veuves. Voici Patrocinia de Biedma, la poëtesse andalouse, un véritable talent, un cœur éprouvé et une ardente inspiration ; la princesse de Salm, une Autrichienne que l'Espagne revendique ; puis une foule de grands d'Espagne, de ministres d'État, d'ambassadeurs, de généraux, d'hommes politiques. Enfin, voici Alphonse XII, dans son brillant uniforme de capitaine général, souriant à tous et à chacun de son bon, frais et charmant sourire, un vrai prince espagnol, celui-là ! qui, à l'égal du dernier de ses sujets, aime à la folie ce spectacle sans pareil. Voici la princesse Isabelle, la mantille blanche lui sied à ravir ; on sent que la joie nationale ne l'épouvante pas, c'est une fille du pays. La marquise de Santa-Cruz, dame d'honneur de la princesse, jeune encore malgré ses cheveux blancs qui donnent à sa physionomie une piquante originalité, l'accompagne, ainsi que la gracieuse Mme Aguilar, qui partage le triomphe comme elle partagea l'exil.

Tout le monde est arrivé. On se presse, on s'en-

tasse, on s'aborde avec gaieté ; il règne parmi la multitude bigarrée cette sorte de curiosité anxieuse que domine toute aventure dans laquelle la vie de l'homme est en jeu. On s'installe à la hâte, les uns à l'ombre, les autres au soleil. Les loges continuent à se remplir de mantilles noires et blanches, de jolis visages; une joie libre et bruyante éclate de toutes parts. La cour, qui s'était arrêtée dans les couloirs, a pris place à la fin. Le signal de la course est donné. Les musiciens font le tour du cirque. On annonce l'entrée de la *cuadrilla.*

Le cirque est immense ; c'est un théâtre fait pour tout un peuple. Les yeux fermés, je me représente le spectacle que devait offrir le Colysée de Rome un jour de fête semblable. L'arène est circulaire, entourée d'une barrière de bois, qui supporte à l'intérieur une sorte d'entablement sur lequel saute le *torero* lorsque l'animal le poursuit de trop près. Au delà de cette barrière, il y en a une seconde plus haute ; et dans le couloir qu'elles forment fourmillent, s'empressent, courent les palefreniers du cirque, les charpentiers, leurs outils en main, prêts à réparer les brèches que peut faire le taureau, les marchands d'oranges et de sucres d'orge, amateurs forcenés jouissant de la bienveillance de l'*impressario.* Au pied de la grande barrière s'élève une rangée de gradins de pierre, et un peu plus haut celle des loges. Sous les loges il y a une galerie, trois

rangs de siéges ; ce sont les meilleures places du cirque, celles d'où l'on voit le mieux, mais la mode ne les a pas adoptées, et l'aristocratie n'y va pas. Chaque loge contient une vingtaine de places ; celle de la duchesse de Medina-Cœli, avec laquelle j'assistai pour la première fois à un combat de taureaux, peut recevoir au moins quinze personnes. La loge royale est un grand salon ; celle du municipe et du syndic est à côté.

Le cirque offre en ce moment un spectacle dont il est impossible de se faire une idée, à moins de l'avoir vu. C'est un océan de têtes, de mains, d'éventails qui s'agitent en l'air ; c'est un kaléidoscope tout noir du côté de l'ombre adopté par le beau monde ; aux couleurs bariolées, éclatantes, lumineuses, du côté du soleil où s'entasse le peuple. On dirait par là une immense mascarade. Tout le monde s'interpelle, se salue avec une allégresse frénétique. Ce tumulte indescriptible donne le vertige. Je me sens à la fois énervée, surexcitée, affolée, comme ceux qui m'entourent.

Le bruit d'une fanfare a retenti. Quatre gardes à cheval, avec des chapeaux empanachés et des manteaux noirs, entrent par la porte qui est sous la loge du roi et font lentement le tour de l'arène. Deux à deux, ils vont se camper devant une porte fermée qui fait face à la loge royale. Les quinze mille spectateurs regardent, immobiles, retenant leur souffle ;

un profond silence s'est fait. Cette porte est celle qui doit livrer passage à la *cuadrilla*. La voici qui défile : tous les toreros, en habit de gala, viennent se présenter au roi, à l'armée, au peuple. L'orchestre fait retentir les échos de ses plus vigoureux accords. On nomme, on applaudit les *espadas* les plus fameux, Frascuelo et Lagartijo ; ils s'avancent revêtus du scintillant costume andalous que porte Figaro dans *le Barbier de Séville*. Derrière eux viennent les *banderilleros* et les *capeadores;* puis, les *picadores* à cheval avec une longue lance au poing, un feutre gris à larges bords, une veste richement brodée, des caleçons de peau de buffle jaune, intérieurement lamés de fer ; enfin, les *chulos*. Ce cortége traverse majestueusement l'arène d'un pas cadencé, se dirigeant vers la loge du roi. Rien de plus pittoresque que ce défilé ; ces lutteurs, vêtus avec une splendeur orientale, sont vigoureux, bien faits et rappellent les gladiateurs antiques devant la loge royale.

La *cuadrilla* est peut-être la partie du spectacle la plus intéressante : elle se compose de tous ceux qui vont figurer dans le drame. Les *espadas* sont ceux qui avec leur épée portent au taureau le coup mortel. Les *banderilleros* lui plantent dans les flancs des javelots acérés, quelquefois enflammés lorsque le taureau recule et se dérobe à l'attaque. Les *chulos*, à l'aide de leurs capes, aux couleurs écla-

tantes, attirent ou détournent, suivant le besoin, l'attention du taureau. Les *picadores* agacent l'animal, l'excitent, le piquent et commencent la terrible lutte. Derrière la *cuadrilla* viennent les *mulillas,* mules harnachées, qui traînent hors de l'arène les taureaux morts ou les chevaux éventrés.

La *cuadrilla* fait le tour de l'arène, salue le roi, reçoit la clef du *toril,* l'étable où est enfermé le taureau, et la *funcion* (spectacle) commence.

A gauche du *toril* sont rangés les *picadores;* puis, en demi-cercle, tous les *chulos,* leur cape sur le bras.

Le moment solennel où la porte du *toril* s'ouvre et où l'on voit sortir, stupide, ahuri, cet animal aux cornes menaçantes, à la puissante encolure, à l'œil profond, est un des plus saisissants du drame qui va s'accomplir.

Chacun cherche à deviner quel sera le caractère de l'ennemi : se montrera-t-il calme ou furieux, franc ou traître, débonnaire ou emporté; en un mot, comment va-t-on l'aborder?

Deux *picadores* à cheval vont les premiers au-devant du taureau, l'excitent, le défient; c'est alors que l'animal trahit son caractère. La plupart du temps, il se rue sur le premier cheval et, piqué ou non, il lui fait d'un coup de corne des blessures souvent mortelles. Si l'homme n'a pas été atteint, s'il n'est pas tombé, il remonte sur une autre bête

et recommence. Pour les véritables dilettantes, les blessures ou la mort de ces pauvres chevaux n'ont aucun intérêt; ce sont des victimes condamnées d'avance à leur sort. Pour ceux qui ne sont point endurcis par une longue habitude, ce spectacle de chevaux blessés ou éventrés est une barbarie; et, à vrai dire, c'est le côté du combat qui donne le plus de prise à la critique.

Sans s'arrêter à ces préliminaires, on passe au second exercice, celui des *banderillas* (javelots). Les javelots sont des espèces de dards enrubannés que les *banderilleros* plantent dans la nuque de l'animal. Rien de plus léger, de plus vif, de plus gracieux à voir que ces jeunes gens, à deux pas de l'animal furieux, lui décochant ces flèches étincelantes. Cet exercice exige autant de sang-froid que d'adresse, tandis que celui des *picadores* relève avant tout de la force musculaire.

Le second acte terminé, le dernier qui va suivre est annoncé par les trompettes: c'est la mort du taureau.

Alors s'avance, au milieu de l'arène, un seul homme, l'*espada*. De la main gauche il tient un drapeau rouge, et de la droite, une longue épée de bonne trempe. D'un pas lent et mesuré, il se dirige vers la loge royale, s'arrête, ôte la *montera* qui lui couvre la tête, et, d'un geste hardi, la lance derrière lui. Cela fait, il va droit au taureau. L'anxiété

est au comble. Tous les regards sont fixés sur cet homme qui, seul, va affronter un animal terrible, que la rage et la douleur exaspèrent, et prêt à un suprême effort pour défendre sa vie.

Savoir tuer un taureau n'est pas chose commune; c'est un *art*. Il faut le tuer dans les règles, et ces règles sont strictes et formelles. Les bons *espadas* sont des maîtres. On conserve les noms des plus fameux dans les annales du *toreo ;* on les compte, on les cite, on les admire; ce sont Montès, Pepenillo, Cucharès, Frascuelo. Un endroit, un seul du corps de l'animal, est digne de recevoir le coup de l'*espada ;* s'il en est autrement, il est mal tué. Le public, qui sait cela, suit donc avec un extrême intérêt le développement de cette scène finale jusqu'au moment où la victime, baissant la tête pour se jeter sur l'homme, celui-ci, en garde et l'œil fixé sur le point désigné, lui plonge son épée au fond du cœur. L'art consiste à choisir, d'après le caractère du taureau, la manière et le moment de le tuer, car il y a trois genres de coups : *recibiendo, à volapié* ou *descabellando;* mais je ne veux pas appuyer sur ces détails trop techniques.

Alors tout est dit. Un coup de poignard (*puntilla*), donné par un piqueur, abrège l'agonie de l'animal, et l'*espada* triomphant va ramasser sa *montera*, aux acclamations unanimes, aux bravos frénétiques d'un public transporté de joie.

Quelques mules harnachées, et la tête ornée de drapeaux, sont attelées au corps inanimé de la victime, et l'arène, vide et nettoyée en un clin d'œil, est prête pour un nouveau combat. Six ou huit taureaux sont successivement engagés dans chaque représentation. Telle est, en peu de mots, ce qu'on appelle en Espagne la *corrida de toros*.

Sans doute, la course ne s'achève point sans victimes; il y a du sang répandu, des chevaux ont succombé, mais il est rare que quelqu'un des acteurs soit blessé: les précautions sont si bien prises et l'art est si bien connu, qu'un accident funeste ne se rencontre pas souvent. Dans cette lutte, un grand courage, une adresse incontestable, un intérêt soutenu et presque un sentiment d'admiration pour l'homme qui affronte, impassible, de tels dangers, et, l'épée à la main, joue sa vie contre celle de l'animal en fureur. Ce combat est la fête de la force.

Le goût des courses de taureaux est pour ainsi dire inné chez l'Espagnol; il y est conduit dès son enfance : le riche dans les loges, le pauvre dans les *tendidas*. En d'autres temps, on a fait combattre les taureaux contre des lions et des tigres; une lutte de ce genre a eu lieu naguère dans le cirque de Madrid. Chacun se rappelle, malgré les siècles écoulés, celle qu'ordonna, sous Philippe IV, le duc d'Olivarès, pour fêter l'anniversaire de Bal-

thasar d'Autriche, prince des Asturies: un taureau, placé en face d'un tigre et d'un léopard, resta vainqueur des deux fauves; seul, un éléphant put soutenir la lutte et remporta la victoire.

On se trompe étrangement en mettant les *toreros*, comme on le fait à l'étranger, au même rang que les acrobates et les saltimbanques. En raison même de la passion nationale pour l'*art* qu'il professe, le *torero* jouit d'une certaine considération en dehors même du théâtre de ses exploits; il est traité avec bienveillance, même avec amitié par beaucoup de membres des clubs aristocratiques ; il se montre au théâtre dans les loges les plus recherchées, il fréquente les cafés les mieux achalandés.

Les *espadas* célèbres, comme Frascuelo, gagnent par an au moins 15 à 20,000 *douros* (80 à 100,000 francs), ont maison à la ville et maison à la campagne, un valet de chambre de haute volée, souvent un cuisinier; ils habitent des appartements somptueux, se couvrent de bijoux, ont presque toujours un cheval de selle, quelquefois un coupé, voyagent comme des princes ou des banquiers, et fument des cigares du plus pur Havane. Leur façon de s'habiller en dehors du cirque est curieuse : chapeau de velours noir à larges bords, jaquette boutonnée, étroite et courte, des culottes collantes en peau, une chemise blanche de la plus fine toile, souvent surchargée de broderies; en guise de cravate, un léger

foulard de soie, rose ou blanc, laissant leur cou nerveux à découvert; des souliers richement brodés, une tresse de cheveux qui traîne dans le dos, et avec cela des montres, des chaînes pesantes, des boutons d'or, des bagues étincelantes, des anneaux, tout un étalage de bijoutier.

Toujours pleins d'entrain et de vivacité, on les rencontre d'ordinaire au Prado et à la Puerta del Sol; ils vont à la Chambre les jours où doit prendre la parole leur orateur favori; ils promènent orgueilleusement leurs épouses, pimpantes et dorées autant qu'eux-mêmes. Leur sort paraît digne d'envie; ils sont les rois de la cité. Que leur manque-t-il, en effet? Leurs traits, leur voix, leurs faits et gestes sont plus familiers au public que ceux de tous les ministres, hommes d'État, financiers, généraux ou simples comédiens.

On ne voit, en effet, dans les *zarzuelas* que des *toreros;* dans les chansons, dans les tableaux, sur les foulards, sur les éventails, sur les assiettes, que des *toreros*, voire même sur les boîtes d'allumettes.

Le métier de *torero* est à la fois lucratif et honorifique. Mais, hélas! beaucoup d'appelés, peu d'élus. Un petit nombre s'élèvent à la dignité d'*espadas;* la plupart vont grossir les rangs des *capeadores,* d'où ils sortent *banderilleros*, ou tout simplement *picadores.* Il n'est pas donné à tout le monde de

tuer un taureau suivant les règles de l'art; malheur à ceux qui écharpent l'animal, qui le mettent hors de combat sans être arrivés à le blesser mortellement, ils ne reprennent pas l'épée. De vrais *espadas*, je parle de ceux qui ont fait leurs preuves, il y en a quinze ou vingt au plus dans l'Espagne entière. Dernièrement, un jeune Anglais, d'une famille aristocratique, riche, adroit, bien élevé, est venu, sous l'empire d'une vocation irrésistible, s'inscrire parmi les *espadas;* j'ai assisté à ses débuts, qui ont été des plus remarquables.

Pour apprécier la nature d'un tel divertissement, il faut en connaître l'histoire. En France, où l'on aime à se payer de plaisanteries et de paradoxes plutôt que de bonnes raisons, on ne s'en doute guère; et certes une femme qui afficherait au grand jour, comme je le fais, sa prédilection pour ce genre de spectacle, s'attirerait plus d'un quolibet. N'importe, je me risque.

Les combats de taureaux datent du Cid Campeador. Le Cid n'était pas, ce me semble, de trop mauvaise compagnie; il fut le premier, si l'on s'en rapporte à la tradition ou à la légende, qui s'élança, à cheval, armé de sa lance, dans l'arène, et qui tua de ses propres mains le taureau. A son exemple, une foule de gentilshommes s'adonnèrent avec ardeur à cet exercice, qui devint en peu de temps un art véritable; point de grandes fêtes, point de

solennités sans course de taureaux. Il fallait être *noble*, avoir un nombre de quartiers déterminés pour descendre dans l'arène; les rois eux-mêmes ne dédaignèrent pas d'y paraître. Ce fut le passe-temps de prédilection des cours du moyen âge, le divertissement d'honneur des plus fameux guerriers, non-seulement chez les Espagnols, mais encore chez les Arabes; on allait dans l'arène avec le même orgueil que sur le champ de bataille. Isabelle la Catholique voulut interdire les combats de taureaux, car elle éprouvait à ce sujet la même répulsion que la duchesse d'Aoste; elle y renonça, après s'être convaincue de l'impopularité d'une semblable mesure et de son impuissance à la faire exécuter. Charles-Quint, le grand empereur, tua de sa propre main un taureau à Valladolid. Pizarre, le conquérant du Pérou, fut un *lanceador de torso* presque aussi renommé que Sébastien, roi de Portugal, quoique les courses de Lisbonne ne puissent donner la moindre idée des grandes courses de Madrid. Philippe III consacra de grosses sommes d'argent à la décoration du cirque. Philippe IV et Charles II suivirent ses traces. Sous le règne de Philippe V, un Français pourtant, et par son ordre, on construisit de nouveaux cirques. Jusque-là, l'honneur, j'allais dire le privilége, de *torear* (tuer le taureau) appartenait exclusivement à la noblesse.

A la fin du XVIIIe siècle, et probablement sous l'influence des idées philosophiques, cet art fut abandonné aux classes inférieures ; il surgit alors de tous côtés des *toreros,* des professeurs, artistes au cachet, pour ainsi dire, qui combattaient à pied ou à cheval. Les patriciens, les princes, les rois n'avaient tué qu'à cheval, montés sur de magnifiques coursiers de race dont on ne versait pas le sang, le taureau était la seule victime, et le cavalier préservait sa monture aux dépens de sa propre vie. Francisco Romero de Ronda fut le premier qui rompit avec cette coutume chevaleresque : il mit le *torero* à pied, lui prescrivit d'affronter le taureau face à face, avec l'épée et la *muleta,* et fixa enfin, par des règles précises, le code de l'art. Étendu ainsi jusqu'au peuple, ce spectacle devint moins raffiné, moins élégant, mais plus naturel.

Le roi Charles III le prohiba, mais cette interdiction n'eut d'autre effet que de changer en frénésie l'enthousiasme populaire. Ferdinand VII, en revanche, institua à Séville une splendide école de *tauromachie.* Quant à Isabelle II, en vraie Espagnole qu'elle était, elle se montra plus passionnée que son père pour ces jeux de la force, Amédée Ier, à qui ils déplaisaient presque autant qu'à la reine, eut la prudence de n'en rien laisser paraître; sa femme, au contraire, incapable de dissimuler, ne manquait pas une occasion de manifester toute son horreur.

A présent, le *toreo* est plus en vogue que jamais en Espagne. Alphonse XII raffole de cet exercice au point qu'il descendrait volontiers dans l'arène, à l'instar de ses pères, de même qu'il irait gaillardement essayer sa junévile éloquence au Congrès comme député de l'opposition s'il n'était pas roi.

Les grands propriétaires qui élèvent des taureaux se comptent par centaines. Séville, Barcelone, Cadix, Valence, Ponte de Santa-Maria, ont, ainsi que Madrid, des cirques de taureaux de premier ordre; dans les localités où il n'y a pas de cirque, on fait les *corridas* sur les places. A Madrid, chaque dimanche, et ailleurs, toutes les fois qu'on le peut, une représentation a lieu, et alors arrivent, ivres de joie, les paysans des campagnes environnantes, les habitants des villes, des forêts, des monts et des plaines, toute une multitude d'enthousiastes; car il ne faut pas se le dissimuler, les Espagnols sont, à peu d'exceptions, en bas et en haut, passionnés pour leur spectacle favori. Par-ci par-là, quelque journaliste, quelque philosophe élève la voix le lendemain de la mort d'un *torero*, fait assez rare au surplus, et proteste au nom de l'humanité ; on parle d'une interpellation à la chambre, puis tout s'apaise, on court à de nouvelles fêtes, pour railler ces impertinents étrangers qui s'indignent de la barbarie espagnole.

XVIII

EL PARDO ET MORENO BENITEZ

Les environs de Madrid sont tristes, car la campagne est aride et sablonneuse. Il est difficile de se rendre compte des raisons qui ont décidé les rois d'Espagne à en faire la capitale d'un si beau pays. Mais, en s'éloignant un peu l'on rencontre des sites pittoresques, où l'on a bâti des résidences royales : Aranjuez, dont les jardins sont très-beaux, les bois touffus et les bâtiments magnifiques, quoique sombres au milieu d'une si riante végétation ; la Granja, à une trop grande distance, mais qui passe pour avoir les plus puissants jets d'eau et les plus beaux jardins du monde, au milieu d'une nature imposante et de rochers couverts de neiges éternelles; l'Escurial, dont nous avons parlé, et le Pardo, situé à onze kilomètres de Madrid et accessible par une magnifique chaussée assez mal entretenue.

Le Pardo est un rendez-vous de chasse. Tous les amateurs de la capitale en parlent en termes enthou-

siastes, et on le comprend : c'est une résidence qui se prête admirablement à tous les exercices du corps. Son bois, entièrement planté de chênes, est ceint d'un mur épais en briques et maçonnerie sur toute l'étendue de son immense périmètre (14 lieues), dépense dispendieuse; et le jour de la Saint-Ildephonse, le peuple se rend en masse au Pardo, suivant une antique tradition, pour célébrer la fête du bienheureux archevêque de Tolède, en recueillant les glands à pleines mains dans les bois de la couronne. Cette fête (*romeria*) est moins gaie, dit-on, que celle de Saint-Isidore du 15 mai, que je n'ai pas vue.

Le Manzanarès traverse le domaine du Pardo ; si aucun genre de beauté n'attire sur cette rivière l'attention du voyageur, en revanche, elle n'occasionne jamais de ravages, ayant à peine assez d'eau pour pleurer sa pauvreté.

Des bois admirables, un terrain giboyeux, voilà pour la campagne. Quant aux habitants du bourg, ils n'ont rien de particulier. Mais ce n'est ni la population, ni le bois qu'on vient voir : c'est le palais et l'asile des mendiants, la demeure des souverains et celle des pauvres réunies par la charité au profit du travail et de l'amélioration des mœurs.

Le palais est un grand bâtiment carré, avec trois façades d'un style sévère, flanqué de tours, isolé par un fossé ; si mes souvenirs ne me trompent pas, il se relie au village par un corps de logis et des pon-

ceaux très-solides, il a enfin toute l'apparence d'une résidence féodale, sombre et rébarbative. Sans doute, il a reçu des hôtes nombreux sous Charles IV, mais ses successeurs l'ont bien délaissé; car à peine trouve-t-on le moyen de s'y loger convenablement pendant quelques semaines. Il y a quatre corps de logis assez bien distribués, mais meublés à l'antique. Les meubles sont dans un état pitoyable; les notes des ébénistes et des tapissiers, pour les réparations urgentes, formeraient un chiffre assez élevé pour acheter un ameublement moderne, complet, confortable et de bon goût; et, en fait de meubles anciens à conserver par curiosité, il y en aurait très-peu.

Il y a cependant au Pardo une grande richesse, une richesse incalculable qu'on aurait tort d'abandonner et de ne pas mettre à l'abri de l'humidité et des brusques changements de température : c'est la collection de tentures et de tapisseries, fabriquées d'après les dessins de Goya ou des copies de David Teniers et qui représentent des chasses, des scènes champêtres, des épisodes de *Don Quichotte*, etc. Je me rappelle surtout *les Noces de Gamache,* admirable composition ; toute une meute de chiens, un matelot napolitain au bord de la mer, plusieurs scènes à la Goya; et, dans la chambre de la reine, une partie de colin-maillard, dont les acteurs sont des grandes dames de la cour de Charles IV avec

des *toreros* célèbres du temps; on dit que tous les personnages sont des portraits extrêmement ressemblants. Les tableaux de Goya, le théâtre de Ramon de la Cruz et les tapisseries révolutionnaires disséminés dans le palais, sortent de la fabrique royale de tapisserie, fondée par Philippe V, magnifiques ouvrages rivalisant avec ce que les Gobelins ont produit de plus parfait. C'est un éclatant souvenir de l'état des arts en Espagne dans la seconde moitié du XVIIIe siècle.

Quittons le palais pour rendre visite aux pauvres de l'asile du Pardo. Cette fondation intéressante est due à l'initiative de M. Moreno Benitez; la charité inépuisable de la reine Marie-Victoire, duchesse d'Aoste, contribua puissamment à l'édifier. On se souviendra longtemps de cette princesse, morte en 1876 à 29 ans et dont le court passage sur le trône d'Espagne a laissé tant de nobles traces parmi les malheureux. Nous pourrions difficilement nous occuper de tous les établissements de bienfaisance si nombreux à Madrid; mais puisque nous sommes au Pardo, il faut parler de celui qui a eu le plus de succès et qui rend les plus grands services à la capitale. L'asile devrait porter le nom de son fondateur, Moreno Benitez, qui, par le génie organisateur que tout le monde lui reconnaît a bien mérité de la reconnaissance nationale.

Afin de purger les rues de Madrid des mendiants

qui l'infestaient, l'ancien préfet de Madrid, après avoir lutté contre des difficultés qui paraissaient insurmontables, ouvrit, le 24 juin 1869, un asile placé sous l'invocation de saint Jean et, à peu de temps de là, un autre sous le nom de sainte Marie, destiné plus spécialement aux femmes. Pour accomplir cette œuvre de charité, il n'avait eu d'autres ressources que les offrandes des Madrilènes à qui il s'était personnellement adressé. Une fois les asiles ouverts, les agents de l'autorité furent chargés de les remplir en emmenant au Pardo tous les mendiants vrais ou faux qui encombraient les rues. Les indigents qui n'étaient pas de la province furent renvoyés dans leurs localités respectives; les enfants arrêtés par les agents furent recueillis dans les asiles et astreints au travail. Les mendiants ayant plus de vingt-cinq ans obtiiennent, sur leur demande, des permissions de sortie, à la condition, toutefois, de ne point mendier; ceux qui, au bout du trimestre obligatoire, ne veulent pas quitter l'établissement, reçoivent l'autorisation d'y rester en travaillant; enfin, les mineurs ne sont libres qu'après trois années de séjour et quand ils savent un métier. On comprend que les pauvres ne séjournent pas indéfiniment au Pardo; les bras inutiles sont rendus utiles à l'industrie ou à l'agriculture et le séjour n'y est pas forcé comme dans les prisons. Dans l'établissement, les sexes et les âges sont séparés; mais

on trouve des chambres où les ménages et les familles peuvent passer ensemble les heures où le travail n'exige pas leur séparation.

L'asile a été installé dans la maison de la *Ballesteria* qui appartient à la couronne et dont le mauvais état occasionna des dépenses considérables de réparation et de distribution nouvelle. Le 15 novembre 1869, on ouvrit l'asile des femmes, dans le Cuartelillo, bâtiment que le ministre de la guerre céda pour cet objet et qu'il fallut aussi réparer à grands frais.

Le plan de l'édifice est un grand rectangle isolé avec deux vastes cours. Au rez-de-chaussée il y a deux salles de récréation d'hiver pour les jeunes gens, une classe d'enfants avec tables et bancs nécessaires pour cent cinquante élèves; des ateliers de menuisiers, d'ébénistes, de cordonniers, de guêtriers (*alpargateros*), de tailleurs et de forgerons; une boulangerie parfaitement distribuée.

La cour du bâtiment des femmes contient une buanderie, avec de l'eau en abondance. Au rez-de-chaussée est l'école des filles, où l'on apprend à lire, à écrire, à compter et à coudre. On y trouve aussi le vestiaire et la lingerie. Les dortoirs sont au premier étage et aboutissent à une petite chapelle, où l'on fait la prière du soir et du matin. Tous les lits sont en fer, les matelas en paille, les oreillers en laine; draps et couvertures confortables. En bas, se

trouvent les cuisines, d'une propreté méticuleuse, et les deux salles à manger aux tables longues, garnies de banquettes et de buffets destinés aux assiettes et aux gobelets en étain. Il y a là aussi un magasin de farines, d'huile et de légumes. Outre la soupe, dès le matin, chaque pensionnaire fait deux repas abondants, à midi et à six heures; il reçoit une livre de pain par jour. L'uniforme est très-simple et fort propre. La dépense journalière est estimée, tout compris, à 40 centimes par tête.

De bâtiments qui tombaient en ruines, on a su faire, à peu de frais, grâce à une volonté persistante, des locaux parfaitement appropriés à leur destination et qui ont un air d'aisance remarquable.

C'est une pensée consolante de savoir que huit cents créatures, arrachées à l'extrême misère, ont reçu là un abri, du travail et une existence assurée.

Pour comprendre à quel point on a rendu utile le travail des assistés, il suffira de savoir que la livre de pain en farine de première qualité revient à 40 centimes de réal (soit 12 centimes), tandis que dans les contrats pour les autres établissements de la province on la paie 78 centimes de real (soit 20 centimes).

Les noms des principaux bienfaiteurs sont inscrits en lettres de marbre sur les murs. Nous citerons ceux de MM. Murga, Aguirre, Cosariego, Canchalegui et Ripoll.

L'asile du Pardo est un établissement de charité modèle; on n'y a rien négligé de ce qui est nécessaire au cœur ou à l'âme : bains, récréation, instruction, musique, etc. Quant à la partie morale, nous devons des éloges au directeur, M. Placide Ordoñez, qui est parvenu à établir parmi ses nombreux pensionnaires un ordre parfait et une subordination exemplaire sans avoir besoin de recourir jamais aux punitions corporelles, absolument défendues du reste par le règlement.

Deux choses sont à remarquer surtout dans cette institution charitable : les frais d'entretien et le petit nombre d'employés. Des dons volontaires, des loteries et quelques ressources suffisent à entretenir cet établissement grâce à l'infatigable activité de M. Moreno Benitez et du comité de direction, ajoutons aussi, grâce à l'honnêteté et à l'intelligence des employés. Ceux-ci sont au nombre de cinq : un directeur, un contrôleur, un aumônier, un garde-magasin et une directrice. Tous les autres emplois, surveillants, concierges, maîtres d'école et d'ateliers, gardes-malades, sont remplis par des pensionnaires qui reçoivent pour cela une minime rémunération.

Quand on pourra disposer de fonds suffisants pour l'achat des matières premières, le travail des pauvres dans les ateliers suffira abondamment à pourvoir à l'entretien.

Une chose manque encore à l'asile du Pardo : une chapelle qui réunisse sous la même voûte tous les frères du malheur. Il est à espérer que ceux qui ont si bien réussi jusqu'à présent, auront le même bonheur pour compléter une œuvre destinée à perpétuer leur mémoire.

XIX

LE ROI

Alphonse XII est un tout jeune homme de vingt ans à peine, doué des qualités les plus sympathiques au peuple espagnol. Une partie de son enfance s'est écoulée sur la terre étrangère. Il a compris, sinon éprouvé par lui-même, les souffrances de l'exil, il a connu la nostalgie du pays natal, et, quoique prince, en a vivement ressenti les poignantes atteintes, car c'est là, plus que la misère et les privations, le mal qui ronge le cœur de l'exilé. Il a vu couler les larmes de sa mère et celles de sa famille, chassée par la révolution triomphante. Il a pu croire qu'il ne remonterait jamais sur ce trône, occupé par un prince de la maison de Savoie. Combien de leçons pendant ces dix années de bannissement durant lesquelles l'enfant s'est fait homme Et combien l'adversité n'a-t-elle pas dû l'instruire et le façonner à son rude apprentissage ! Il a visité

en touriste presque toutes les cours de l'Europe et sa prompte intelligence a pu se rendre compte des dangers à éviter et des gloires à poursuivre. Elevé au collège de Marie-Thérèse à Vienne, il a acquis une instruction solide et variée qu'il a complétée en Angleterre. C'est ainsi qu'il a atteint l'âge de dix-sept ans : il était mûr pour le trône.

A cette instruction sérieuse, exempte de morgue et de pédantisme, ajoutez un caractère doux, une conversation aimable, une voix sympathique, une physionomie expressive, l'aspect résolu, un sourire franc et naturel, des yeux révélant une imagination passionnée et un esprit alerte; ajoutez enfin l'intérêt qu'inspirent ses malheurs passés, l'attraction qu'on éprouve pour ce jeune homme beau, élégant, studieux, éloquent même, décidé à tout sacrifier au bonheur de l'Espagne, et l'on comprendra que la tâche d'Alphonse XII est facile et son chemin tout tracé, s'il trouve des ministres qui le secondent et qui sachent interpréter ses vœux et ses excellentes intentions. Tout l'avenir est là. Peut-être pourra-t-il manquer d'initiative, c'est de son âge; peut-être aussi d'un peu de fermeté; mais ses vues, son intelligence, ses aptitudes sont véritablement peu ordinaires. Il a pris plusieurs fois la parole à l'ouverture des cours universitaires ou à la rentrée des tribunaux, et tout le monde s'accorde à dire qu'il excelle à rendre en phrases claires et précises, sou-

vent bien frappées, toujours pratiques, ses propres opinions, les idées qu'il s'est faites, car il ne répète jamais une leçon ministérielle, il parle d'abondance. Ce ne sera vraiment pas de sa faute si la monarchie ne regagne pas en Espagne le terrain qu'elle avait perdu avant son avénement.

L'histoire de son mariage est encore présente à toutes les mémoires. Cette idylle royale, commencée dans l'exil, poursuivie à travers mille obstacles, eut son jour de triomphe le 23 janvier 1878, jour où fut solennellement bénie, dans l'église d'Atocha, l'union du jeune monarque avec la princesse Mercédès, sa cousine. Avec quelle impatience ils l'attendaient l'un et l'autre! Afin d'en tromper les ardeurs, on avait mis au service de ces cœurs épris la dernière découverte de la science moderne : un téléphone, qui leur permettait de converser ensemble à l'abri des oreilles indiscrètes. « Singulière « application, fait observer un éminent publiciste. « Plus singulier encore est cet amour, si rare à « trouver au sommet des existences sociales, et qui « n'a pu naître et grandir que parce que ces deux « cœurs se sont rencontrés dans les solitudes de « l'exil, loin des pompes factices et des contorsions « humaines. » Dans cette magnifique et sévère église d'Atocha, alors remplie de tout ce que le royaume comptait de personnages illustres par la naissance, le rang, l'intelligence ou la fortune, aux

sons graves de l'orgue, je vois s'avancer la royale fiancée au bras de la princesse des Asturies; je la vois un peu pâle, vêtue de satin blanc avec un manteau de cour richement brodé, le front ceint d'un léger diadème en diamants, si gracieuse, si charmante, si émue et baissant ses beaux yeux sous le regard aimant du roi. Ah ! comme il a passé vite ce jeune amour que l'impitoyable mort a fauché avec les derniers jours du printemps ! Quelques mois pour s'aimer, pour vivre ensemble, pour être heureux, et la vie entière laissée à l'amant qui reste pour pleurer en secret, et sans vouloir être consolé, l'ange qu'il n'a fait qu'entrevoir !

Je me souviendrai toute ma vie de ma première entrevue avec cette jeune et belle enfant. Le roi était marié depuis quelques jours, j'allais partir pour Lisbonne. Aucune réception officielle n'était encore annoncée. J'écrivis à don Alphonse pour lui faire mes adieux, lui demandant une heure pour lui serrer la main et lui disant combien j'étais confuse de l'importuner dans les premiers instants de sa lune de miel. J'aime beaucoup le roi, je l'avoue ; je l'ai connu enfant. Avant qu'il montât sur le trône, j'étais son amie. Souvent il m'arrivait, revenant de Rome pour aller visiter mon fils à Paris au collége, de me détourner de ma route et de m'arrêter à Vienne pour voir le jeune prince auquel je m'intéressais si vivement. J'y allais avec l'autorisation

de sa mère et je causais longuement avec lui de ses études et de ses lectures. J'étais chaque fois charmée de cet esprit primesautier, original, vif. Il avait alors pour surveillant de ses études ce noble et charmant comte de Morphy, si apppréciè de tout le monde, une des rares personnes de l'entourage royal estimée par tous les partis et dont l'influence n'a jamais été employée qu'au bien de son auguste élève. Morphy était lié avec mon frère, Irlandais comme lui et j'éprouvais un très-vif plaisir à pouvoir remonter le cours de nos souvenirs et causer de notre famille.

Le roi Alphonse me conservait un peu de cette amitié que j'avais eue pour lui dans l'exil. Je ne fus donc pas étonnée de recevoir presque immédiatement avis que je serais reçue le lendemain. Ce qui me toucha au plus haut point, ce fut la façon dont on m'accueillit. Je croyais être introduite d'une manière officielle. Ce fut dans l'appartement même de la reine qu'eut lieu notre entrevue. Ils se tenaient ensemble, les deux beaux époux, dans un petit salon capitonné, doucement chauffé, soyeux comme un nid d'oiseau au printemps. Don Alphonse me présenta en ces termes : « Mercédès, voilà madame Rattazzi, une amie dont je t'ai souvent parlé. »

Levant ses beaux yeux vers moi, la reine me tendit la main et avec un sourire : « Vous êtes

l'amie de mon mari, me dit-elle. Vous serez la mienne, n'est-ce pas ? »

Ainsi commencée, la conversation prit bien vite un tour intime et charmant. J'écoutais, émue, le récit de leurs amours. Parfois ils s'arrêtaient, discutant une date, l'un reprenant l'autre.

Ces moments passés près du couple royal m'ont laissé un des plus poétiques souvenirs de ma vie.

Lorsque, si peu de temps après cette entrevue, j'appris que l'adorable princesse venait de mourir, je ne pus le croire !

Je la voyais — comme je la verrai toujours — pleine de fraîcheur, de jeunesse, d'amour, et je croyais être le jouet d'un mauvais songe, ne pouvant m'imaginer que la mort eut osé s'en emparer !

Mais la réalité m'apparut enfin ! Alors j'éclatai en sanglots, regrettant de n'avoir pas baisé la petite main que m'avait tendue la reine, main à laquelle Dieu avait confié non-seulement le sceptre, mais encore le bonheur de l'Espagne.

Heureusement le roi a auprès de lui une seconde mère, la princesse des Asturies. Très-intelligente, très-instruite, mais encore plus modeste, dona Isabelle n'a qu'une préoccupation : ne causer aucun embarras à son frère qu'elle idolâtre, le servir et l'aider par tous les moyens, sans se mêler de quoi que ce soit.

Étrangère à toute intrigue de palais, à tout compromis politique, elle est la personne la plus sérieusement estimable que je sache, et la plus exempte de prétentions d'aucune espèce.

Le trait saillant de sa physionomie est une suprême distinction, unie à une sérénité peu commune. Elle ne sera certes jamais aussi populaire que l'a été sa mère aux premiers jours de sa jeunesse. Le fond de son caractère est la réserve, une réserve un peu outrée. C'est une intelligence d'élite.

Rien n'est plus touchant que de voir cette jeune femme, veuve à vingt ans, au regard limpide et doux, assise près de son frère dans leurs longues promenades, le couvant des yeux comme une jeune mère, n'aspirant, pour ainsi dire, qu'à servir de rayon à ce juvénile soleil. Leurs entretiens sont doctes et sérieux. La sœur lit les livres spéciaux qu'étudie le frère pour en causer avec lui ; elle cherche à lui être agréable en toute occasion, de cette façon discrète et silencieuse dont elle a le secret.

Cette vie austère et simple, ce respect des autres, égal au respect de soi-même, cette dignité sans orgueil, cette froideur apparente qui comprime les élans d'une âme à laquelle tous les sentiments généreux et élevés sont familiers, mais qui demande, comme la sensitive, les plus exquises délicatesses

pour se laisser pénétrer, composent un ensemble remarquable dans toutes les situations et qui crée une place à part à la princesse des Asturies.

XX

L'AVENIR

Ce chapitre est le dernier d'un volume consacré à l'Espagne. En relisant ces pages pour les livrer à l'impression, je m'aperçois que j'ai écrit une étude sur l'état social et politique d'un pays plutôt qu'un récit de mes impressions de voyage. Cela est peut-être outrecuidant pour un étranger et plus encore pour une étrangère; mais il est trop tard, je ne puis plus rebrousser chemin. Si mes appréciations sont erronées, elles proviennent en tout cas d'un sentiment sincère, et si elles ont quelque justesse, qu'on me permette de les résumer dans ce chapitre final en tirant les conséquences des prémisses plus ou moins exactes établies dans les précédents.

Les sciences, les arts, la littérature, n'ont pas dégénéré en Espagne pendant la longue période de convulsions politiques qu'elle vient de traverser; au contraire, la liberté de l'enseignement, malgré tous les défauts de son organisation primitive, a réussi à

propager les idées, à multiplier les foyers d'instruction, à accroître le goût de la science, à instituer de tous côtés des sociétés particulières qui ont contribué puissamment à éclairer les esprits. La presse, libre d'entraves officielles, est venue en aide, durant une autre période, à l'enseignement; et quels qu'aient pu être ses écarts, elle n'en a pas moins joué un rôle important dans le développement intellectuel des classes ouvrières, intéressées à l'avenir de la nation par leurs droits d'abord, et par le fait de la révolution de 1868.

Si cette renaissance poursuit son œuvre et si cette œuvre se perfectionne, l'avenir s'offre sans nuages. Alors les rouages du mécanisme social pourront fonctionner librement, et il n'y aura rien à craindre de l'intervention d'un peuple éclairé dans la gestion de ses propres affaires. C'est un chemin à ouvrir, moins dangereux et plus droit pour les gouvernements que celui de la répression. Il n'y a pas de moyen plus sûr ni plus simple d'agir équitablement envers le peuple et de rendre la sécurité à l'État et la liberté aux citoyens, que de faciliter la diffusion des lumières, d'aider par les ressources du budget à la propagation de l'instruction primaire, et de laisser à l'initiative individuelle le développement ultérieur des connaissances, tout en maintenant des prérogatives dans quelques lycées et universités de l'État. C'est là un

système qui n'est plus inconnu en Espagne, qui y a produit certains résultats et qui en produira de plus grands, lorsque la concorde et la paix présideront au mouvement intellectuel et permettront à l'Etat de mieux répartir ses ressources. C'est ainsi que l'on constituera le pays sur des bases solides; les droits des citoyens ne seront plus pour les gouvernements des prétextes à une répression qui deviendra inutile, et les hommes politiques auront moins à se préoccuper de vaines formules ou de lois d'équilibre lorsqu'ils auront une constitution à faire. Le passé répond en cela de l'avenir, car on a pu se convaincre des effets de la liberté sur la littérature et sur la science.

En traitant des institutions politiques et du régime parlementaire, j'ai placé sous les yeux du lecteur le tableau des traditions de l'Espagne, toutes en faveur de la liberté et j'en ai tiré cette conclusion que les gouvernements modernes ont mis souvent en oubli : il n'est ni possible, ni permis d'arrêter la liberté, chez un peuple, de même qu'il est aussi insensé qu'inutile de lutter contre le caractère, les mœurs et le passé de ce peuple. En ce qui regarde l'Espagne, l'avenir ne sera exempt d'orages qu'à la condition de respecter en elle le sentiment enraciné de liberté et d'indépendance.

Dans les chapitres I et V, j'ai tracé le récit des événements qui se sont succédé dans ces dernières années.

On peut, d'après cela, prévoir quels seront dans le présent, comme dans un avenir prochain, les écueils qu'il faudra éviter pour que la société espagnole ne soit pas de nouveau en proie à ces convulsions violentes qui mettent son existence en danger. La division des partis et la guerre civile, voilà les fléaux du pays.

Lorsque les hommes d'Etat, retrempés dans une longue paix, auront réussi à fondre les opinions similaires en de grands groupes politiques et écarter les troubles intérieurs, l'avenir ne présentera plus que des perspectives consolantes. Et si ces deux résultats exigent un peu de temps pour être obtenus, ils sont loin d'être des utopies.

Les causes de la guerre carliste sont connues, il y a peut-être de l'hostilité de race dans cette lutte des provinces basques contre le reste de l'Espagne; mais il y a surtout du fanatisme et de l'ignorance maintenus par un clergé illettré, ce qui est, par parenthèse, une exception dans le clergé espagnol; il y a enfin cet amour des priviléges ou *fueros* qui auraient pu être conservés s'ils n'étaient un continuel prétexte à soulèvements. Il faut étudier cette question froidement et chercher les moyens les plus propres à assimiler les provinces, à codifier les lois de toute la nation. Ces moyens transformeront ces provinces en peu d'années, tout en laissant à la décentralisation une force qui n'aille pas jusqu'à créer

des immunités. La liberté, seule, peut amener une solution favorable à laquelle il faut ôter toute apparence de violence. Une démocratie conservatrice et éclairée remplira le but sans choquer aucun des préjugés traditionnels. Sur des bases identiques, on arriverait à grouper les partis. Et voilà où nous blâmons le remaniement de la constitution de 1869.

Quelle que soit la forme de gouvernement, plutôt assurément sous la monarchie, qui a pour elle les traditions et l'opinion publique, que sous la République, dont les partisans n'ont pas laissé un souvenir bien vif pendant la courte période de leur puissance, n'importe sous quelle forme, et, en un mot, l'Espagne a besoin d'une politique démocratique pour vaincre les difficultés intérieures.

Le régime démocratique accordera à la commune et au département assez de liberté pour se maintenir en face de la grande unité nationale, acquise au prix de tant de sacrifices, et qui continuera d'exister, à la condition de respecter tout ce qui est respectable dans l'autonomie des municipalités et des provinces. La guerre civile, n'ayant plus d'excuse, ne se reproduira plus, et tous les intérêts n'auront qu'à bénéficier de la paix sagement établie.

La démocratie aura aussi une grande influence pour la fusion des partis; elle réunira tous les adhé-

rents de la liberté, monarchistes ou républicains, sous le même drapeau; car l'expérience des dernières années a fait connaître à tous l'excellence de l'union pour la durée des grands principes, et la nécessité de sacrifier les détails de forme au but commun, qui est d'établir solidairement la paix sur la base inébranlable de la liberté.

L'armée a appris, heureusement, la discipline; il faut la constituer sur des principes plus équitables que la conscription; mais cela est un détail, à côté du principe établi de la démocratie, qui met des bornes à cette facilité avec laquelle le héros d'un jour devient subitement le tyran du lendemain dans tous les pays latins.

Les finances, nous l'avons vu, pourront se relever par le développement de l'industrie et de la richesse foncière; et si, malgré la guerre, la richesse a augmenté, que ne faut-il pas attendre de l'avenir avec la paix?

Mais il ne faut pas se faire d'illusion, il faut bien se convaincre que l'ère des transactions sans doctrines est passée, et que l'avenir appartient à la démocratie, quoique le césarisme puisse s'établir d'une façon éphémère. Tout ce qui est en dehors de ces deux programmes n'a ni présent, ni lendemain. En Espagne, plus qu'ailleurs, ces principes sont d'une évidence absolue. Il faut les appliquer, mais les appliquer sincèrement et sans arrière-

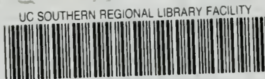
pensée, si l'on veut rendre utile la tâche des gouvernements et voir surgir, sur les ruines du passé, l'aube glorieuse de l'avenir.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

.	Coup-d'œil historique.	1
II.	La situation politique actuelle	27
III.	La littérature et la science.	41
IV.	Les journaux et la littérature politique. . . .	57
V.	La Chambre des députés et les institutions libérales en Espagne.	67
VI.	Les partis politiques, leur classification.. . .	93
VII.	Canovas et les hommes de la Restauration. .	105
VIII.	Sagasta et son parti	117
IX.	Castelar, Salmeron, Pi y Margall et les républicains.	125
X.	Autres profils , Serrano, Topete, Romero-Ortiz.	135
XI.	Les financiers et les finances.	143
XII.	Le 3 janvier 1874 et le général Pavia.	151
XIII.	La guerre et les généraux.	159
XIV.	L'Escurial.	175
XV.	Le Sénat	185
XVI.	Physionomie de Madrid.	191
XVII.	Une course de taureaux	211
XVIII.	El Pardo et Moreno Benitel.	229
XIX.	Le roi..	239
XX.	L'avenir..	247

IMPRIMERIE D. BARDIN, A SAINT-GERMAIN



Un